
Étude des crédits 2010–2011

Demandes de renseignements **particuliers** de
l'opposition officielle adressées au Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
Emploi		
1.	Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victime de licenciement (PSTA) a) dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteurs d'activité; d) budget consacré par région forestière; e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.	1
2.	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a) initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c) mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individus).	2
3.	Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources : a) dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité; d) budget consacré par région-ressource; e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.	11
4.	Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement : a) dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région.	13
5.	Emploi-Québec : a) cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, 2009-2010 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2010-2011 au national et pour chacune des régions; b) détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011; c) part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années; d) état des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.	14
6.	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011; b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c) nombre d'entreprises participantes; d) nombre de participant-e-s par tranche d'âge et par région; e) durée moyenne de la participation; f) nombre de participant-e-s qui réussissent à retrouver un emploi durable; g) taux de réussite.	16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
7.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.	18
8.	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	19
9.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.	34
10.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.	35
11.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.	36
12.	Nombre et effectifs de chacun des Centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour les années 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévision pour 2010-2011.	37
13.	Pour les années 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.	49
14.	État de situation sur le programme Pacte pour l'emploi et prévisions de personnes visées par le Pacte pour l'emploi Plus.	50
15.	Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.	54
16.	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates de rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.	55
17.	État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.	56
Sécurité du revenu		
18.	Économies réalisées par le MESS par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2007-2009 et 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	57
19.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	58
20.	État de situation détaillé de la mise en œuvre du projet de loi 57 et des diverses mesures découlant du projet de loi et leurs incidences financières.	59

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
21.	Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.	61
22.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	62
23.	Prévisions du nombre de prestataires pour 2010-2011.	63
24.	Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	64
25.	État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2007-2008, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 concernant :	
	a) répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois;	65
	b) évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;	66
	c) répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logements subventionnés : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;	68
	d) nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;	69
	e) nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;	70
	f) économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;	70
	g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;	71
	h) nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;	72
	i) économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;	72
	j) nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;	69
	k) évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants :	73
	i. état de santé;	
	ii. état de grossesse;	
	iii. garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés;	
	iv. critère de 55 ans;	
	v. partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;	
	vi. attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.	
	l) nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;	74
	m) nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;	75
	n) nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;	76
	o) nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision;	77

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
	p) nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;	78
	q) nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;	79
	r) ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;	80
	s) liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011;	81
	t) nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;	82
	u) nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2007, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011;	83
	v) nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011;	84
	w) bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	85
26.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2007-2008 et 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	86
27.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010.	87
28.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et le cas échéant 2010-2011.	88
29.	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 : a) personne vivant seul; b) couple; c) famille monoparentale; d) famille biparentale; e) définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme; f) définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.	89
Régime québécois d'assurance parentale		
30.	Copie des études, notes, rapport, états de situation, analyses, concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit.	90
31.	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	91
32.	État des négociations ainsi que tous documents, notes, rapports, états de situation concernant la somme réclamée de 347 M\$ par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'entente sur les congés parentaux.	92

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
33.	Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2009-2010 en fonction des données disponibles.	93
Régie des rentes du Québec (Les questions 34 à 45 seront répondues par la RRQ)		
34.	Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années : a) nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers; b) nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents.	n/a
35.	Nombre de jugements de divorce et de séparation en fonction du partage ou de la renonciation traités pour chacune des trois dernières années : a) nombre et pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers; b) nombre d'heures supplémentaires payées à ces employés.	n/a
36.	Nombre et pourcentage de personnes entre 18 et 25 ans et entre 26 et 35 ans qui n'ont aucun gain admissible non ajusté pour chacune des trois dernières années.	n/a
37.	Nombre et type de régimes de retraite administrés par la Régie des rentes du Québec entre 2005-2006 et 2008-2009. Pour chaque type : a) à prestation déterminée; b) à cotisation déterminée.	n/a
38.	Dans les régimes complémentaires de retraite, quel est le nombre de régimes qui sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2005-2006 et 2008-2010 et prévisions pour 2010-2011.	n/a
39.	État de situation concernant le dépôt du règlement d'application de la loi modifiant les régimes complémentaires de retraite et autres dispositions législatives visant à atténuer les impacts négatifs de la crise financière.	n/a
40.	La somme de l'ensemble de ces déficits par année.	n/a
41.	Dans les régimes complémentaires de retraite, quel est le nombre de régimes qui ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2005-2006 et 2008-2010 et prévisions pour 2010-2011.	n/a
42.	La somme de l'ensemble de ces surplus par année.	n/a
43.	Concernant le programme des congés parentaux : a) dépenses encourues pour la mise en place du programme, ventilation par année; b) nombre de fonctionnaires et/ou contractuels affectés à la mise en place du programme, ventilation par année; c) état de situation sur l'avancement des travaux quant à la mise en place du programme.	n/a
44.	État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011.	n/a
45.	Pour les demandes de retraite par Internet et le programme Simul Retraite, indiquer, par mois, le nombre de codes d'accès personnel (CAP) demandés, le nombre de CAP accordés et le délai moyen pour leur obtention.	n/a

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
Secrétariat à l'action communautaire autonome (Les questions 46 et 47 seront répondues par le SACAIS)		
46.	Dans chacun des programmes : a) liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011; b) politique et critères d'attribution des subventions; c) liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.	n/a
47.	Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	n/a
Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale		
48.	Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.	94
49.	Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives.	95
50.	Rapport sur les indicateurs du CEPE.	96
51.	État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté : a) Axe 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté <ul style="list-style-type: none"> ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi; assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi; protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi; offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi; pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire; réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec; appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail; une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi; favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail; augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté; mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles; établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi; augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation; accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements; 	97

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
	<ul style="list-style-type: none"> • adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées; • adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social; • favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation; • améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir; • miser sur la contribution des organismes communautaires; • poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés; • poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants; • améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu. 	
	<p>b) Axe 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place un soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu; • favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité; • offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité; • soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille; • expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire; • implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés; • soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons; • soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire; • assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse; • intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC; • adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans; • encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études; • offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi; • mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes; • se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi; • soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes aînées à faible revenu. 	
	<p>c) Axe 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société</p> <ul style="list-style-type: none"> • investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS); 	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
	<ul style="list-style-type: none">• convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région;• soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention;• amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;• lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.	
d)	<p>Axe 4 -- Assurer la constance et la cohérence de l'action</p> <ul style="list-style-type: none">• évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;• assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;• intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;• intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP01

Titre

Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victime de licenciement (PSTA)

- a. Dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 par région.
- b. Budget disponible pour l'année en cours.
- c. Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité.
- d. Budget consacré par région forestière.
- e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles.
- f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.

Exposé et statistiques

PSTA

- a) Dépenses totales pour 2009-2010 : 906 067 \$ (données au 28 février 2010 incluant tous les secteurs économiques).
- b) Budget disponible pour l'année 2010-2011 : 2 000,0 K\$ pour tous les secteurs économiques.
- c) Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité : données non disponibles ventilées par région pour l'année en cours.
- d) Budget consacré par région forestière : budget non ventilé par région.
- e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : sans objet car ce programme est considéré comme une mesure passive.
- f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région : données inexistantes.

SOURCE : Direction du soutien aux opérations et des stratégies sectorielles, 2010-03-11

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

Date : 2010-03-11

Bureau du sous-ministre associé, le 16 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2A

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés.

- a) nombre de participants;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à cette mesure

Exposé et statistiques

- a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A le nombre de participants pour la mesure Initiatives ciblées pour travailleurs âgés, et ce, selon le statut des participants. Au 22 janvier 2010 (données cumulatives à partir du 1^{er} avril 2009), Emploi-Québec a dénombré 1 203 nouveaux participants inscrits à ICTA.
- c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés, en date du 26 février 2010 sont de 12 431,1 k\$.

SOURCE :

Direction de la statistique – 28 février 2010

COLLABORATION :

Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – 28 février 2010

VALIDATION :

Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles – 28 février 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP2A

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés.

- a) nombre de participants;
- b) statut de ces participants;
- d) budget consacré à cette mesure

Annexe A

**Nombre de nouveaux participants à la mesure Initiatives ciblées pour travailleurs âgés
selon leur statut^{1,2}
du 1^{er} avril 2009 au 22 janvier 2010**

Initiatives ciblées pour travailleurs âgés	Nouvelles participations	Nouveaux participants
Assistance sociale	220	209
Assurance-emploi	937	912
Sans soutien public du revenu	226	217
Total ¹	1 245	1 203

1. La somme des nouvelles participations de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'une même participation peut être comptabilisée dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

2. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction de la statistique (données en date du 22 janvier 2010)

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP02b

Titre

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs âgés

Exposé et statistiques

Le volet *Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT)*, de la mesure *Concertation pour l'emploi* qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « Retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.). L'ARTT contribue à maintenir au travail des personnes menacées de licenciement et à favoriser l'embauche de chercheurs d'emploi, notamment par une nouvelle répartition du temps de travail.

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été ciblé dans le cadre du *Plan de soutien pour le secteur forestier* d'octobre 2006 comme un des quatre leviers d'intervention. La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée. Ainsi, en octobre 2006, l'incitatif financier lié à la modalité « retraite anticipée » a été bonifié pour le secteur forestier afin de limiter le nombre de mises à pied et de maintenir en emploi la relève. Pour l'année 2009-2010, (données au 26 février 2010) 5 546 666 \$ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier et ont permis de sauver 964 emplois dans ce même secteur.

Depuis avril 2009, cet incitatif financier bonifié est offert non seulement au secteur forestier mais à l'ensemble des secteurs d'activité économique, et ce, jusqu'au 31 mars 2011.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction des stratégies clientèles et de la prestation de services
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé, le 16 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2C

Titre

État de situation détaillé de la Mesure de formation de la main-d'œuvre :

- a) nombre de participants pour chacune de ces formations;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à la Mesure de formation;
- d) taux de réintégration à l'emploi;

Exposé et statistiques

- a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A la liste des divers types de formations offertes, le nombre de participants pour chacun de ces types de formation, et ce, selon le statut des participants. Au 22 janvier 2010, Emploi-Québec a dénombré 40 912 nouveaux participants inscrits aux diverses formations.
- c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Les dépenses comptabilisées dans le cadre de la mesure de formation en date du 26 février 2010 sont de l'ordre de 324,0 M\$ (voir annexe C)
- d) Vous trouverez à l'annexe B, ci-jointe, le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle et technique pour chacune des régions du Québec. Pour l'ensemble du Québec, la moyenne d'intégration à l'emploi est de l'ordre de 71,6 % en date du 28 février 2010.

SOURCE : Direction de la statistique – 28 février 2010

COLLABORATIONS : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – 28 février 2010
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles – 28 février 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2C

Titre

État de situation détaillé de la Mesure de formation de la main-d'œuvre :
a) nombre de participants pour chacune de ces formations
b) statut de ces participants

Annexe A

Nombre de nouveaux participants par type de formation¹
et selon leur statut²
du 1^{er} avril 2009 au 22 janvier 2010

Types de formation	Total de la clientèle ²	Assistance sociale	Assurance emploi	Sans soutien public du revenu
Francisation	4 502	2 073	2 285	333
Alphabétisation	1 018	496	568	65
Formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique	9 268	4 906	5 386	551
Formation professionnelle secondaire	19 030	4 616	14 978	1 516
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	1 301	615	728	129
Formation autres langues que le français	496	52	379	86
Autre	0	0	0	0
<i>sous-total Secondaire¹</i>	<i>34 684</i>	<i>12 356</i>	<i>23 713</i>	<i>2 642</i>
Formation technique collégiale	6 264	1 746	4 145	865
Formation universitaire	221	77	99	56
Total de la Mesure de formation¹	40 912	14 093	27 794	3 546

1. La somme des adultes par types de formation peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période. Ainsi, si la personne a participé à plusieurs types de formation, elle sera dénombrée dans chacun des types, mais une seule fois dans le total de la Mesure de formation.

2. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction de la statistique, (données en date du 22 janvier 2010)

Annexe B

SUIVI DES INDICATEURS D'EMPLOI-QUÉBEC Données cumulatives selon la région (résultats 2009-2010 en date du 28 février 2010)

TAUX D'EMPLOI DES PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE MESURE DE FORMATION PROFESSIONNELLE OU TECHNIQUE

INDICATEURS	RÉSULTATS
Bas-Saint-Laurent	76,4 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	72,6 %
Capitale-Nationale	69,7 %
Mauricie	74,5 %
Estric	75,6 %
Montréal	57,6 %
Outaouais	67,7 %
Abitibi-Témiscamingue	71,8 %
Côte-Nord	74,5 %
Nord-du-Québec	65,2 %
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	83,1 %
Chaudière-Appalaches	80,7 %
Laval	71,5 %
Lanaudière	75,0 %
Laurentides	80,9 %
Montérégie	72,5 %
Centre-du-Québec	76,8 %
Ensemble du Québec	71,6 %

Données tirées du suivi des indicateurs de résultats du plan d'action d'Emploi-Québec pour l'année 2009-2010 en date du 28 février 2010
Direction générale adjointe à la planification à l'information sur le marché du travail.

ANNEXE C

Dépenses par activité de formation pour la mesure de formation de la main-d'œuvre pour l'année 2009-2010

Résultats ensemble du Québec en date du 26 février 2010

Rapport produit par la Direction générale adjointe à la planification et à l'information sur le marché du travail

		Compte d'assurance- emploi (K\$)	Fonds du Québec (K\$)	Total (K\$)
Activités de formation	Région			
Alphabétisation	Abitibi- Témiscamingue	180,2 \$	40,9 \$	221,1 \$
	Bas-St-Laurent	38,1 \$	15,2 \$	53,3 \$
	Capitale-Nationale	166,7 \$	132,1 \$	298,7 \$
	Centre-du-Québec	62,4 \$	7,5 \$	69,9 \$
	Chaudière-Appalaches	32,5 \$	5,8 \$	38,3 \$
	Côte-Nord	0,1 \$	0,0 \$	0,1 \$
	Estrie	80,8 \$	25,7 \$	106,5 \$
	Gaspésie-îles-de-la-	17,4 \$	4,3 \$	21,7 \$
	Lanaudière	35,3 \$	2,8 \$	38,1 \$
	Laurentides	419,7 \$	109,4 \$	529,1 \$
	Laval	727,1 \$	73,8 \$	800,9 \$
	Mauricie	12,7 \$	10,8 \$	23,4 \$
	Montréal	3 070,7 \$	414,7 \$	3 485,4 \$
	Montréal	298,5 \$	222,4 \$	520,9 \$
	Nord-du-Québec	0,0 \$	0,6 \$	0,6 \$
	Outaouais	74,1 \$	55,6 \$	129,7 \$
	Saguenay / Lac-St-	62,6 \$	19,8 \$	82,3 \$
	Total	5 278,7 \$	1 141,5 \$	6 420,2 \$
Financement MELS	Région			
	(N.d.)	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
	Total	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Formation autres langues que le français	Région			
	Abitibi- Témiscamingue	72,9 \$	8,5 \$	81,4 \$
	Capitale-Nationale	490,1 \$	127,5 \$	617,6 \$
	Centre-du-Québec	20,1 \$	5,1 \$	25,2 \$
	Chaudière-Appalaches	29,6 \$	2,3 \$	31,9 \$
	Estrie	9,8 \$	0,5 \$	10,3 \$
	Gaspésie-îles-de-la-	0,8 \$	0,0 \$	0,8 \$
	Lanaudière	325,4 \$	17,8 \$	343,2 \$
	Laurentides	318,9 \$	44,0 \$	362,9 \$
	Laval	52,8 \$	14,6 \$	67,5 \$
	Mauricie	218,6 \$	44,9 \$	263,5 \$
	Montréal	161,8 \$	86,7 \$	248,4 \$
	Montréal	160,5 \$	14,7 \$	175,1 \$
	Saguenay / Lac-St-	11,7 \$	0,0 \$	11,7 \$
	Total	1 872,9 \$	366,8 \$	2 239,7 \$
Formation générale, Préalable à la formation professionnelle ou technique	Région			
	Abitibi- Témiscamingue	1 526,3 \$	244,5 \$	1 770,8 \$
	Bas-St-Laurent	1 415,4 \$	226,8 \$	1 642,2 \$
	Capitale-Nationale	2 497,9 \$	1 081,5 \$	3 579,3 \$
	Centre-du-Québec	1 620,0 \$	305,4 \$	1 925,5 \$
	Chaudière-Appalaches	1 735,0 \$	281,7 \$	2 016,8 \$
	Côte-Nord	494,4 \$	70,3 \$	564,7 \$
	Estrie	2 100,3 \$	533,1 \$	2 633,4 \$
	Gaspésie-îles-de-la-	723,1 \$	188,1 \$	911,2 \$
	Lanaudière	2 724,7 \$	564,9 \$	3 289,5 \$
	Laurentides	3 716,4 \$	435,3 \$	4 151,6 \$
	Laval	1 344,6 \$	336,0 \$	1 680,6 \$
	Mauricie	2 535,8 \$	694,6 \$	3 230,4 \$
	Montréal	7 572,1 \$	2 651,1 \$	10 223,2 \$
	Montréal	5 125,2 \$	1 309,1 \$	6 434,2 \$
	Nord-du-Québec	110,8 \$	10,6 \$	121,4 \$
	Outaouais	1 960,8 \$	662,7 \$	2 623,5 \$
	Saguenay / Lac-St-	2 509,3 \$	448,6 \$	2 957,8 \$
	Total	39 712,0 \$	10 044,3 \$	49 756,3 \$

Indéterminé	Région			
	(N.d.)	0,0 \$	2,8 \$	2,8 \$
	Abitibi-	144,8 \$	47,9 \$	192,7 \$
	Bas-St-Laurent	161,9 \$	34,5 \$	196,4 \$
	Capitale-Nationale	291,2 \$	122,2 \$	413,4 \$
	Centre-du-Québec	325,2 \$	122,8 \$	448,0 \$
	Chaudière-Appalaches	207,0 \$	42,4 \$	249,4 \$
	Côte-Nord	29,9 \$	7,8 \$	37,7 \$
	Estrie	61,1 \$	30,9 \$	92,0 \$
	Gaspésie-îles-de-la-	149,3 \$	38,8 \$	188,0 \$
	Lanaudière	80,2 \$	20,0 \$	100,2 \$
	Laurentides	471,6 \$	111,3 \$	582,8 \$
	Laval	209,4 \$	102,3 \$	311,7 \$
	Mauricie	341,5 \$	134,0 \$	475,4 \$
	Montréal	1 288,1 \$	944,9 \$	2 233,1 \$
	Monterégie	1 394,0 \$	615,4 \$	2 009,4 \$
	Nord-du-Québec	31,1 \$	3,6 \$	34,7 \$
	Outaouais	298,8 \$	157,0 \$	455,8 \$
	Saguenay / Lac-St-	538,5 \$	166,1 \$	704,6 \$
	Total	6 023,5 \$	2 704,7 \$	8 728,2 \$
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	Région			
	Abitibi-			
	Témiscamingue	113,2 \$	85,8 \$	199,0 \$
	Bas-St-Laurent	42,2 \$	8,8 \$	51,0 \$
	Capitale-Nationale	135,0 \$	92,7 \$	227,7 \$
	Centre-du-Québec	349,2 \$	234,3 \$	583,5 \$
	Chaudière-Appalaches	113,1 \$	51,2 \$	164,3 \$
	Côte-Nord	4,9 \$	3,7 \$	8,6 \$
	Estrie	214,8 \$	109,2 \$	324,0 \$
	Gaspésie-îles-de-la-	3,2 \$	2,8 \$	6,0 \$
	Lanaudière	18,9 \$	1,2 \$	20,1 \$
	Laurentides	50,2 \$	9,3 \$	59,5 \$
	Laval	310,4 \$	90,8 \$	401,2 \$
	Mauricie	102,1 \$	30,7 \$	132,8 \$
	Montréal	1 165,2 \$	241,1 \$	1 406,3 \$
	Monterégie	142,2 \$	51,9 \$	194,0 \$
	Nord-du-Québec	3,3 \$	4,0 \$	7,2 \$
	Outaouais	106,2 \$	102,4 \$	208,6 \$
	Saguenay / Lac-St-	160,6 \$	22,4 \$	183,0 \$
	Total	3 034,8 \$	1 142,3 \$	4 177,0 \$
Total		265 698,4	58 322,7	324 021,2

Formation professionnelle secondaire	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	4 631,6 \$	497,1 \$	5 128,7 \$
	Bas-St-Laurent	5 962,1 \$	493,3 \$	6 455,4 \$
	Capitale-Nationale	9 308,2 \$	1 948,4 \$	11 256,6 \$
	Centre-du-Québec	4 718,2 \$	356,4 \$	5 074,6 \$
	Chaudière-Appalaches	7 956,4 \$	808,9 \$	8 765,3 \$
	Côte-Nord	2 639,0 \$	332,0 \$	2 971,0 \$
	Estrie	5 734,4 \$	427,9 \$	6 162,3 \$
	Gaspésie-Îles-de-la-	3 065,5 \$	251,5 \$	3 317,0 \$
	Lanaudière	8 914,0 \$	1 038,0 \$	9 952,0 \$
	Laurentides	12 422,8 \$	1 120,0 \$	13 542,8 \$
	Laval	4 995,0 \$	870,4 \$	5 865,4 \$
	Mauricie	8 379,6 \$	1 460,6 \$	9 840,1 \$
	Montréal	18 475,4 \$	4 617,7 \$	23 093,1 \$
	Monterégie	21 111,6 \$	2 794,7 \$	23 906,3 \$
	Nord-du-Québec	1 507,3 \$	40,6 \$	1 547,9 \$
	Outaouais	5 086,5 \$	923,7 \$	6 010,2 \$
	Saguenay / Lac-St-	7 848,0 \$	820,1 \$	8 668,1 \$
	Total	132 755,7 \$	18 801,3 \$	151 557,0 \$
Formation technique collégiale	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	477,4 \$	53,0 \$	530,4 \$
	Bas-St-Laurent	2 151,2 \$	301,8 \$	2 453,0 \$
	Capitale-Nationale	4 556,1 \$	1 264,2 \$	5 820,3 \$
	Centre-du-Québec	2 194,5 \$	274,2 \$	2 468,7 \$
	Chaudière-Appalaches	2 460,7 \$	338,1 \$	2 798,8 \$
	Côte-Nord	608,4 \$	65,2 \$	673,5 \$
	Estrie	2 084,5 \$	386,3 \$	2 470,8 \$
	Gaspésie-Îles-de-la-	1 114,1 \$	120,0 \$	1 234,0 \$
	Lanaudière	1 888,8 \$	224,8 \$	2 113,6 \$
	Laurentides	2 899,1 \$	242,7 \$	3 141,7 \$
	Laval	1 966,2 \$	791,2 \$	2 757,4 \$
	Mauricie	2 996,0 \$	395,4 \$	3 391,4 \$
	Montréal	16 435,6 \$	10 721,0 \$	27 156,6 \$
	Monterégie	9 602,4 \$	2 350,7 \$	11 953,1 \$
	Nord-du-Québec	302,8 \$	29,7 \$	332,5 \$
	Outaouais	1 934,8 \$	426,7 \$	2 361,5 \$
	Saguenay / Lac-St-	2 535,1 \$	360,5 \$	2 895,6 \$
	Total	56 207,5 \$	18 345,3 \$	74 552,8 \$
Formation universitaire	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	12,1 \$	0,0 \$	12,1 \$
	Bas-St-Laurent	6,6 \$	1,8 \$	8,4 \$
	Capitale-Nationale	121,9 \$	207,0 \$	328,9 \$
	Centre-du-Québec	1,3 \$	0,0 \$	1,3 \$
	Chaudière-Appalaches	5,2 \$	0,0 \$	5,2 \$
	Estrie	6,4 \$	0,8 \$	7,2 \$
	Lanaudière	10,7 \$	5,8 \$	16,5 \$
	Laurentides	3,8 \$	6,1 \$	9,9 \$
	Laval	11,0 \$	24,1 \$	35,1 \$
	Mauricie	20,9 \$	0,0 \$	20,9 \$
	Montréal	264,3 \$	474,6 \$	738,9 \$
	Monterégie	19,0 \$	24,3 \$	43,3 \$
	Nord-du-Québec	7,6 \$	0,0 \$	7,6 \$
	Outaouais	9,3 \$	0,0 \$	9,3 \$
	Saguenay / Lac-St-	25,2 \$	0,0 \$	25,2 \$
	Total	525,3 \$	744,5 \$	1 269,8 \$
Francisation	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	3,9 \$	3,8 \$	7,7 \$
	Bas-St-Laurent	7,9 \$	1,5 \$	9,4 \$
	Capitale-Nationale	200,6 \$	111,0 \$	311,5 \$
	Centre-du-Québec	130,9 \$	331,6 \$	462,5 \$
	Chaudière-Appalaches	36,3 \$	24,8 \$	61,1 \$
	Estrie	98,3 \$	519,4 \$	617,6 \$
	Lanaudière	115,4 \$	145,9 \$	261,3 \$
	Laurentides	212,3 \$	122,8 \$	335,1 \$
	Laval	1 937,6 \$	293,8 \$	2 231,3 \$
	Mauricie	53,7 \$	252,9 \$	306,5 \$
	Montréal	16 307,7 \$	2 363,0 \$	18 670,7 \$
	Monterégie	1 124,0 \$	657,0 \$	1 781,0 \$
	Outaouais	55,7 \$	190,7 \$	246,4 \$
	Saguenay / Lac-St-	4,0 \$	14,0 \$	18,1 \$
	Total	20 288,0 \$	5 032,2 \$	25 320,2 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP3

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources :

- dépenses totales pour 2009-2010;
- budget disponible pour l'année en cours;
- nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activités;
- budget consacré par région-ressource;
- taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques

- Dépenses totales en 2009-2010** (au 28 février 2010) : 642 379 \$
- Budget pour l'année en cours (2009-2010)** : 2 M\$
- Nombre de personnes admissibles en 2009-2010 par région** (au 28 février 2010) :

Pour les régions ressources	
01- Bas-St-Laurent :	248
02- Saguenay-Lac-St-Jean :	389
03- Capitale-Nationale	252
04- Mauricie :	896
05- Estrie :	270
08- Abitibi-Témiscamingue :	645
09- Côte-Nord :	818
10- Nord-du-Québec :	588
12- Chaudière-Appalaches	294
14- Lanaudière	296
15- Laurentides	325
16- Montérégie	267
Total :	5 288

Et par secteur d'activité (au 28 février 2010)

Secteur primaire	725
Secteur secondaire	4 341
Secteur tertiaire	222
Total	5 288

- Le budget consacré par région :**

Depuis le mois d'octobre 2009, les budgets sont centralisés.

- Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles :**

Le taux de présence des personnes admissibles au programme est limité. Cela s'explique en partie parce que la majorité des travailleurs licenciés ont droit à des prestations de l'assurance-emploi dès leur licenciement et qu'une proportion importante trouve un emploi avant la fin de ces prestations.

- 17 programmes de licenciement collectif ont pris fin en 2009-2010 (données au 28 février 2010).
- Parmi ceux-ci, 29 travailleurs recevaient une prestation lors du dernier mois de l'application du programme sur un total de 117 travailleurs acceptés à ce dernier.
- 75 % (88 sur 117) des travailleurs acceptés au programme ont quitté ce dernier avant qu'il ne prenne fin. Il est cependant à noter que parmi ces travailleurs, outre ceux qui ont retrouvé un emploi, certains se sont retirés du marché du travail, notamment en prenant leur retraite.

f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité :

Prestation mensuelle moyenne en février 2010 : 519,56\$ (aide financière octroyée en février 2010 à l'ensemble des personnes licenciées divisée par le nombre de dossiers actifs pour ce mois)

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail
25 février 2010.

COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
11 mars 2010

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
11 mars 2010
Bureau du sous-ministre associé, le 12 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP4

Titre
Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement :
a. dépenses totales pour 2009-2010;
b. budget disponible pour l'année en cours;
c. nombre de personnes admissibles à ce jour par région.

Exposé et statistiques

a) Dépenses totales pour 2009-2010 (au 28 février 2010) : 726 863 \$

b) Budget disponible pour l'année en cours (2009-2010) : 1,5 M \$

c) Nombre de personnes admissibles en 2009-2010 par région (au 28 février 2010) :

Pour les régions	
05- Estrie :	469
06- Montréal :	1 069
12- Chaudière-Appalaches :	142
16- Montérégie :	926
17- Centre-du-Québec :	297
Total	2 903

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail
25 février 2010

COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
11 mars 2010

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
11 mars 2010
Bureau du sous-ministre associé, le 12 mars 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP05

Titre
Emploi-Québec :
a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2008-2009 et 2009-2010 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2010-2011 au national et pour chacune des régions;
b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2008-2009 et 2009-2010;
c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années;
d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.

Exposé et statistiques

a) Cibles et résultats 2009-2010 (voir annexe 1)

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats touchant les nouveaux participants et les retours en emploi sont satisfaisants. Il en va de même du côté des services aux entreprises et du placement.

Tel que prévu à la Convention de performance et d'imputabilité de l'Agence, les résultats finaux pour 2009-2010 seront présentés au Rapport de gestion annuel.

b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2009-2010

ETC autorisés	<u>2009-2010</u>
ETC réguliers	4 211
ETC occasionnels	454
Total ETC autorisés	4 665

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années

Pour l'année 2009-2010, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 300,8 M\$, dont 512,9 M\$ en Fonds du Québec et 787,9 M\$ imputables au Compte d'assurance-emploi.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2009-2010 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Compte d'assurance-emploi	Total
512,9	787,9	1 300,8

d) Listes d'attente

Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion – 1^{er} mars 2010

Collaborations : Direction des ressources humaines – 1^{er} mars 2010
Direction du budget et des services administratifs, 9 mars 2010

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – le 12 mars 2010
Bureau du sous-ministre associé, le 16 mars 2010

Annexe 1. Cibles et résultats 2009-2010, ensemble du Québec

Orientations du plan d'action (Libellés 2009-2010)	Indicateurs	2009-2010	
		Cibles	Résultats (préliminaires)
Atténuer les effets de la récession sur les travailleurs ainsi que sur les entreprises	• Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec, participants de l' assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	162 538	162 000
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec, participants de l' assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	55 537	57 000
	• Prestations non versées à l' assurance-emploi à la suite d'une intervention d'Emploi-Québec visant un retour en emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	198,5 M\$	297,0M\$
Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre possible de Québécoises et de Québécois, notamment par la préparation des clientèles éloignées en prévision de la reprise	• Nombre de postes vacants signalés au Service national de placement	550 000	475 000
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec	292 500	292 500
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	144 927	140 000
	• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	50,5%	49,0%
	• Proportion des participants aux mesures de longue durée répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	75%	74%
	• Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	32 000	43 000
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec, clientèle des programmes d' assistance sociale	95 000	85 000
	• Nombre de participants clientèles des programmes d' assistance sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	38 950	32 000
	• Taux d'emploi des participants clientèle des programmes d'assistance sociale ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	41,0%	39,0%
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, personnes immigrantes	43 000	52 000
	• Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	43,0%	41,0%
	• Prestations non versées à l'aide financière de dernier recours à la suite d'une intervention d'Emploi-Québec visant un retour en emploi	120,3M\$	100,0M\$
Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements, notamment démographique	• Nombre d' entreprises nouvellement aidées par les mesures actives	11 700	13 000
	• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement des compétences de la main-d'œuvre	5 500	4 700
Améliorer la prestation de services aux citoyennes et aux citoyens	• Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	64 993	60 000
	• Délai moyen de traitement des nouvelles demandes déposées à l'attribution initiale (en jours ouvrables)	10	8,5
	• Ratio de plaintes relatives aux services de solidarité sociale par 1000 ménages	1,85	1,77
	• Pourcentage des décisions modifiées à la suite d'une demande de révision	21,0%	22,4%
	• Taux d'exactitude monétaire dans le traitement administratif des dossiers	97%	97%

Source : Les données pour 2009-2010 sont des estimations des résultats en fin d'année. Les résultats finaux seront présentés dans le rapport de gestion 2009-2010.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP06

Titre

Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus :

- a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011;
- b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- c) nombre d'entreprises participantes;
- d) nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région;
- e) durée moyenne de la participation;
- f) nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- g) taux de réussite.

Exposé et statistiques

Pour favoriser l'intégration, la réintégration et le maintien sur le marché du travail des personnes plus âgées, Emploi-Québec a adopté et mis en œuvre, dès 2003, la *Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et travailleurs de 45 ans et plus* et son plan d'action, d'une durée de cinq ans. L'objectif de la Stratégie et du plan d'action est également d'accroître le taux d'activité de ce groupe d'âge.

- a) Aucun budget spécifique n'est dédié à la Stratégie étant donné que les activités sont réalisées à l'intérieur du budget d'intervention dédié aux mesures et services d'Emploi-Québec.
- b) Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention n'existe donc pas.
- c) Aucune cible de résultat n'est établie pour cette clientèle. Cette stratégie vise plutôt à mettre en place des interventions en entreprise afin qu'elles puissent intégrer des préoccupations liées à la Stratégie, telle que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre.
- d) Les nouveaux participants¹ de 45 ans et plus aux mesures d'Emploi-Québec représentent 31,9 % de l'ensemble des nouveaux participants en 2009-2010 (données au 19 février 2010).

Les participants pour chaque région se distribuent de la façon suivante :

¹ Il faut souligner qu'une personne peut avoir participé à plus d'une mesure.

**Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d'âge**
du 1^{er} avril 2009 au 19 février 2010

	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts*
Abitibi-Témiscamingue	881	848	1 079	2 795
Bas Saint-Laurent	1 152	1 090	1 305	3 516
Capitale-Nationale	2 470	2 138	2 619	7 171
Centre-du-Québec	882	860	1 023	2 740
Chaudière-Appalaches	1 691	1 437	1 685	4 778
Côte-Nord	619	554	532	1 693
Estrie	1 385	1 127	1 155	3 642
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	852	815	1 011	2 650
Lanaudière	1 840	1 379	1 476	4 662
Laurentides	2 068	1 714	1 779	5 519
Laval	1 300	1 115	1 281	3 656
Mauricie	1 486	1 437	1 566	4 450
Montréal	8 192	6 284	6 204	20 511
Montréal	4 485	3 706	4 214	12 294
Nord-du-Québec	148	139	110	393
Outaouais	1 351	1 044	632	3 003
Saguenay/Lac St-Jean	1 568	1 471	1 107	4 108
Adultes distincts*	32 223	27 055	28 721	87 269

* La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation dans plus d'une région et dans deux groupes d'âge durant la période.

e) Ce type de données n'est pas disponible.

f) En 2009-2010 (données au 28 février 2010), le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 49,3 % pour les 45-54 ans et 42,6 % pour les 55 ans et plus.

g) D'une façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de nouvelles participations aux mesures et services d'emploi terminées et complétées, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2008-2009, 86,7 % des nouvelles participations des personnes de 45 à 54 ans et 90,7 % de celles de 55 ans et plus avaient été complétées; ce chiffre est de 80,1 % pour les clientèles tous âges confondus². Ce constat vaut également pour l'ensemble des mesures, notamment la mesure de formation – volet individus, à l'exception de « Soutien au travail autonome », pour laquelle le pourcentage de participations complétées est inférieur à la moyenne chez les personnes de 55 ans et plus³.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des stratégies clientèles et de la prestation de services - 11 mars 2010

COLLABORATION : Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion
Direction de la statistique – 9 mars 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé, le 16 mars 2010

² Ce constat vaut également si on n'inclut pas dans les calculs la mesure Service d'aide à l'emploi, dont les activités sont en moyenne de courte durée; dans ce cas de figure, les taux de participation complétés sont respectivement de 75,8 %, 79,8 % et de 67,0 %.

³ Rappelons que le nombre de personnes de ce groupe d'âge qui participent à cette mesure est relativement limité.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP7

Titre

7) Le nombre et le pourcentage de requérants à l'aide financière de dernier recours qui sont référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie depuis. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est donc plus requise dans ce cas.

SOURCE :

Emploi-Québec – Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion,
22 février 2010.

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre associé, 10 mars 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP8

Titre

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les renseignements exposés en annexe sont recueillis par le formulaire de participation à une activité de développement (PAD). Un employé du Ministère qui participe à une activité de développement doit remplir le formulaire et le transmettre à la DRH qui le saisit dans une application informatique. C'est à partir des données inscrites au formulaire que l'on peut fournir les renseignements demandés. Le formulaire ne permet pas de saisir le lieu de la formation et le coût associé à chacune des formations. On retrouve plus bas le montant total 2009-2010 associé aux activités de développement.

Dans les renseignements fournis en annexe, on retrouve le titre de l'activité, le nom du formateur ou de la firme, le nombre de participants et le moyen de formation :

- Colloque, congrès, séminaire;
- Une formation donnée par un établissement reconnu;
- Une formation donnée par un formateur externe agréé;
- Une formation donnée par un ordre professionnel;
- Une formation donnée par un service interne de formation multiemployeur agréée.

Nombre total de participants à des activités de développement en 2009-2010 au MESS au 14 avril 2010 : 11 680.

Coût total des activités de développement en 2009-2010 au MESS au 28 février 2010 : 1 446 873 \$.
Fourni par la DGARBFM- secteur du budget.

SOURCE : DRH-Direction adjointe des ressources humaines-2010-04-15

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP8

Titre:

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité

TITRE ACTIVITÉS	NOM FORMATEUR EXTERNE OU FIRME EXTERNE	Nbre participants
Colloques, congrès, séminaires		
13e journée annuelles de santé publique		1
34e Congrès de l'ASDEQ	ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS	1
7 ans de Paix des Braves - Une forêt en paix?		2
ACGRH - Apprivoisez vos peurs		1
Analyse statistique des données de panels		1
Association cadres Gouv. Québec - Journée 2009		1
Atelier " Réunion participante"		14
Atelier CQI (Forum des jeunes)		1
Atelier développement - Être gestionnaire courage	Réseau DOF	4
Atelier leadership (Bâtir ponts entre génération)		1
Collo Chaire rech. Canada inté prof envir psy trav		1
Colloque - Bien être au travail - Comprendre agir		11
Colloque - Québec en récession: enjeux fin. pub.		1
Colloque : Changement, crise et point de rupture		6
Colloque APGP		2
Colloque Briser lien entre monoparentalité		1
Colloque FVRI-FGRF loi sur la gouvernance		1
Colloque Génération C		2
Colloque international génération C (CEFRIO)		1
Colloque sur la cybercriminalité		12
Colloque TREAQ		3
Commerce au détail		4
Conférence sur la mobilisation		15
Conférence des juristes de l'état		2
Conférence sur les normes IFRS		1
Conférence-midi Barreau du Québec - Caij		1
Conférencier sur le Web		13
Congrès - Main-d'œuvre et conditions de travail		3
Congrès 2009 - CRHA		5
Congrès des secrétaires		1
Congrès national de Métropolis - Imm. et diversité		2
Convention de la Baie-James et Nord québécois		4
Coup de barre mondia. ? 3 conti. 3 regar. table ron		1
Cours de base en vérification interne		6
Dîner conférence		4
Dîner-conférence		17
Dîner-conférence "diriger mieux"		2
Dîner-conférence IVIQ		15
Droit du travail 2009		5
Échange entre pairs - Leadership développement		1
Esprit d'équipe: l'affaire de tous		10
Événement CFC - La confiance, mode d'emploi		1
Forum des jeunes de la Fonction publique		5
Forum des respons. des comm.		1
Forum des ressources humaines		5
Forum santé et sécurité au travail		6
Forum social québécois		1
Gestionnaire - Athlète de haut niveau		3
Gouvernance des politiques d'activation...		1

Inscription en ligne (Congrès)		2
Instruments financiers		1
Journée annuelle des cadres		3
Journée de la femme - en 2010 ça va marcher		37
Journée des communications		1
Journée des communications gouvernementale		1
Journée des communications gouvernementales		10
Journée Web		1
La pauvreté et exclusion sociale - Recherche avan.		1
la preuve		1
Le changement, le subir ou le choisir		23
Le droit de l'accommodement 2009		1
Les jeunes et le travail: perspectives internatio.		1
L'esprit d'équipe - L'affaire de tous		7
L'esprit d'équipe - L'affaire de tous!		5
Méthodologies et outils docu. Contrô. efficace...		3
Nouveautés en matière d'assurance-qualité		1
Perspectives économiques 2009 - Midi conférence		2
Pratiquez l'art d'influencer		6
Préparation et animation groupes discussions-AEPQ		1
Présentation résultats étude - Répondre à l'appel		1
Rendez-vous de l'Habitation 2009		1
Séminaire CIQSS sur les données autochtones		2
Session d'information sur régimes retraite		4
Table ronde systèmes information-Risques aspects		1
Vitrine technologique - TYPO3-Choix CMS pour MSP		1
Total Colloques, congrès, séminaires		321

Établissement reconnu		
Activité clinique (stage pratique)	Université de Sherbrooke	2
Adobe Acrobat base pdf		3
Animation et mobilisation des ressources humaines	Université Laval	1
Antidote		20
Antidote (base)		1
Apprentissage professionnels encadrement personnes	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	11
Approche client contexte offre multicanale	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Approche intégrée de la gestion du risque	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Assiduité	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Bilan et perspectives	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Changement organisationnel dimension humaine	Université du Québec à Rimouski	2
Citoyenneté et inégalités socio-économique	Université du Québec à Rimouski	2
Colloque leadership 2009	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Compétence de gestion et développment de carrière	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3
Compétence gestion développement carrière	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3
Compétences stratégiques et relationnelles	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Comportement organisation	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Comportements humains au travail		1
	Université du Québec en Abitibi Témiscamingue	2
Contexte écominique et socio-politique	UQAM	2
Dép. situations violence conjugale agress sexuelle	Université Laval	131
Développement AGILE en TI	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Dreamweaver - CSS		1
Droit des obligations	Université Laval	4
Dynamique de développement des groupes	Université du Québec à Rimouski	2
Écrire avec efficacité et plaisir	COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE	22

Essentiel prestation électronique services publics	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3
Evaluation du potentiel en gestion	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Examen de type planification stratégique		1
Formation pour conseillers en ressources humaines	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Forum national sur le management	HEC Montréal	1
Français correctif au bureau	CEGEP Rimouski	17
Gestion de la rémunération	Université Laval	2
Gestion de projets internationaux		2
Gestion des personnes et des équipes	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Gestion des ress. Humaines et rel. Du travail	Université Laval	2
Gestion des ressources humaines	Université du Québec en Abitibi Témiscamingue	2
Gestion et transfert des connaissances	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Habiletés de direction	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Habilité de direction	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Indesign CS3		3
Indicateurs stratégiques et gestion	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Intégration en emploi personnes présentant		4
Internet et la responsabilité civile	École Polytechnique de Montréal	1
Introduction à la convention collective	UQAM	2
Introduction to linguistics	Université Laval	1
La connaissance de soi - Un levier du leader	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
La mise au jeu / le cadre décisionnel gouvernemen.	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
La santé mentale	Université Laval	112
Laboratoire d'entraînement à l'animation	UQAM	1
Leadership action pour gestionnaire de gestionnaire	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Leadership en action - module 2	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Leadership en action - module 3	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Leadership en action - module 4	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Leadership en action - module 5	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Leadership en action gest de gest	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Management des org.	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Mathématiques appliquées à la gestion	Telug	1
Mesure de qualité performance processus affaires	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	5
Méthodes statistiques		2
Méthodologie de la recherche en PRD	Université de Sherbrooke	2
Négociation collective	Telug	2
Négociation collective contemporaine	UQAM	2
Obligation 3	Université de Montréal	2
Optimiser processus administratifs améliorer	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
PFGG	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Photoshop CS2/CS3 M-1 Base		1
Planification stratégique		1
Politiques et pratiques de réminération	Telug	2
Principes de management	Université du Québec (Chicoutimi)	2
Principes enjeux de	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Problèmes contemp. Psy. De l'enfant et adolescent	Université du Québec à Trois-Rivières	2
Programme de formation à la gestion publique - M 1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Programme de formation à la gestion publique - M 2	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3

Programme de formation à la gestion publique - M 3	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Programme de formation à la gestion publique - M 5	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Programme de formation à la gestion publique - M4	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Programme de formation à la gestion publique - M6	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Programme de formation la gestion gouvernementale	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Rédaction de synthèse	CEGEP Rimouski	12
Rédaction de textes	CEGEP Rimouski	15
Relations industrielles	Université du Québec à Rimouski	2
Ressources naturelles et développement durable		2
Risques organisationnels et prise de décision	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3
Se préparer à des concours		2
Se préparer aux concours de sélection	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Secourisme en milieu de travail		1
Séminaire de synthèse	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Séminaire d'intégration	Université du Québec à Trois-Rivières	2
Séminaire d'intégration 1		2
Séminaire d'intégration en management public	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Séminaire Int. en GRH		2
Sens politique et pouvoir d'influence		1
Sens politique et pouvoir d'influence	Groupe Conseil CFC	1
Sociologie du travail	Teluq	2
Stratégie d'entreprise et concurrence	UQAM	2
Systémique/preccesu de guérison en echo		2
Travail en équipe et outils collaboratifs	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	5
Total Établissement reconnu		497

Formateur externe agréé		
Access		2
ACCESS 2003 - Base		1
ACCESS 2003 - Base	CENTRE POLYMÉTIER	2
Accueil des réfugiés		10
Acessibilité Web		2
Adapter les pratiques aux réalités des réfugiés	Marie-Claire Rufagiri	3
Administration des examens		1
Admissibilité (perfectionnement)		1
Adobe After effet	Media Interactif	1
Aide personnes en crise psychiatrique (PAE)	RRSPT	3
Aletier sur les dépendances - Clientèle jeunesse		16
Allergies sévères (EPIPIEN)	Actions Secours	3
Améliorer son style - Simplifier ses phrases		1
Analyse différenciée selon les sexes		1
Analyse et interprétation des états financiers		8
Antidote		3
Assemblée générale annuelle FVRI		1
Assiduité - Sagip	CSPQ	7
Atelier de leadership		3
Atelier de prévention en santé		1
Atelier formation-entrevue structurée (exam. oral)		1
Atelier plan d'affaires - Analy. et évalu. (STA)		9
Atelier sécurité matérielle	GRC sécurité technique	1
Atelier thématique niveau 1 - DGSG santé travail		6
Atelier thématique niveau 3	Cocréation Conseil Inc.	2
Atelier thématique niveau 2		1
Atelier utilisation inadéquate courriel		1
Attention! Vos gestes vous trahissent		10
Authenticité en management	Groupe Conseil CFC	1
AZIMUT	SOQUIJ	1
Bâtir des ponts entre les générations		2
Bien seconder son patron - une priorité	Formation Manuri	1
Cadre légal en relations de travail	RRSPT	1

Cahiers d'examen (Gestion) CAQP		2
Cercle de gestion ou communautés de partage		1
Cheminement de carrière au sein de la FNC publique	CSPQ	82
Choisir la meilleure information		1
Citation		2
Coaching, compétences et feedback	École de technologie supérieure	1
Colloque GP-QUÉBEC		1
Colloque Miser sur le mieux-être au travail		94
Colloque ordre conseillers ressources humaines		3
Comment animer et bien gérer les réunions		2
Comment gérer tout en prévenant le harcèlement psy		4
communications interpersonnelles et ses outils	ETC	1
Compétences essentielles en évaluation - Mod 1-2		1
Compétences essentielles en évaluation - Mod 3-4		1
Comptabilité par activité		1
Concevoir un cours de formation		2
Conférence en prévention de la santé		11
Conférence Déjeuner leadership CSPQ	CSPQ	1
Conflits au travail - Prévention et résolution	RRSPT	23
Connaissances des fonctions de l'entreprise	Diane Frappier & associés Cabinet en gestion	70
Contrôle du contact avec la clientèle	Groupe Conseil CFC	95
Convaincants		2
Conversation anglaise		257
Conversation anglaise II		48
Cours de base en vérification interne -IVIQ		2
Cycle budgétaire et budget de dépenses		1
Défibrillateur		3
Démarche de développement des compétences		28
Développer son intelligence émotionnelle 1		1
Diagnostic organisationnel		2
Diffusion du contenu de formation	Développement - Formation l'équipe	35
Diversité ethnoculturelle	Marie-Laure Eude	25
Écrire avec efficacité et plaisir	COLLEGE DE BOIS-DE-BOULOGNE	71
Écrire avec le genre - rédaction épique		4
Écrire des textes structurés et ciblés		1
Écrire pour être lu		2
Équipe d'intervention	APSSAP	25
Équipe d'intervention SST - Mise à jour	APSSAP	9
Ergonomie		15
Ergonomie - personnes ressource		5
Ergonomie cognitive et interfaces utilisateurs	CRIM	1
Ergonomie du travail de bureau		1
Ergonomie du travail de bureau	APSSAP	3
Êtes-vous à l'aise avec l'exercice de l'autorité?		1
Excel		9
Excel - Débutant		12
Excel - Débutant	CENTRE POLYMÉTIER	3
Excel - Fonctions et multifeuilles		1
Excel - Intermédiaire		6
Excel - Intermédiaire	Polymétier	1
Excel - Intermédiaire	Versalys	1
Excel - Intermédiaire - module 3	Versalys	1
Excel - Macro-commandes	EDUMICRO	3
Excel - Module 3	Multihexa	1
Excel - Tableau dynamiques croisés	Synor Centre Service Conseil	16
Excel 2002 Intermédiaire		1
Excel 2002-2003 XP - Intermédiaire	Versalys	1
Excel 2003 - Base	Multihexa	2
Excel 2003 M1 : Base		1
Excel-2	EDUMICRO INC.	1
Excel-Expérimentation-1	EDUMICRO INC.	2
Excel-Expérimentation-2	EDUMICRO INC.	5
Excel-MS		1
Excel-MS	Versalys	1
Exercer son rôle de coach	Ordre des comptables agréés du Québec	1
Faire preuve de Leadership	Barreau du Québec	3
Formation Citation	Versalys	1
Formation contrats organismes publics	Secrétariat du Conseil du Trésor	5
Formation des perso. ressou. ergo. travail bureau		1
Formation des secouristes en milieu de travail		1

Formation des secouristes en milieu de travail	Prévention Secours Inc.	2
Formation en droit de l'immigration		1
Formation lecture rapide		23
Formation Méthode et tactiques promo. web	TECHNOLOGIA FORMATION	1
Formation sécurité informatique		10
Formation sur la prescription		9
Formation TRIMA		1
Français grammatical	Télélangues International Ltée	7
Front Page 2002 M1 Base	AFI	4
Gérer les différences générationnelles		1
Gérer problèmes de santé mentale	RRSPT	13
Gérer une équipe de travail		1
Gestion de la réintégration au travail	RRSPT	24
Gestion de projet avec MS-PROJECT		1
Gestion de projets		3
Gestion de projets	Université Laval	11
Gestion des dossiers d'accident du travail	RRSPT	1
Gestion des équipes à distance	Groupe Conseil CFC	1
Gestion des ressources humaines - Phase 1	Alia Conseil	82
Gestion des ressources humaines - Phase 2	Alia Conseil	70
Gestion des ressources humaines - Phase 1	Alia Conseil	1
Gestion documents électroniques sein secteur pub.	Institut Canadien	1
Gestion du temps et des priorités		29
Gestion efficace des employés difficiles		1
Gestion efficace du temps et des priorités	TECHNOLOGIA FORMATION	1
gestion intégrée des risques organisationnelles	IVIQ	2
Gestion intégrée présence au travail	RRSPT	72
Gestion réintégration au travail	RRSPT	20
GL-02 Introduction au module Grand livre	CSPQ	1
GL-11 Interrogations rapport Grand livre suivi bud		1
GROP		6
Groupe régionale intervention femme entrepreneure		2
Habiletés relationnelles au partenariat	Réseau DOF	33
Influence et leadership	ACTI-COM	1
Initiale AASE		7
Initiation à la gestion		2
Intégration réussie des employés dans votre entrep		2
Intéactions efficaces	RRSPT	5
Intervenir clientèle non volontaire peu motivée		13
Intervention préventive en SAIM - AAR	Michel Oigny	10
Intervention préventive en MDCJud	Claude Blondeau	86
Intervention préventive en SAIM - AAR	Michel Oigny	8
Interventions préventive en SAIM	Michel Oigny	131
Interventions préventive en SAIM - AAR	Michel Oigny	6
Interventions préventive en SAIM - ARR	Michel Oigny	12
Interventions préventive en SAIM rappel	Michel Oigny	116
Introduction à la gestion de la santé sécurité	RRSPT	4
Introduction gestion santé sécurité au travail	RRSPT	2
Journée d'étude CRPMT		1
Journée pour programme d'accueil gouvernemental		1
Jurisprudence Cour d'appel Cour Suprême Canada		1
La preuve et tous ses secrets (enquêtes)		1
La synthèse à l'oral et l'écrit	ACTI-COM	1
Leadership responsabilisant	RRSPT	5
L'anti-burnout	Groupe Conseil CFC	13
L'art d'animer un stand d'exposition		13
L'art d'animer une session de formation		1
Le climat de travail		1
Le gestionnaire nouvellement promu	TECHNOLOGIA FORMATION	1
Le transfert des apprentissages		2
Leader dans le changement		1
Leadership responsabilisant	RRSPT	19
lecture et analyse des états financiers	Jocelyne Loiselle	14
Lecture et analyse des états financiers d'un OBNL	Jocelyne Loiselle	8
Les 4 as des gestionnaires promoteurs de santé	RRSPT	270
Les absences pour maladies psychologiques	(vide)	1
Les balises financement propres entre. Insertion	(vide)	1
Les enquêtes de A à Z		1
Les grandes villes - Locomotive....		1
Les meilleures pratiques d'affaires		19
Les réalités des communautés Anishnabeg		12
L'interv. Psychosociale contexte sinistre tragédie		1

L'inspection et l'enquête-accident		3
L'intégration linguistique des immigrants		1
L'Obligation d'accommodement	RRSPT	3
Maîtriser son temps avec Outlook	FORMATION QUALITEMPS	2
Maîtriser son temps avec Outlook 2003		6
Maximiser une démarche de gestion de risque		3
Mieux comprendre le E-learning	TECHNOLOGIA FORMATION	1
Mieux gérer flux volumes information MS Outlook	TECHNOLOGIA FORMATION	1
Mise à jour des normes et du cadre normatif de IIA		2
Mise à jour jurisprudence 2009	RRSPT	1
Mobilisation		19
Mobilisation de la clientèle	Claude Marcotte	21
Mobilisation des équipes de travail	RRSPT	49
Mobiliser son équipe de travail	Groupe Conseil CFC	1
Modélisation conceptuelle de données	TECHNOLOGIA FORMATION	1
MS - word	Institut L.O.	1
Nouveau membre d'un comité de santé et de sécurité	APSSAP	106
Nouveautés 5ème édition du Multidictionnaire		3
Obligation bilinguisme article 133 loi de 1867		1
Outils et habiletés contributions et relations acc	RRSPT	17
Outils méthodologiques utiles en TI		4
Outlook		28
Outlook	Multihexa	4
Outlook - expérimentation 1		3
Outlook-1	EDUMICRO INC.	2
Outlook-Expérimentation 2	EDUMICRO INC.	2
Outlook-Expérimentation-2	EDUMICRO INC.	4
Panel sur la reconnaissance		1
Partage des compétences loi constitutionnelle 1867		1
Perceptions et attitudes face à la clientèle	Sylviane Guillot	18
Perfectionner son français écrit	TECHNOLOGIA FORMATION	1
Plaintes harcèlement psychologique	RRSPT	1
Pour plus de confort dans la gestion du rendement		5
PowerPoint 2002 (XP) 2003 Intermédiaire	Versalys	2
PowerPoint 2002/2003 - expérimentation 1	EDUMICRO	1
PowerPoint base		3
Préparation à la retraite	CARRA	8
Présentation des technologies de visioconférence		6
Présentations convaincantes		7
Prestation de services aux entreprises		2
Prévention et résolution de conflits	TECHNOLOGIA FORMATION	1
Principes de droit administratif		1
Prise de décision et résolution de problèmes	Académie de transformation	1
Prise de notes, procès-verbal et compte rendu	ACCENT 2000 INC.	3
Problème de santé mentale au travail	RRSPT	1
Processus d'affaires et systèmes d'information		3
Prodon		4
Programme d'accueil gouvernemental	Centre des services partagés	51
Programme de perfectionnement en légistique	Ministère de la Justice	1
Protocole et courtoisie envers la clientèle	Louise McKenzie	23
Réalités des communautés Anishnabeg (Algonquines)		23
Recrutement international		1
Recruter les meilleurs employés	Daniel Tanguay	2
Rédiger de façon stratégique	Groupe Conseil CFC	1
Rédiger des rapports convaincants		1
Regain - Rencontre de consolidation d'équipe		21
Relation avec les médias	ACTI-COM	10
Relations d'affaires	Nadeau Lessard inc.	93
Rencontre de consolidation d'équipe		40
Représentant à la prévention et l'employeur	APSSAP	10
Rôle et fonction d'un agent en CCC	Louise McKenzie	19
Rôle et fonction d'un agent en CCC - Rappel	Louise McKenzie	12
SAGIP	CSPQ	10
SAGIP - Assiduité	CSPQ	4
SAGIP - Collis 1	CSPQ	1
SAGIP - Gains déclaratoires	CSPQ	2
SAGIP - Module interrogation	CSPQ	3
SAGIR - CAP-03 Modification des factures	Centre des services partagés	1
SAGIR - Gestionnaire		2

Savoir déléguer	TECHNOLOGIA FORMATION	1
Secourisme CSST	AMBULANCE ST-JEAN	1
Secourisme en milieu de travail		16
Secourisme en milieu de travail	AMBULANCE ST-JEAN	2
Secourisme en milieu de travail	Centre de formation en secourisme du Québec	2
Secourisme en milieu de travail	Secourisme Abitibi-Témiscamingue	1
Séminaire persp. démo. écono. financ. 09-30		3
Sens politique et pouvoir d'influence - Niveau 1	Groupe Conseil CFC	1
Sensibilisation problématique santé mentale	RRSPT	67
Service à la clientèle-Savoir-dire,savoir-faire		118
Session d'information générale régimes de retraite		21
Survol grammatical		15
Synergie d'équipe (Team Building)		1
Système d'information de gestion MEDIA		2
Tableaux de bord de gestion		4
Techniques d'animation de stand d'exposition		36
Téléphonie BMG-440 Nortel		3
Tenue de concours (module 13)		1
Tenue de concours (module 2)		1
Un monde de travail en quête de sens		1
Végas - Placement Média	Centre des services partagés	1
Ventilati. Qualité air - Norme Ashrae 62,1 lois QC		1
Vérificateur général du Québec	Me Pierre Morissette	2
Word	EDUMICRO	1
Word 2002-2003 - Débutant régulier		1
Word 2002-2003 débutant régulier	Versalys	1
Total Formateur externe agréé		3353

Ordre professionnel

Administration de la preuve électronique		1
Colloque ann. CGA: en quête de fraude:crimi. déco.		3
Cours ambulance Saint-Jean		2
IFRS - Immobilisations corporelles, incorporelles	Ordre des comptables agréés du Québec	1
Gestion de le réintégration au travail (act. 6)		1
La pratique du droit et la sécurité informatique		1
Les fouilles, perquisitions et saisies abusives		1
Présentation états financiers et informations	ORDRE DES CGA DU QUÉBEC	2
Total Ordre professionnel		12

Service interne de formation multiemployeur agréée

Acc. Des pers. Éloignées du marché du travail	Employé du ministère	10
Activité de contrôle a priori des décisions	Employé du ministère	1
Activité régionale de co-développement		17
Agent référent	Employé du ministère	2
Agents de conformité - pouvoir vérification	Employé du ministère	5
Agents PASS	Employé du ministère	8
Aide conseil recherche emploi - Module CV	Employé du ministère	7
Ajust. Mont. Glo. Presta. Clientè. Spéc./bais. Rev	Employé du ministère	27
Alternative Jeunesse	Employé du ministère	27
Alternative Jeunesse - Mise à niveau	Employé du ministère	6
Améliorations système informatique MESS - Volet SS	Employé du ministère	30
Analyse budgétaire	Employé du ministère	1
Animation de réunions	Employé du ministère	18
Application des conventions collectives	Employé du ministère	1
Applications informatiques	Employé du ministère	6
Applications informatiques ASFE/EDMT	Employé du ministère	1
Approche conseil	Employé du ministère	39
Approche de suivi - MSE	Employé du ministère	4
Approche de suivi des subventions	Employé du ministère	11
Approche d'intervention	Employé du ministère	11
Approche d'intervention - Contexte économique	Employé du ministère	19
Approche d'intervention adaptée)	Employé du ministère	3
Approche d'intervention et parcours	Employé du ministère	5
ASDR, ASCP et Allocations familiales - Mise niveau	Employé du ministère	14
Assurance-vie	Employé du ministère	32
Atelier - agenda de l'employé	Employé du ministère	12

Atelier d'aide à la carrière	Employé du ministère	58
Atelier d'aide à la carrière - CS	Employé du ministère	81
Atelier d'aide à la carrière - GC	Employé du ministère	39
Atelier d'anglais	Employé du ministère	8
Atelier de formation en rédaction épiciène	Employé du ministère	2
Atelier de gestion des conflits	Employé du ministère	8
Atelier de prévention en santé	Employé du ministère	5
Atelier spécifique Centre des services régionalisé	Employé du ministère	15
Ateliers d'anglais	Employé du ministère	9
Ateliers d'anglais II	Employé du ministère	7
Attribution initiale	Employé du ministère	5
Attribution initiale - multimédia	Employé du ministère	1
Autres mesures (survol)	Employé du ministère	7
Autres mesures et services	Employé du ministère	19
Babyboomers X et Y en milieu de travail	Employé du ministère	1
Bien et montant d'avoirs liquide cédés	Employé du ministère	9
Calcul du RHM - relevés multiples	Employé du ministère	5
Cercle de gestion interministériel	Employé du ministère	4
Chercher du travail en Chaudière-Appalaches	Employé du ministère	3
Classification nationale des professions - CNP	Employé du ministère	4
Clientèles éloignées marché travail	Employé du ministère	16
Coaching en action	Employé du ministère	40
Coaching participatif	Employé du ministère	7
Co-développement chef d'équipe	Employé du ministère	35
Communauté de pratique	Employé du ministère	1
Communauté de pratique (Session 3)	Employé du ministère	6
Compte périodique	Employé du ministère	14
Concertation pour l'emploi	Employé du ministère	4
Concertation pour l'emploi (CPE)	Employé du ministère	19
Conflits au travail - Prévention et résolution	Employé du ministère	19
Conformité	Employé du ministère	28
Conformité - application MRQ CORPO	Employé du ministère	1
Conformité agent	Employé du ministère	21
Conformité et politique de paiement	Employé du ministère	30
Conformité réelle voir au-delà des apparences	Employé du ministère	16
Consolidation acquis matière Interv. Conformité	Employé du ministère	18
Consolidation de placement en ligne	Employé du ministère	4
Consolidation et valeurs d'équipe	Employé du ministère	12
Consolidation placement en ligne - groupe 01	Employé du ministère	6
Consolidation placement en ligne - groupe 02	Employé du ministère	7
Contrôle des décisions des agents d'aide	Employé du ministère	3
Contrôles financiers	Employé du ministère	5
Contrôles financiers - Responsable MFOR	Employé du ministère	3
Contrôles financiers - Ressources externes	Employé du ministère	9
Convergence des agents EQ vers SR	Employé du ministère	3
DDSAP 1 (Fed 541 et petites semaines)	Employé du ministère	2
Démarche en Conformité	Employé du ministère	9
Démarche recherche d'emploi	Employé du ministère	11
Démarches recherche emploi	Employé du ministère	9
Démarcheurs d'emploi et Passeport-emploi	Employé du ministère	5
Dénonciation	Employé du ministère	14
Développement des compétences	Employé du ministère	1
Développement des compétences en TI	Employé du ministère	2
Distribution uniforme d'appel DUA	Employé du ministère	26
Employés difficiles	Employé du ministère	2
Enquêtes en matière de licenciement collectif	Employé du ministère	8
Enregistrer une nouvelle demande	Employé du ministère	7
Entente MELS-MESS	Employé du ministère	10
Entraînement à la tâche	Employé du ministère	11
Entrevue d'évaluation d'appoint	Employé du ministère	49
Entrevue d'évaluation initiale	Employé du ministère	65
Entrevue d'évaluation initiale - Abrégé (CE)	Employé du ministère	10
Éthique en milieu de travail	Employé du ministère	60
Éthique en milieu de travail (gestionnaires)	Employé du ministère	33
Évaluation référence - Volet opérationnel	Employé du ministère	14
Évaluation référence - Volet SS	Employé du ministère	13
Excel - Débutant	Employé du ministère	11
Excel Expérimentation 1	Employé du ministère	1
Excel Expérimentation 2	Employé du ministère	1
Financement propre aux entreprises insertion	Employé du ministère	2
Fonds de développement reconnaissances compétences	Employé du ministère	23

Form. aide finan. volets normatif info nouv pers	Employé du ministère	1
Form. équ. CTA-CSE Aylmer règle norm. Prog. SSC	Employé du ministère	8
Formation 31,1	Employé du ministère	6
Formation 31,1 - 31,2	Employé du ministère	18
Formation 31.2	Employé du ministère	6
Formation anglophone	Employé du ministère	2
Formation événements concomitants	Employé du ministère	29
Formation GDI	Employé du ministère	2
Formation initiale	Employé du ministère	8
Formation initiale AASE	Employé du ministère	64
Formation initiale AASE - Suivi	Employé du ministère	5
Formation initiale RQAP-AASE	Employé du ministère	4
Formation initiale RQAP-Étudiants	Employé du ministère	5
Formation leader - DGSG	Employé du ministère	1
Formation LIC	Employé du ministère	27
Formation majoration	Employé du ministère	1
Formation MSE	Employé du ministère	1
Formation MSI	Employé du ministère	16
Formation multimédia - Système Agenda employé SR	Employé du ministère	1
Formation nouvelle agente de bureau	Employé du ministère	1
Formation PBO	Employé du ministère	6
Formation pour les nouveaux agents recouvrement	Employé du ministère	8
Formation responsable technique et sécurité DRRA	Employé du ministère	2
Formation RSTL	Employé du ministère	9
Formation RSTR et RRSI	Employé du ministère	2
Formation Sentinelle	Employé du ministère	6
Formation spécif. pour nouveau personnel enquêteur	Employé du ministère	10
Formation STAU	Employé du ministère	1
Formation sur les mesures et services	Employé du ministère	2
Formation sur les placements	Employé du ministère	1
Formation sur l'outil prestations spéciales	Employé du ministère	4
Formation sur politique de soutien revenu à E-Q	Employé du ministère	7
Formation prod. Spéci, appli. PAF transac APTE/IE	Employé du ministère	8
GESTAC	Employé du ministère	10
Gestion contractuelle	Employé du ministère	2
Gestion des activités (GESTAC)	Employé du ministère	34
Gestion des contrats	Employé du ministère	43
Gestion des contrats pour gestionnaire	Employé du ministère	11
Gestion des droits accès ressources informatiques	Employé du ministère	3
Gestion des programmes spécifiques - Volet info.	Employé du ministère	25
Gestion documentaire	Employé du ministère	4
Gestion documentaire - Plan classification	Employé du ministère	101
Gestion du temps et planification	Employé du ministère	74
Gestion prévisionnelle de la main d'œuvre	Employé du ministère	1
Gestion programmes spécifique - volet informatique	Employé du ministère	2
Groupe de co-développement	Employé du ministère	26
Groupe de co-développement CE- Session 1	Employé du ministère	6
Groupe de co-développement CE- Session 2	Employé du ministère	8
Groupe de co-développement CE- Session 4	Employé du ministère	7
Groupe de co-développement CE- Session 5	Employé du ministère	6
Groupe de co-développement CE- Session 6	Employé du ministère	8
Guide des mesures et services	Employé du ministère	29
Habilité de base et technique d'entrevue	Employé du ministère	18
Immigration	Employé du ministère	1
Immigration - Mise à niveau	Employé du ministère	9
IMT en ligne	Employé du ministère	34
IMT en ligne - Volet 2	Employé du ministère	14
Information sur le marché du travail	Employé du ministère	3
Initiale AASE	Employé du ministère	2
Intégration ministérielle MESS	Employé du ministère	3
Intervention dans situation tension ou conflit	Employé du ministère	13
Interventions sectorielles (CRE, CLD, MDEIE)	Employé du ministère	7
Introduction à l'attribution initiale	Employé du ministère	2
Jeunes volontaires	Employé du ministère	2
Journée d'accueil de la DRH	Employé du ministère	28
Journée d'accueil du MESS	Employé du ministère	55
La responsabilisation des employés	Employé du ministère	1
La valorisation au travail	Employé du ministère	5
La valorisation du travail	Employé du ministère	467

Le leader : communicateur en harmonie avec l'autre	Employé du ministère	1
Le leader : une personne avant tout	Employé du ministère	1
Le témoignage devant les tribunaux	Employé du ministère	4
Leadership - DGSG	Employé du ministère	1
Leadership responsabilisant	Employé du ministère	43
Lecture préalable	Employé du ministère	4
L'Équipe de travail	Employé du ministère	6
Les dénonciations - Rappel	Employé du ministère	45
Les meilleures pratiques d'affaires	Employé du ministère	44
Les perquisitions	Employé du ministère	2
Les poursuites	Employé du ministère	3
Les programmes spécifiques - Volet informatique	Employé du ministère	43
LIC	Employé du ministère	12
Liste des industries et commerces	Employé du ministère	1
Livraison 2009	Employé du ministère	8
Livraison 8	Employé du ministère	208
Livraison 9	Employé du ministère	162
Loi accès doc organismes publics protec rens pers	Employé du ministère	18
Loi accès doc organismes publics -Rafraîchissement	Employé du ministère	2
Loi d'accès	Employé du ministère	36
Loi d'accès à l'information	Employé du ministère	27
Loi favorisant dév. reconnaissance compétences	Employé du ministère	16
Loi sur les compétences	Employé du ministère	81
LSCD - formation multimédia	Employé du ministère	4
Ma Place au soleil	Employé du ministère	5
Majoration	Employé du ministère	54
Majoration - relevés fiscaux et décès d'un parent	Employé du ministère	43
Mesure baisse de revenus	Employé du ministère	47
Mesure baisse revenus ajus. monta. glo. prest. Cli	Employé du ministère	21
Mesure contrat d'intégration au travail	Employé du ministère	2
Mesure de formation (MFOR)	Employé du ministère	2
Mesure subvention salariale (SSPR)	Employé du ministère	13
Mesures baisse rev. ajust. mont. glo. prest. Clie	Employé du ministère	1
Mesures baisse rev. ajust. mont. glo. prest. C.S.	Employé du ministère	5
Mesures baisses de revenus	Employé du ministère	65
Mesures et Services	Employé du ministère	14
Mesures et Services - Survol	Employé du ministère	11
Mesures et services d'emploi (mise à niveau)	Employé du ministère	1
Mesures et Services Emploi Québec	Employé du ministère	7
Mesures préventives avec la clientèle	Employé du ministère	5
MFOR - Mesure de formation	Employé du ministère	32
MFOR entreprises, volet subvention	Employé du ministère	7
Mieux connaître pour mieux faire ensemble	Employé du ministère	12
Mise à niveau - PAAS	Employé du ministère	3
Mise à niveau Alternative Jeunesse	Employé du ministère	14
Mission E Q - Rôle des serv. aux ent. - Pal, Par	Employé du ministère	23
Modifications programmes spécifiques PSTA-PSTLC	Employé du ministère	41
Montage Vidéo	Employé du ministère	1
Motivation et mobilisation	Employé du ministère	36
MSE	Employé du ministère	19
MSE - Applications informatiques	Employé du ministère	10
MSE - Applications informatiques Mars 2009	Employé du ministère	10
MSE - facturation en ligne	Employé du ministère	9
MSE - Volet Informatique	Employé du ministère	24
MSE et Conformité	Employé du ministère	5
MSE-volet informatique	Employé du ministère	4
MSI	Employé du ministère	6
Multimédia - Intro mesures et services E.Q	Employé du ministère	6
Multimédia - Mesures et services	Employé du ministère	4
Multimédia:Introduction: dynamique des entreprises	Employé du ministère	1
Navigation dans logiciel LIC	Employé du ministère	30
Nouveau plan de classification	Employé du ministère	63
Nouvelle demande - frais funéraires		4
Nouvelle politique de gestion des contrats	Employé du ministère	91
Nouvelle règles contractuelles - Documentation	Employé du ministère	18
Nouvelle règles contractuelles contrats	Employé du ministère	273
Nouvelles règles - Réforme parlementaire	Employé du ministère	1
Offre de Services public emploi - Rôle conseiller	Employé du ministère	8
Organisation du travail de l'agent en CLE	Employé du ministère	1
Outil de recensement	Employé du ministère	5

Outils et habiletés pour apprécier	Employé du ministère	5
Outlook	Employé du ministère	2
PAAS	Employé du ministère	34
PAAS - Devenir, interagir, réussir	Employé du ministère	8
PAAS - MSE	Employé du ministère	1
PACTE pour l'emploi	Employé du ministère	5
PAMT	Employé du ministère	3
PAR	Employé du ministère	5
Partage du patrimoine - Mise à niveau	Employé du ministère	4
Pension alimentaire	Employé du ministère	167
Pension alimentaire - Compte périodique	Employé du ministère	1
Pension alimentaire - Mise à niveau	Employé du ministère	9
Perfectionnement: admissibilité (module 13)	Employé du ministère	1
Pic d'avoir liquide	Employé du ministère	7
Pic d'avoir liquide	Employé du ministère	24
Placement en ligne	Employé du ministère	37
Placement en ligne - Consolidation	Employé du ministère	16
Plan de classification	Employé du ministère	1
Plan de classification en gestion documentaire	Employé du ministère	1
Planification budgétaire et opérationnelle	Employé du ministère	8
Planification démarches recherche emploi	Employé du ministère	201
Police d'ass.-vie, placement, capital de retraite	Employé du ministère	8
Politique de gestion des contrats	Employé du ministère	37
Politique de soutien du revenu	Employé du ministère	12
Politique du soutien du Revenu (n'inclut pas ASFE)	Employé du ministère	5
Powerpoint	Employé du ministère	1
PowerPoint de base	Employé du ministère	3
Préparations lactées	Employé du ministère	5
Prestations spéciales	Employé du ministère	9
Prise de déclaration	Employé du ministère	16
Pro soutien travailleurs licenciés rég ressources	Employé du ministère	2
Processus d'intervention serv. aux entreprises	Employé du ministère	18
Production des relevés fiscaux	Employé du ministère	2
Prog entr tâche pers agen aide emploi placem. Lign	Employé du ministère	4
Prog entr tâche pers agen aide emploi SAE PPE Pact	Employé du ministère	4
Prog. entr. tâche pers - Relève	Employé du ministère	4
Prog. entr. tâche pers.	Employé du ministère	11
Prog. entr. tâche pers. - MSI informatique	Employé du ministère	11
Prog. entr. tâche pers. Administration	Employé du ministère	9
Prog. entr. tâche pers. Agent d'aide à l'emploi	Employé du ministère	202
Prog. entr. tâche pers. Agent d'aide financière	Employé du ministère	99
Prog. entr. tâche pers. Agent de bureau	Employé du ministère	9
Prog. entr. tâche pers. Mise à niveau	Employé du ministère	12
Programme d'aide et d'accompagnement social	Employé du ministère	7
Programme d'aide et d'accompagnement social - info	Employé du ministère	6
Programme d'aide et d'accompagnement social- Norme	Employé du ministère	2
Programme d'aide financière	Employé du ministère	4
Programme d'aide financière d'urgence	Employé du ministère	29
Programme d'aide financière d'urgence - PAFU	Employé du ministère	97
Programme d'aide financière d'urgence (PAFU)	Employé du ministère	47
Programme d'aide marché du travail	Employé du ministère	1
Programme d'apprentissage en milieu de travail	Employé du ministère	10
Programme de subvention aux entreprises adaptées	Employé du ministère	1
Programme d'entraînement tâche	Employé du ministère	25
Programme d'entraînement tâche - versement subv.	Employé du ministère	1
Programme soutien pour travailleurs âgés et licen.	Employé du ministère	8
Programmes spécifiques - volet informatique	Employé du ministère	27
Protection des renseignements personnels	Employé du ministère	2
PSTA-PSTLC	Employé du ministère	80
PSTA-PSTL-PAFU- Mineures enceinte	Employé du ministère	11
Qualification professionnelle - dos. métiers régl.	Employé du ministère	3
Qualification professionnelle-modifications régle.	Employé du ministère	9
Rapport d'enquête sur le Web	Employé du ministère	4
Recouvrement	Employé du ministère	5
Recouvrement mise à niveau	Employé du ministère	9
Regain	Employé du ministère	72
Règlement diffusion renseignements personnels	Employé du ministère	11
Règlements sur la diffusion de l'information et su	Employé du ministère	35

Règles relatives octroi contrats approvisionnement	Employé du ministère	135
Relevés fisc. progr. spécif. avec PAF	Employé du ministère	2
Rencontre de consolidation d'équipe	Employé du ministère	11
Renseignements personnels	Employé du ministère	2
Rente d'invalidité et de retraite	Employé du ministère	3
Ressources externes	Employé du ministère	1
Ressources matérielles et Assiduité	Employé du ministère	4
RQAP - Étudiants et occasionnels	Employé du ministère	19
RSTC	Employé du ministère	2
Rupture d'alliance, impasse relationnelle	Employé du ministère	7
SAGIR	Employé du ministère	4
SAGIR - Création et modi. Rapport de frais	Employé du ministère	4
SAGIR - Création et modification rapport de frais	Employé du ministère	2
SAGIR - Demandes acquisition réceptions	Employé du ministère	3
SAGIR - Grand livre, suivi budgétaire	Employé du ministère	1
SAGIR - LSA	Employé du ministère	16
SAGIR - LSA - Comptes à payer	Employé du ministère	1
SAGIR - LSA et frais de déplacements	Employé du ministère	2
SAGIR - LSA Libre services acquisitions et LSA-0	Employé du ministère	1
SAGIR - LSCD - Auto-apprentissage	Employé du ministère	23
SAGIR - LSCD - Créer modifier un rapport de frais	Employé du ministère	10
SAGIR - Multimédia intro navigation	Employé du ministère	2
SAGIR -CAP-01 - Comptes à payer	Employé du ministère	1
SAGIR -CAP-02 - Enregistrement de factures	Employé du ministère	1
SAGIR LSCD - Création et modification d'un rapport	Employé du ministère	14
SAGIR LSCD- Création et modification d'un rapport	Employé du ministère	8
SAGIR-Création et modif. d'un rapport de frais	Employé du ministère	3
Santé et Sécurité	Employé du ministère	1
Secteur ie 76	Employé du ministère	4
Service de placement, Concertation pour l'emploi	Employé du ministère	7
Services aux entreprises	Employé du ministère	4
Services communications - Rôle professionnel entr.	Employé du ministère	7
Simulation de revenus disponibles	Employé du ministère	247
SIRAD	Employé du ministère	104
SIRAD - Implantation	Employé du ministère	2
SIRAD - Personnel et autres	Employé du ministère	30
SIRAD - Volet Emploi	Employé du ministère	7
SIRAD II	Employé du ministère	52
SIRAD II - Volet Emploi	Employé du ministère	220
SIRAD II	Employé du ministère	69
SIRAD II - Volet Emploi	Employé du ministère	34
SIRAD -Volet emploi	Employé du ministère	21
Soutien à la mise en place des programmes spec.	Employé du ministère	11
Soutien au travail autonome	Employé du ministère	9
Soutien du revenu	Employé du ministère	1
Soutien du revenu - Expérimentation	Employé du ministère	4
Soutien du revenu - Formation normative	Employé du ministère	18
Soutien financier	Employé du ministère	5
Soutien travailleur autonome	Employé du ministère	1
Stralagèmes d'obtention renseignements personnels	Employé du ministère	50
Stratégie clientèles (CIT, PSEA)	Employé du ministère	6
Subvention salariale - MSE	Employé du ministère	4
Subvention salariale prog. aide accomp. Social MSE	Employé du ministère	2
Suivi de l'implantation TAAI	Employé du ministère	12
Supplément à la prime au travail	Employé du ministère	7
Système de gestion ERP	Employé du ministère	15
TAAI	Employé du ministère	2
Techniques d'entrevue	Employé du ministère	71
Tenue de concours (module 6)	Employé du ministère	2
Tenue de concours (module 8)	Employé du ministère	3
Transaction ASSV	Employé du ministère	70
Transaction IE74	Employé du ministère	27
Transaction T-171	Employé du ministère	5
Transactions du PET	Employé du ministère	1
Transition vers le rôle de chef d'équipe	Employé du ministère	9
Utilisation de la nouvelle application LIC	Employé du ministère	14
Vérification à postérieure:nouveau manuel vérific.	Employé du ministère	4
Volet info. emploi - Exercices d'intégratio		7
Volet transactionnel de l'offre de service CCC	Employé du ministère	1
Word - Débutant	Employé du ministère	9

Word Expérimentation 2	Employé du ministère	1
Word intermédiaire	Employé du ministère	8
Total Service interne de formation multiemployeur agréée		7497

TOTAL DE PARTICIPANTS	11680
------------------------------	--------------

Source: DRH-Direction adjointe des ressources humaines 2010-04-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP09

Titre

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie depuis. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est donc plus requise dans ce cas.

SOURCE :

Emploi-Québec – Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion,
22 février 2010.

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre associé, 10 mars 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP10

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 12 mars 2010
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 12 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP11

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 12 mars 2010
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 12 mars 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP12

Titre:

Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par familles d'emploi et par classes d'emploi pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011

Répartition de l'effectif en place, dans le réseau de l'agence Emploi-Québec, en date du 26 février 2010

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total	
1	CLE - AMQUI	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
	Total CLE - AMQUI					18
	CLE - CABANO	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
	Total CLE - CABANO					18
	CLE - LA POCATIÈRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
	Total CLE - LA POCATIÈRE					15
	CLE - MATANE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	1	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
	Total CLE - MATANE					20
	CLE - MONT-JOLI	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12	
	Total CLE - MONT-JOLI					16
	CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
			221	Agent de secrétariat	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26	
	Total CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE					37
	CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
			221	Agent de secrétariat	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2	
	Total CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP					26
	CLE - TROIS-PISTOLES	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
	Total CLE - TROIS-PISTOLES					7
	Total Bas-Saint-Laurent					157
2	CLE - CHICOUTIMI	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35	
			264	Technicien en administration	1	
	Total CLE - CHICOUTIMI					50

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
	CLE - JONQUIÈRE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			116	Conseiller orientation profess.	1
			Soutien	200	Agent de bureau
		221		Agent de secrétariat	1
		276		Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	6
	Total CLE - JONQUIÈRE				50
	CLE - LA BAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
	Total CLE - LA BAIE				25
	CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
	Total CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST				27
	CLE - MARIA-CHAPDELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - MARIA-CHAPDELEINE				18
	CLE - ROBERVAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - ROBERVAL				20
Total Saguenay - Lac-Saint-Jean				190	
3	CLE - BAIE-SAINT-PAUL	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - BAIE-SAINT-PAUL				6
	CLE - BEAUPORT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
	264		Technicien en administration	1	
	Total CLE - BEAUPORT				38
	CLE - CHARLESBOURG	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36
	Total CLE - CHARLESBOURG				47
	CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ				3
	CLE - LA MALBAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
	Total CLE - LA MALBAIE				13
	CLE - PORTNEUF	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - PORTNEUF				21
	CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37	
			264	Technicien en administration	1	
	Total CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES					52
	CLE - SAINTE-FOY	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	9	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42	
	Total CLE - SAINTE-FOY					61
	Total Capitale-Nationale					241
	4	CLE - GRAND-MÈRE	Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
			Soutien	200	Agent de bureau	2
221				Agent de secrétariat	1	
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	13	
Total CLE - GRAND-MÈRE					17	
CLE - LA TUQUE		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
Total CLE - LA TUQUE					14	
CLE - LOUISEVILLE		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	8	
			221	Agent de secrétariat	4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
Total CLE - LOUISEVILLE					36	
CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
Total CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN					7	
CLE - SAINTE-THÈCLE		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
Total CLE - SAINTE-THÈCLE					8	
CLE - SHAWINIGAN		Cadre	630	Cadre supérieur	3	
		Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1	
			111	Attaché d'administration	3	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25	
			264	Technicien en administration	1	
Total CLE - SHAWINIGAN					41	
CLE - TROIS-RIVIÈRES		Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1	
			105	Agent rech.et planific.socio-économ.	2	
			111	Attaché d'administration	4	
			116	Conseiller orientation profess.	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	12	
			221	Agent de secrétariat	1	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	58	
264			Technicien en administration	3		
Total CLE - TROIS-RIVIÈRES					86	
Total Mauricie					209	
5	CLE - ASBESTOS	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
	Total CLE - ASBESTOS					7
	CLE - COATICOOK	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
	Total CLE - COATICOOK					4
	CLE - EAST ANGUS	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1	
			111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
	Total CLE - EAST ANGUS					14

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
	CLE - LAC MÉGANTIC	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - LAC MÉGANTIC				7
	CLE - MAGOG	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - MAGOG				19
	CLE - SHERBROOKE	Cadre	630	Cadre supérieur	3
		Professionnel	111	Attaché d'administration	6
		Soutien	200	Agent de bureau	9
			221	Agent de secrétariat	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	63
	Total CLE - SHERBROOKE				84
	CLE - WINDSOR	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - WINDSOR				14
	Total Estrie				
6	CLE - AHUNTSIC	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			249	Préposé aux renseignements	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - AHUNTSIC				32
	CLE - CÔTE-DES-NEIGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - CÔTE-DES-NEIGES				35
	CLE - FLEURY	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
	Total CLE - FLEURY				10
	CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Soutien	200	Agent de bureau	8
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE				24
	CLE - LASALLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32
	Total CLE - LASALLE				40
	CLE - MERCIER	Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - MERCIER				13
	CLE - MONTRÉAL-NORD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	11
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	46
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - MONTRÉAL-NORD				60
	CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE				7
	CLE - OUEST-DE-L'ÎLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - OUEST-DE-L'ÎLE				29
	CLE - PARC-EXTENSION	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
	Total CLE - PARC-EXTENSION				8
	CLE - PLATEAU MONT-ROYAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total	
	Total CLE - PLATEAU MONT-ROYAL				29	
	CLE - POINTE-AUX-TREMBLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
			214	Agent d'aide socio-économique	12	
		Technicien	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
	Total CLE - POINTE-AUX-TREMBLES				19	
	CLE - POINTE-SAINT-CHARLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			249	Préposé aux renseignements	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	9	
	Total CLE - POINTE-SAINT-CHARLES				37	
	CLE - RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
	Total CLE - RIVIÈRE-DES-PRAIRIES				5	
	CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (BEAUBIEN)	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
	Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (BEAUBIEN)				5	
	CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19	
	Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)				27	
	CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
	Total CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD				13	
	CLE - SAINT-LAURENT	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	8	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	6	
	Total CLE - SAINT-LAURENT				52	
	CLE - SAINT-LÉONARD	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	10	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34	
			264	Technicien en administration	2	
	Total CLE - SAINT-LÉONARD				48	
	CLE - SAINT-MICHEL	Soutien	200	Agent de bureau	9	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17	
			264	Technicien en administration	1	
	Total CLE - SAINT-MICHEL				27	
	CLE - VERDUN	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
			264	Technicien en administration	1	
	Total CLE - VERDUN				30	
	CLE - VILLE ÉMARD	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
	Total CLE - VILLE ÉMARD				11	
	Total Montréal				561	
	7	CLE - AYLMER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Soutien	200	Agent de bureau	6
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	14	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	6	
Total CLE - AYLMER				27		
CLE - BUCKINGHAM		Soutien	200	Agent de bureau	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
Total CLE - BUCKINGHAM				8		
CLE - CAMPBELL'S BAY		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
Total CLE - CAMPBELL'S BAY				10		
CLE - GATINEAU		Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	8	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28	
			264	Technicien en administration	2	

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
	Total CLE - GATINEAU				48
	CLE - HULL	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
	Total CLE - HULL				42
	CLE - MANIWAKI	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
	Total CLE - MANIWAKI				19
	CLE - PAPINEAUVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - PAPINEAUVILLE				14
Total Outaouais				168	
8	CLE - AMOS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - AMOS				22
	CLE - LA SARRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
	Total CLE - LA SARRE				16
	CLE - ROUYN-NORANDA	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
	Total CLE - ROUYN-NORANDA				26
	CLE - SENNETERRE	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - SENNETERRE				5
	CLE - VAL D'OR	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
			111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
	Total CLE - VAL D'OR				26
	CLE - VILLE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - VILLE-MARIE				15
Total Abitibi-Témiscamingue				110	
9	CLE - BAIE-COMEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - BAIE-COMEAU				25
	CLE - FORESTVILLE	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - FORESTVILLE				7
	CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE				7
	CLE - LES ESCOUMINS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - LES ESCOUMINS				7
	CLE - PORT-CARTIER	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - PORT-CARTIER				3
	CLE - SEPT-ÎLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - SEPT-ÎLES				23
	Total Côte-Nord				72
10	CLE - BAIE-JAMES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - BAIE-JAMES				15
	CLE - CHISASIBI	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - CHISASIBI				6
	Total Nord-du-Québec				21¹
11	CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
	Total CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX				19
	CLE - BONAVENTURE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
	Total CLE - BONAVENTURE				17
	CLE - DU ROCHER-PERCÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
	Total CLE - DU ROCHER-PERCÉ				24
	CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ				17
	CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE				20
	CLE - LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
	Total CLE - LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE				13
	Total Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine				110
12	CLE - LAC ETCHEMIN	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
	Total CLE - LAC ETCHEMIN				10

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
	CLE - LES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE	Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - LES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE				12
	CLE - LÉVIS	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	8
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - LÉVIS				45
	CLE - L'ISLET	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total CLE - L'ISLET				5
	CLE - MONTMAGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - MONTMAGNY				17
	CLE - SAINTE-CROIX	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - SAINTE-CROIX				4
	CLE - SAINTE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - SAINTE-MARIE				17
	CLE - SAINT-GEORGES	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - SAINT-GEORGES				42
	CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
	Total CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE				3
	CLE - SAINT-LAZARRE	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total CLE - SAINT-LAZARRE				6
	CLE - THETFORD MINES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - THETFORD MINES				31
Total Chaudière-Appalaches					192
13	REGROUPEMENT EST (LAVAL-DES-RAPIDES)	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	9
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34
			264	Technicien en administration	1
	Total REGROUPEMENT EST (LAVAL-DES-RAPIDES)				50
	REGROUPEMENT OUEST (CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE)	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	12
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42
	264		Technicien en administration	2	
	Total REGROUPEMENT OUEST (CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE)				61
Total Laval					111

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
14	CLE - BERTHIERVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - BERTHIERVILLE				25
	CLE - JOLIETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			264	Technicien en administration	2
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total CLE - JOLIETTE				43
	CLE - RAWDON	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - RAWDON				19
	CLE - REPENTIGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	9
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - REPENTIGNY				39
	CLE - SAINTE-JULIENNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - SAINTE-JULIENNE				28
	CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA	Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA				12
	CLE - TERREBONNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
		Total CLE - TERREBONNE			
Total Lanaudière				206	
15	CLE - LACHUTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
	Total CLE - LACHUTE				21
	CLE - MIRABEL	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - MIRABEL				7
	CLE - MONT-LAURIER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			272	Technicien en informatique	1
	Total CLE - MONT-LAURIER				28
	CLE - SAINTE-ADELE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
	Total CLE - SAINTE-ADÈLE				31
	CLE - SAINTE-AGATHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - SAINTE-AGATHE				21
	CLE - SAINTE-THÉRÈSE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
	Total CLE - SAINTE-THÉRÈSE				42
	CLE - SAINT-EUSTACHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
	Total CLE - SAINT-EUSTACHE				26
	CLE - SAINT-JÉRÔME	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Soutien	200	Agent de bureau	8
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37
	Total CLE - SAINT-JÉRÔME				52
Total Laurentides					228
16	CLE - ACTON VALE	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
	Total CLE - ACTON VALE				2
	CLE - BOUCHERVILLE	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - BOUCHERVILLE				16
	CLE - BRÔME-MISSISQUOI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - BRÔME-MISSISQUOI				15
	CLE - BROSSARD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - BROSSARD				34
	CLE - CHÂTEAUGUAY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - CHÂTEAUGUAY				22
	CLE - CONTRECOEUR	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - CONTRECOEUR				4
	CLE - HAUTE-YAMASKA	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total CLE - HAUTE-YAMASKA				44
	CLE - HAUT-SAINT-LAURENT	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - HAUT-SAINT-LAURENT				15
	CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU				28
	CLE - LE HAUT-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	9
		Soutien	200	Agent de bureau	9
			218	Dactylographe	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4
	Total CLE - LE HAUT-RICHELIEU				61
	CLE - LONGUEUIL-OUEST	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	12
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	50
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
			Total CLE - LONGUEUIL-OUEST		
	CLE - MARIEVILLE	Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - MARIEVILLE				8
	CLE - SAINT-CONSTANT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	7
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - SAINT-CONSTANT				28
	CLE - SAINT-HUBERT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	6
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - SAINT-HUBERT				32
	CLE - SAINT-HYACINTHE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37
			264	Technicien en administration	1
	298		Enquêteur en matières frauduleuses	3	
	Total CLE - SAINT-HYACINTHE				56
	CLE - SAINT-RÉMI	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - SAINT-RÉMI				5
	CLE - SOREL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	6
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - SOREL				33
	CLE - VALLEYFIELD	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - VALLEYFIELD				39
	CLE - VAUDREUIL-SOULANGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
Total CLE - VAUDREUIL-SOULANGES				27	

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
Total Montérégie					543
17	CLE - DRUMMONDVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Soutien	200	Agent de bureau	9
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42
	Total CLE - DRUMMONDVILLE				60
	CLE - L'ÉRABLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
	Total CLE - L'ÉRABLE				21
	CLE - NICOLET - BÉCANCOUR	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
	Total CLE - NICOLET - BÉCANCOUR				25
	CLE - VICTORIAVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
	Total CLE - VICTORIAVILLE				34
Total Centre-du-Québec					140
Total des 139 Centres Locaux d'emploi					3408 ^{3,4}

Source : Données extraites du SAGIP à la paye 25 du 11 mars 2010 (effectif en place au 26 février 2010).

1. Les Centres locaux d'emploi de Kuujuaq et de Inukjuak ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.
2. Les données du CLE de Longueuil-Ouest comprennent également les effectifs du CLE de Longueuil-Est.
3. Les données concernent le personnel des 139 Centres locaux d'emploi. Elles excluent les autres services de l'Agence Emploi-Québec (15) et donc les effectifs y travaillant (570).
4. Les données concernent le personnel assujéti à la Loi sur la fonction publique y compris 58 effectifs sur la banque de suppléance. Elles excluent le personnel de la Ville de Montréal.

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP13

Titre

Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

Exposé et statistiques

Pour 2009-2010, les montants dépensés en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains sont non disponibles.

SOURCE : DGARBFM, 9 mars 2010
Validation : BDGA-DGARBFM

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

050

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP14

Titre

État de situation du Pacte pour l'emploi et prévisions de personnes visées par le Pacte pour l'emploi *Plus*

Annoncé le 18 mars 2008, le Pacte est la réponse originale du gouvernement du Québec aux besoins des entreprises pour résoudre les difficultés liées à la rareté et à la qualification de la main-d'œuvre, avec l'objectif de soutenir toutes les personnes qui font des démarches pour s'intégrer durablement en emploi. Le Pacte met de l'avant une série d'investissements publics et privés de près d'un milliard de dollars sur trois ans.

Rappelons que cette vaste initiative gouvernementale vise à doter le Québec d'une main-d'œuvre mieux formée et performante et à aider les personnes qui veulent travailler à intégrer le marché du travail. Le Pacte s'inscrit dans une stratégie globale d'incitation au travail et de lutte contre la pauvreté.

Le Pacte pour l'emploi, vise à :

- aider les personnes qui veulent travailler;
- soutenir et améliorer la formation des travailleurs;
- appuyer les entreprises qui veulent améliorer leur productivité par le développement des compétences;
- mobiliser les partenaires de toutes les régions autour d'un engagement en faveur de l'emploi et de la qualification.

À terme, le Pacte pour l'emploi permettra de :

- diminuer de 50 000 le nombre de prestataires de l'assistance sociale;
- soutenir 52 000 personnes de plus dans leur démarche d'insertion au marché du travail ou de formation;
- rejoindre un potentiel de plus de 250 000 travailleuses et travailleurs en entreprise pour le rehaussement de leurs qualifications et la reconnaissance de leurs compétences;
- desservir 4 800 entreprises additionnelles qui veulent accroître leur productivité par le développement des compétences de leur main-d'œuvre.

Le Pacte pour l'emploi comporte plusieurs nouveautés et l'ensemble de la démarche repose sur une mobilisation de tous les partenaires du marché du travail. Il s'articule autour de quatre piliers et comprend une série de moyens et de mesures :

Investir dans le potentiel des personnes (260,6 M\$)

- Démarcheurs d'emploi, un incitatif financier et un accompagnement vers l'emploi pour 9 000 nouveaux demandeurs des programmes d'aide financière de dernier recours et ceux qui font des entrées et sorties répétitives à ces programmes.
- Un Passeport-emploi offre à ceux qui participent aux mesures et services d'Emploi-Québec de disposer, lors de démarches de travail auprès d'employeurs, d'un porte-folio décrivant leurs compétences particulières, leurs expériences de travail, ainsi que l'aide qu'Emploi-Québec leur apporte dans le but de soutenir leur insertion en emploi.
- Une accessibilité accrue aux mesures qui ont fait leur preuve : Projets de préparation à l'emploi, Mesure de formation de la main-d'œuvre et Subventions salariales, qui permettra une augmentation de 15 000 participants. De plus, pour la mesure Subventions salariales, l'entreprise pourra désormais se voir rembourser une portion des frais d'accompagnement afin de faciliter l'intégration et le maintien en emploi d'une nouvelle recrue.
- Le crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail est porté à 40 % (au lieu de 30 %) pour les employeurs qui embauchent des personnes immigrantes et des personnes handicapées.

- L'allocation d'aide à l'emploi est majorée de 30 \$ à 45 \$ par semaine pour les prestataires de l'aide financière de dernier recours qui participent à une mesure y donnant droit. Dans le cas des responsables de famille monoparentale, une allocation supplémentaire de 25 \$ peut être accordée.
- Les personnes sans emploi et sans soutien public du revenu ont dorénavant droit à une allocation d'aide à l'emploi lorsqu'elles participent à la mesure Projet de préparation à l'emploi.
- Les participations au programme PRIIME visant l'accompagnement et l'intégration en emploi des personnes immigrantes sont augmentées.
- Un effort budgétaire supplémentaire est prévu pour accentuer l'intégration en emploi de près de 1 500 personnes handicapées additionnelles.

Valoriser le travail (106,1 M\$)

- Un Supplément à la prime au travail d'une durée de 12 mois consécutifs a été instauré pour les prestataires de l'aide financière de dernier recours, éloignés du marché du travail, qui cessent de recevoir une telle aide en raison de revenus de travail.
- Un simulateur en ligne de revenu disponible permet maintenant aux prestataires de l'aide financière de dernier recours de calculer l'avantage financier à travailler.
- La Prime au travail adaptée, une nouvelle prime pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi, notamment les personnes handicapées, a été mise en place.
- Dès juin 2009, les ménages sans enfant bénéficieront du versement anticipé de la Prime au travail.
- Des amendements à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* ont été proposés pour qu'une personne de plus de 55 ans puisse continuer de travailler tout en percevant une partie de sa rente de retraite et en bonifiant cette rente.
- Le projet Découvrir permettra à 3 000 jeunes de découvrir un métier et à 750 entreprises de découvrir une relève.
- 7 500 jeunes de plus pourront participer au programme Alternative jeunesse favorisant une plus grande autonomie personnelle des jeunes de moins de 25 ans.

Une main-d'œuvre mieux formée, des entreprises plus productives (620,8 M\$)

- Le gouvernement favorise le regroupement de PME au sein de mutuelles de formation de même que la formation en ligne; 1 425 entreprises devraient être ainsi rejointes d'ici 2011.
- En trois ans, 4 800 entreprises de plus seront soutenues afin de favoriser la formation de la main-d'œuvre.
- Des sommes additionnelles sont investies dans la formation en vue de faciliter le maintien en emploi des travailleurs par le développement des compétences.
- Des services d'évaluation et de reconnaissance des compétences acquises en milieu de travail seront fournis à plus de 12 000 personnes.

De plus, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport mobilise son réseau pour que s'effectue un meilleur arrimage entre les besoins de main-d'œuvre et l'offre de formation sous-jacente. Le Québec pourra ainsi maintenir sa croissance et permettre à toutes et à tous de réaliser leur plein potentiel.

Le Pacte régional : pour une meilleure réponse aux besoins

Le Pacte renforce la prestation régionale de services par une réponse concertée aux besoins de main-d'œuvre. Des *Comités régionaux du Pacte pour l'emploi* (CRPE) ont été créés dans le but :

- de parfaire la connaissance du marché du travail et développer une vision prospective des enjeux qui se profilent au cours des années à venir;
- d'assurer une meilleure adéquation entre l'emploi, la formation et l'apport de l'immigration, les besoins des entreprises et le développement économique des régions;
- d'améliorer le temps de réaction des partenaires régionaux et mieux prévenir les crises sectorielles;
- de renforcer l'efficacité des actions en évitant le dédoublement entre les différents acteurs.

Ces comités sont sous la responsabilité des *Conseils régionaux des partenaires du marché du travail* et regroupent des représentants d'Emploi-Québec, des commissions scolaires, des cégeps, des universités, du MICC et du MDEIE. Les comités, qui détermineront les problématiques propres à leur région, peuvent aussi inclure des représentants des milieux communautaires, syndicaux et patronaux. Un comité national de mobilisation, relevant de la CPMT, a été constitué afin de soutenir les conseils régionaux dans la réalisation de leur mandat.

Le Pacte pour l'emploi est un projet dynamique et mobilisateur qui répond véritablement aux besoins de la majorité des acteurs concernés par les questions de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté. Bien que la conjoncture économique défavorable des derniers mois ait entraîné une hausse du chômage, la problématique liée au vieillissement de la population et au déclin prévisible de la population en âge de travailler demeure. La conjoncture actuelle ne changera pas les perspectives du marché du travail à moyen et à long terme qui s'inscrivent sous le signe d'une rareté grandissante de la main-d'œuvre disponible.

Le Pacte pour l'emploi *Plus* : ensemble vers la relance

Dans la foulée du Pacte pour l'emploi, le Pacte pour l'emploi *Plus* est une stratégie gouvernementale s'échelonnant sur deux ans et visant une concertation accrue de l'ensemble des partenaires du marché du travail. Afin d'atténuer les effets de la récession, il propose :

- des services adaptés aux individus qui perdront leur emploi;
- des investissements en entreprises pour la qualification de la main-d'œuvre et qui ont pour but d'éviter les licenciements.

En favorisant le maintien en emploi par la formation, le Ministère aide les personnes, à court terme, mais il aide aussi l'entreprise à améliorer sa productivité et à être prête au moment de la reprise.

Investissements totaux pour les trois prochaines années (annexe 1)

Le Pacte pour l'emploi *Plus* ajoute des investissements supplémentaires de **518 millions** sur deux ans, dont **62,2 millions d'investissements privés**. Le Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi *Plus* représentent une contribution additionnelle de **1,5 milliard en trois ans**.

En joignant les sommes publiques et privées prévues dans le cadre du Pacte pour l'emploi *Plus* à celles du Pacte pour l'emploi, du Fonds de développement du marché du travail et du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, **ce sont 4,6 milliards de dollars** qui seront investis par le gouvernement et ses partenaires sur trois ans afin d'aider un bassin potentiel de 855 000 chercheuses et chercheurs d'emploi et de 850 000 travailleuses et travailleurs soutenus dans leurs démarches de formation.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et de main-d'œuvre – 2010-02-28
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 2010-02-28

Le Pacte Plus : une réponse adaptée à la conjoncture
Investissements sur deux ans

Investir dans le potentiel des personnes

(personnes visées)

► Hausse des participations aux services publics d'emploi et bonification du soutien du revenu des participants à certaines mesures ⁽¹⁾	90 000
► Prolongation de l' <i>Initiative ciblée pour les travailleurs âgés</i> (ICTA) jusqu'en mars 2012 (13,3 M\$ Canada et 5,7 M\$ Québec)	2 833
► Reconduction de l'ensemble des mesures touchant le secteur forestier (6 760 pers. / an) ⁽²⁾	13 520
► Bonification de la mesure Subventions salariales	3 500
► Ajustements de l'aide financière consentie par certaines mesures d'Emploi-Québec (salaire minimum)	1 224
► Prolongation et élargissement du Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victimes de licenciement (PSTA) à l'ensemble des secteurs d'activité (coût total sur 7 ans : 15,7 M\$)	400
► Élargissement du Programme de soutien aux travailleurs licenciés collectivement (PSTLC) à tous les secteurs d'activité (40,4 M\$ pour 4 ans)	7 500
► Élargissement de l'admissibilité au supplément à prime au travail pour les participants du programme Alternative jeunesse	1 000
► Intensification des interventions d'Emploi-Québec	s. o.

Total : Investir dans le potentiel des personnes

374,5 M\$

Investissement sur 2 ans en millions de dollars (M\$)

Une main-d'œuvre mieux formée : des entreprises productives

(interventions
en entreprise)

► Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique (SERRÉ) de la CPMT (25 M\$ du FDRMO et ajout de 25,0 M\$ du gouvernement)	770
► Bonification de la participation du gouvernement aux projets de formation dans le cadre de MFOR entreprises (50 % à 75 %)	13 640
► Bonification pour les projets économiques d'envergure à 50 %	40
► Hausse des activités de concertation pour l'emploi ⁽³⁾	855
► Élargissement aux secteurs forestier et minier du crédit d'impôt pour la formation de la main-d'œuvre du secteur manufacturier	3 000
► Élargissement à tous les secteurs d'activités de la <i>Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs âgés</i> (ARTT) réservée auparavant secteur forestier (1 000 personnes)	75
► Approche proactive des services aux entreprises d'Emploi-Québec et de ses partenaires	4 084

Total : Une main-d'œuvre mieux formée : des entreprises productives

143,5 M\$

Investissement sur 2 ans en millions de dollars (M\$)

Total des mesures du Pacte plus

518,0 M\$

Investissement sur 2 ans en millions de dollars (M\$)

1) On estime à 25 870 et à 37 938 le nombre de participants additionnels pour les deux prochaines années. Ce nombre est en plus des 243 000 participants déjà desservis annuellement par Emploi-Québec.

(2) 13 520 personnes dont 900 travailleurs aidés via MFOR-entreprises.

(3) 490 interventions en 2009-2010 et 365 interventions en 2010-2011 sont prévues, en plus des 4 900 interventions pratiquées annuellement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # : RP15

Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus

Exposé et statistiques

Voici le détail des sommes obtenues du gouvernement fédéral dans le cadre du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus pour 2009-2010, ainsi que la date de fin des ces ententes :

	Montant k\$
Pacte pour l'emploi	
Entente sur le marché du travail Canada-Québec 2008-2014	116 018,0
Pacte pour l'emploi Plus	
Entente modificatrice à l'entente de principe Canada- Québec relative au marché du travail	130 594,0
Entente modificatrice à l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail (EMT) 2008-2014	63 991,0
Entente modificatrice à l'Entente Canada-Québec relative à l'initiative ciblée pour les travailleurs âgés	13 327,1
Sous-total	207 912,1
TOTAL	323 930,1

À la suite des annonces faites par le gouvernement fédéral dans les budgets 2007, 2008 et 2009 les négociations ont permis la conclusion des ententes bilatérales et sont maintenant terminées.

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, le 14 avril 2010
COLLABORATION : Direction des affaires canadiennes et internationales
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # RP16

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011

Consultation dans le cadre du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

• **Rendez-vous national de solidarité du 15 juin 2009 :**

Étaient représentés :

- l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), par M. Ghislain Picard;
- l'Administration régionale Kativik, par M. Adel Yassa et M^{me} Solange Loiselle;
- la Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador, par M^{me} Guylaine Gill;
- le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, par Mesdames Édith Cloutier et Josée Goulet.

• **Rendez-vous régionaux de solidarité**

Étaient représentés :

- 14 septembre 2009, région Saguenay-Lac-St-Jean, à Saguenay, le Conseil des Montagnais, par M. Gilbert Dominique;
- 28 septembre 2009, région de la Montérégie (Vallée du Haut-St-Laurent), à Vaudreuil, par M^{me} Victoria Irwing;
- 7 décembre 2009, région Abitibi-Témiscamingue, à Rouyn, le Centre d'amitié autochtones de Val-d'Or, par M^{me} Édith Cloutier;
- 8 décembre 2009, région Nord-du-Québec, à Chibougamau, le Centre Indien cri de Chibougamau, par M^{me} Jo-Ann Toulouse.

• **Rencontres d'échanges**

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Sam Hamad, le ministre responsable des Affaires autochtones, M. Pierre Corbeil ainsi que la ministre déléguée aux Services sociaux, Mme Lise Thériault ont, à l'automne 2009, tenu des rencontres d'échange avec les représentants des organisations autochtones soit :

- 2 novembre 2009, M. Pita Aatami, le président de la Société Makivik;
- 2 novembre 2009, M^{me} Ellen Gabriel, présidente de Femmes autochtones du Québec;
- 11 novembre 2009, M. Ghislain Picard, chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador;
- 12 novembre 2009, M. Matthew Coon Come, grand chef du Grand Conseil des Cris;
- 18 novembre 2009, M^{me} Maggie Emudluk, présidente de l'Administration régionale Kativik;
- 7 décembre 2009, M^{me} Édith Clouthier, présidente du Regroupement des Centres d'amitié autochtone du Québec ainsi que la directrice générale, M^{me} Josée Goulet pour qui le MESS a défrayé les coûts de déplacement de Québec à Val-d'Or (667,00 \$).

Les consultations et les propos tenus auront permis d'orienter les actions à privilégier dans le cadre du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté, 14 avril 2010
COLLABORATIONS : Service des communications externes et des stratégies Web, 12 avril 2010
 Direction générale des affaires gouvernementales et des relations avec les citoyens, 12 avril 2010
 Secrétariat de la Commission des partenaires du marché du travail, 14 avril 2010
 Emploi-Québec, BSMA - 14 avril 2010
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique - 14 avril 2010
 Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles -

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP17

Titre

État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté

Exposé et statistiques

Le 1^{er} avril 2006, le Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA) a été transféré à Emploi-Québec. Un comité interministériel dont le mandat consistait notamment à assurer un transfert de responsabilité harmonieux a été mis en place. Il a été dissous, d'un commun accord des partenaires, un an après le transfert du programme en avril 2007.

SOURCE : Direction générale des opérations – Direction régionale du Centre-du-Québec
Le 12 mars 2010
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 12 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP18

Titre

Économies réalisées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2008-2009 et 2009-2010.

Exposé et statistiques

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* prévoit, à l'article 63, que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu, puisqu'on la retrouve à l'article 41 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale*, ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente de retraite à demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

Outre la rente de retraite du conjoint survivant, en décembre 2009, 29 863 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à plus de 154 \$ par mois. On peut donc estimer l'impact de cette mesure à 55,3 M\$ en 2009-2010.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

Exposé et statistiques

Effectifs selon la fonction : Référer à la réponse transmise à la fiche RP12

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

À la fin janvier 2010, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des dossiers actifs fut en moyenne de 421.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction du budget et des services administratifs et Direction de la planification des stratégies et de l'information de gestion 22 février 2010

VALIDATION : Direction du budget et des services administratifs, le 10 mars 2010
Bureau du sous-ministre associé, le 12 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 20

Titre

État de situation détaillé de la mise en œuvre de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* a été remplacée par la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*, le 1^{er} janvier 2007, grâce à l'entrée en vigueur, à la même date, du *Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles*.

L'application de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* a permis la mise en place, dès le 1^{er} janvier 2007, de deux nouveaux programmes d'aide financière. Il s'agit du Programme d'aide sociale et du Programme de solidarité sociale, qui ont remplacé le Programme d'assistance-emploi, le premier pour les ménages sans contrainte à l'emploi, le second pour les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et les membres de leur famille.

Par ailleurs, la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* habilite le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale à offrir des mesures, programmes et services d'aide et d'accompagnement social destinés à répondre aux besoins des prestataires de l'aide financière de dernier recours qui ne sont pas immédiatement prêts à intégrer le marché du travail ou à participer aux programmes et mesures des services publics d'emploi. Un premier programme d'aide et d'accompagnement sociale (PAAS), Devenir, a été créé en mai 2006 à la suite d'une modification apportée à la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* par la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*. Deux autres programmes ont ensuite été mis en œuvre au cours de l'année 2007-2008 :

- ✓ **Interagir**, implanté en avril 2007, vise à permettre le développement ou le maintien d'habiletés, d'attitudes ou de comportements favorisant l'insertion personnelle et sociale de personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut qu'être envisagé à long terme;
- ✓ **Réussir**, mis en place en septembre 2007 avec la collaboration du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, permet à la clientèle prestataire du Programme de solidarité sociale, ayant des contraintes sévères à l'emploi, qui désire poursuivre des études de niveau secondaire professionnel ou de niveau postsecondaire, de s'engager dans une démarche qui les amènera à prendre une part plus active à la société et leur permettra ultimement d'intégrer le marché du travail.

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* a également permis la mise en œuvre, le 1^{er} avril 2007, du Programme alternative jeunesse, programme à caractère volontaire destiné aux jeunes adultes de moins de 25 ans.

La Loi permet aussi la création de programmes spécifiques d'aide financière destinés à répondre aux besoins particuliers de certaines personnes ou familles. Un premier programme spécifique a d'ailleurs été mis en œuvre le 1^{er} avril 2007, soit le « Soutien financier aux mineures enceintes ». Le programme se situe dans le prolongement de la « Mesure de soutien financier aux mineures enceintes » qui avait été créée en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail*. Il a pour objet d'accorder une aide financière temporaire, à partir de la 20^e semaine de grossesse jusqu'à la naissance de l'enfant, aux mineures enceintes qui ne peuvent compter sur d'autres ressources financières en vue de répondre à leurs besoins.

En avril 2009, deux autres programmes spécifiques ont été créés, soit le *Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement* (PSTLC) et le *Programme de soutien pour les travailleurs âgés* (PSTA) qui visent à éviter :

- ✓ que les personnes admissibles n'aient à puiser dans leurs épargnes et à liquider une partie de leurs biens;
- ✓ qu'elles n'aient pas à faire appel aux programmes d'aide financière de dernier recours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 21

Titre

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique - BSMA – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP22

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

Exposé et statistiques

Référer à la réponse transmise à la fiche RP19 – Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction du budget et des services administratifs et Direction de la planification des stratégies et de l'information de gestion – 22 février 2010

COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, Direction générale des services à la gestion

VALIDATION : Direction du budget et des services administratifs, 10 mars 2010
Bureau du sous-ministre associé, le 12 mars 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP23

Titre

Prévisions du nombre de prestataires pour 2010-2011

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour 2010-2011, le budget de dépenses prévoit que le nombre de ménages à l'aide financière de dernier recours est estimé à 335 687.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010

VALIDATION: Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique–28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP24

Titre

Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2010-2011

Exposé et statistiques

Pour 2010-2011, le coût de l'indexation des prestations de l'aide financière de dernier recours est de 22,6 M\$.

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 4 mars 2010

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

065

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : rp25a

Titre

État de la situation du Programme de solidarité sociale en 2008-2009 et 2009-2010 avec :

- a). Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Décembre 2009
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	13 985
Psychoses (code 2900)	16 302
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	8 853
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	19 837
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	5 940
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 814
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	2 099
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 867
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 945
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 327
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 788
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 479
Tumeurs malignes (code 1400)	1 369
Autres diagnostics	34 432
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 729
TOTAL	130 766

¹ Depuis le 1^{er} avril 1995, l'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit acheminer ce rapport médical ainsi que le formulaire "Demande de prestations d'invalidité" à la Régie des rentes du Québec, en vertu de l'article 41 de la Loi.

Lorsque le prestataire d'aide financière de dernier recours est reconnu "invalide" par la Régie, il reçoit une rente d'invalidité qu'il doit déclarer en tant que revenu d'autres sources. Ce revenu, considéré dans le calcul de la prestation de solidarité sociale, pourra, dans certains cas, rendre le prestataire inadmissible à l'aide financière de dernier recours. Par conséquent, les adultes prestataires dénombrés ayant une rente d'invalidité reçoivent une prestation de solidarité sociale réduite, mais suffisante pour suppléer aux besoins non comblés par la rente.

SOURCE : Direction de la statistique – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 28 février 2010
Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

066

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25b

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l'emploi en décembre 2009, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité ^{1,2}	4 729	3,62
▪ Par un agent d'aide socio-économique	29 560	22,61
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	83 251	63,66
▪ Par un comité de révision	11 330	8,66
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	901	0,69
▪ Autres	13	0,01
▪ Inconnue	982	0,75
Total	130 766	100,00

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

² Il peut arriver que ces bénéficiaires se retrouvent dans une autre catégorie. A été priorisé la catégorie « Bénéficiaire de la rente d'invalidité ».

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 25 mars 2009 au 19 février 2010 (11 premiers mois de l'année financière 2009-2010)

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

▪ Demandes reçues	11 491	
▪ Demandes traitées	11 574	100,0 %
▪ Demandes acceptées	5 176	44,7 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	4 567	39,5 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	1 831	15,8 %

Comités de révision

Période du 25 mars 2009 au 19 février 2010 (11 premiers mois de l'année financière 2009-2010)

▪ Demandes reçues	1 713	
▪ Demandes traitées	1 540	100,0 %
▪ Demandes acceptées	875	56,8 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	174	11,3 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	371	24,1 %
▪ Autres (ex. : désistements ou non récurrents)	120	7,8 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF25b (suite)

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 25 mars 2009 au 19 février 2010 (11 premiers mois de l'année financière 2009-2010)

• Décisions sur le fond	78
• Désistements	34
• Conciliations	4
• Règlements hors tribunal	7
• Total	123
• Pourcentage de demandes accueillies	34 43,6 %
• Pourcentage de demandes refusées	35 44,9 %
• Pourcentage de demandes accueillies ou rejetées en partie	2 2,5 %
• Pourcentage de règlements hors tribunal entériné	7 9,0%

D) Délai de traitement du 25 mars 2009 au 19 février 2010 (11 premiers mois de l'année financière 2009-2010)

Demandes d'admissibilité au programme

Délai total moyen

- | | |
|---|------------|
| • Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic CSE évident) | Sans délai |
| • Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹ | 6,2 jours |

Demandes de révision²

- | | |
|--|------------|
| • Décision et non recommandation des comités de révision | 53,6 jours |
|--|------------|

¹ Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle et celui où il est transmis au CLE.

² Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au CLE) ou la production d'observations et la date d'expédition de la décision par le Service de l'Est et de la révision médicale.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010

COLLABORATION : DGARES, DCP, SEMS; DRRA, Service de l'Est et de la révision médicale; Tribunal administratif du Québec

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25c

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et 2009-2010 avec :

c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages.

DÉCEMBRE 2009					
CATÉGORIES DE MÉNAGES					
MODES DE LOGEMENT	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	TOTAL
Propriétaires	8 988	3 107	1 443	1 389	14 927
Propriétaires à logements multiples	269	68	52	34	423
Locataires	106 606	9 607	28 253	16 002	160 468
Locataires H.L.M.	16 418	1 290	5 280	2 244	25 232
Chambreurs ou pensionnaires	73 866	507	3 414	420	78 207
Chamb. ou pension. chez un parent	38 104	388	2 734	271	41 497
Logement subventionné	5 972	395	1 766	614	8 747
Temporairement sans adresse ²	2 473	8	12	3	2 496
En hébergement	3 073	-	-	-	3 073
TOTAL	255 769	15 370	42 954	20 977	335 070

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction de la statistique - 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaire, financières et matérielles – 28 février 2010
Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

069

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25d et j

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et 2009-2010 avec:

- d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Décembre 2009
Âge préscolaire	41 768
Études primaires	34 244
Études secondaires	27 560
Études postsecondaires	449
Sans occupation	3 045
TOTAL	107 066
Handicapé	2 327

SOURCE :

Direction de la statistique - 28 février 2010

VALIDATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaire, financières et matérielles – 28 février 2010
Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25cf

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

- e) **Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une**

En décembre 2009, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 610 dont 960 sans diminution de prestation et 650 avec diminution de prestation.

- f) **Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours**

Depuis l'instauration de la contribution parentale en 1989, un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents. Le Règlement établit à partir de quel niveau de revenu des parents une contribution doit être imputée et quel est le montant de cette contribution.

L'impact généré par la contribution parentale est estimé à **13,5 M\$** en 2009-2010. Cet impact provient de la réduction de la prestation des adultes qui y sont soumis (**1,3 M\$**) et de la baisse du taux d'assistance des jeunes adultes qui est générée par la contribution parentale (**12,2 M\$**).

SOURCE: Direction des politiques de prestations – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25g

Titre

Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques

Le ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Centre de recouvrement – 18 février 2010
COLLABORATION :
VALIDATION:

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25hi

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2009-2010 avec :

- h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime d'aide de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

En décembre 2009, 6 833 familles monoparentales prestataires avec enfants de moins de douze ans déclarent recevoir une pension alimentaire¹.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire **reçus** par ces familles monoparentales est estimé à 21,9 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 266,75 \$.

En outre, le revenu de pension alimentaire est exclu jusqu'à concurrence de 100 \$ par mois et l'exclusion est accordée à toutes les familles tant biparentales que monoparentales **ayant un enfant à charge**. Le coût de cette exclusion, pour les familles monoparentales seulement ayant un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé à 7,9 M\$. On estime donc que les pensions alimentaires **chez les familles monoparentales avec enfants de moins de douze ans** a un impact sur les coûts du régime d'aide financière de dernier recours, sur base annuelle, de 14,0 M\$.

¹ Ce nombre inclut les familles prestataires pour lesquelles le Ministère s'est subrogé de plein droit aux droits de la personne créancière pour tous les versements de pension alimentaire dus à titre de paiement d'arrérages.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25k

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et 2009-2010 avec:

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes avec contraintes temporaires à l'emploi selon les critères suivants :
- i. État de santé;
 - ii. État de grossesse;
 - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire
 - iv. Garde d'enfants handicapés;
 - v. Critère de 55 ans;
 - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de solidarité sociale
 - vii. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - viii. Autres contraintes temporaires.

MOTIFS POUR CONTRAINTES TEMPORAIRE

Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Critère de 55 ans	Attente décision contraintes sévères ¹	Prend soin d'une personne ²	Autres ³	TOTAL
2009									
Avril	13 756	1 513	26 369	1 566	43 904	330	1 584	147	89 169
Mai	13 594	1 484	26 718	1 558	43 951	302	1 588	154	89 349
Juin	13 463	1 492	27 022	1 582	43 944	330	1 577	158	89 568
Juillet	13 278	1 469	27 321	1 584	43 969	377	1 571	149	89 718
Août	13 314	1 407	27 776	1 602	44 000	378	1 567	147	90 191
Septembre	13 026	1 379	28 055	1 605	44 153	366	1 561	148	90 293
Octobre	13 090	1 420	25 004	1 666	44 179	362	1 558	140	87 419
Novembre	13 276	1 382	25 376	1 679	44 344	381	1 545	136	88 119
Décembre	13 605	1 397	25 734	1 683	44 599	358	1 538	125	89 039

1. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
2. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.
3. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction de la statistique - 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaire, financières et matérielles – 28 février 2010
Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25I

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et 2009-2010 avec:

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Décembre 2009	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	11 646	220,47 \$
Contraintes temporaires ³	23 507	212,47 \$
Mixte temporaire ⁴	1 918	300,37 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	31 120	410,99 \$
De base hébergé ⁶	275	57,50 \$
TOTAL	68 466	305,91 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'aide financière de dernier recours. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction de la statistique – 28 février 2010
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 28 février 2010
Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

075

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25m

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et 2009-2010 avec:

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Décembre 2009	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	231 000	740,32 \$
Biens mobiliers	82 732	2 057,19 \$
Biens immobiliers	17 152	50 692,09 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	2 010	6 413,53 \$
Dettes hypothécaires	7 576	35 646,76 \$
Autres ²	11 817	31 047,29 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction de la statistique - 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 28 février 2010
Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25n

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 avec :

n : nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques

Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2009-2010 se détaille comme suit :

2009-2010 (11 mois)			
	Nombre	Montant en M\$	Montant moyen
Réclamations incluses dans les résultats d'Emploi-Québec pour le volet des services de solidarité sociale			
- Réclamations suite à de l'aide reçue sans droit	78 635	29,1	370 \$
- Réclamations suite à de fausses déclarations	15 610	61,3	3 925 \$
- Réclamations concernant de l'aide conditionnelle	15 104	24,0	1 591 \$
Sous total	109 349	114,4	1 046 \$
Plus les réclamations suivantes non incluses dans les résultats			
- Réclamations concernant le PSAE (notes 1 et 2)	7547	2,6	346 \$
Montrant brut total des réclamations	116 896	117,0	1001 \$
Moins les notes de crédit	10 628	11,3	1 067 \$
Montant net total des réclamations		105,7	

(1) PSAE : Paiement de soutien aux enfants
(2) Nombre estimé

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail / Direction de la conformité et de la performance, 8 mars 2010

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 8 mars 2010
Bureau du sous-ministre associé, 10 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25o

Titre
Nombre de décisions en révision et au Tribunal administratif du Québec selon le motif contesté et le résultat

Motifs	Décisions rendues par les bureaux de révision ¹	
	2009-2010 (du 25 mars 2009 au 19 février 2010 - 11 mois d'opérations)	
	Décisions Rendues*	Décisions Accueillies**
Recouvrement	5 979	1 309
Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires	2 541	516
Statut	2 449	507
Obligations	1 639	411
Avoir liquide	786	184
Prestations spéciales	1 054	204
Partage de logement	82	11
Versement de l'aide	655	91
Biens	320	95
Hors délai	371	35
Garant défaillant	45	5
Prestations de base	449	50
Contribution parentale	204	34
TOTAL	16 574	3 452
Proportion des décisions accueillies		20,8%

* **Décisions rendues** Nombre de décisions traitées en révision selon le motif

****Décisions accueillies** Nombre de décisions favorables à la clientèle selon le motif

¹ Le nombre de décisions rendues en révision exclut les 1884 demandes de révision d'assurance parentale dont 2,9 % sont accueillies.

de fiche : RP21o

Titre
Nombre de décisions en révision et au Tribunal administratif du Québec selon le motif contesté et le résultat

	Décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec (TAQ) ²
	2009-2010 (du 25 mars 2009 au 19 février 2010 - 11 mois d'opérations)
Recours finalisés	1 647
Règlements hors cour	510
Recours rejetés	314
Recours accueillis	245
Désistements	384
Acquiescements du Ministère	111
Recours irrecevables	83

² Le nombre de décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec exclut les demandes d'assurance parentale. Celles-ci sont traitées par les contentieux de Québec et Montréal et la Direction des affaires juridiques agit en support aux plaideurs.

Période de référence : du 25 mars 2009 au 19 février 2010.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25p

Titre
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 avec :
p) nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée, le motif de la décision.

Exposé et statistiques				
Données générales pour 2009-2010 (jusqu'au 28 février 2010)				
Le nombre total de demandes reçues a été de 691. De ce nombre, il y eut :				
<ul style="list-style-type: none"> 444 demandes acceptées; 222 demandes refusées; 25 désistements. 				
L'aide totale accordée fut de 1 342 706 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :				
<ul style="list-style-type: none"> Aide remboursable : 256 969 \$ Aide gratuite : 1 085 737 \$ 				
Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 3 024 \$.				
Faits saillants pour 2009-2010 (jusqu'au 28 février 2010)				
Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé (\$)
Ces personnes seules ou ces familles sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours				
Bien ou avoir liquide cédé	44	161 995	12,1	3 682
Composition familiale	18	14 933	1,1	830
Excédent de biens	181	669 953	49,9	3 701
Personne tenue de loger	60	174 645	13,0	2 911
Perte d'argent	7	2 849	0,2	407
Prestation spéciale	59	61 129	4,6	1 036
Prestation spéciale désintoxication	12	31 302	2,3	2 609
Prévenu tenu de loger	7	18 044	1,3	2578
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	13	19 685	1,5	1 514
Sans statut légal	38	181 935	13,5	4 788
Travailleur autonome	5	6 236	0,5	1 247
TOTAL	444	1 342 706	100,0%	3 024

* Pourcentage du montant total accordé.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des mesures et des services de solidarité sociale,
Le 2 mars 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé, le 9 mars 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25q

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et 2009-2010 avec:

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Décembre 2009
	Nombre d'adultes
Personnes seules	945
Couples sans enfants	150
Familles monoparentales	132
Couples avec enfants	161
TOTAL	1 388

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE :

Direction de la statistique - 28 février 2010

VALIDATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 28 février 2010
Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25R

Titre État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 avec :

r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le régime de la Sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

Le budget fédéral 2010 (4 mars 2010) est venu réaffirmer des mesures annoncées précédemment dans le budget 2009 (27 janvier 2009) et propose de nouveaux investissements dans un nombre limité d'initiatives ciblées. Le budget 2010 :

- Prolonge de 26 semaines, jusqu'à un maximum de 78 semaines, les accords de travail partagé en vigueur ou récemment venus à échéance. L'assouplissement des critères d'admissibilité pour les nouveaux accords restera en vigueur. Ces deux améliorations seront offertes jusqu'au 31 mars 2011.

Quant au budget 2009, il proposait un ensemble de mesures destinées à aider les travailleurs directement touchés par le ralentissement économique grâce à la bonification de l'assurance-emploi et à des fonds pour l'acquisition de compétences et pour la formation. Le budget 2009 :

- Prolonge tous les droits à des prestations d'assurance-emploi régulières de cinq semaines, pendant deux ans, et fait passer de 45 à 50 semaines la durée maximale des prestations. Cette prolongation étend à l'échelle nationale une version améliorée d'un projet pilote qui, jusqu'ici, s'appliquait seulement dans les régions affichant les taux de chômage les plus élevés.
- Prévoit 500 millions de dollars sur deux ans afin de prolonger les prestations d'assurance-emploi pour les personnes qui suivent une formation de longue durée, ce dont profiteront jusqu'à 10 000 travailleurs.
- Prolonge de 14 semaines la durée des accords de travail partagé, jusqu'à un maximum de 52 semaines, afin qu'un plus grand nombre de personnes puissent continuer à travailler.
- Bonifie le Programme de protection des salariés pour qu'il couvre les indemnités de départ et de cessation d'emploi qui ne sont pas payées aux travailleurs admissibles par un employeur en faillite.

Pour multiplier et améliorer les possibilités qui s'offrent aux travailleurs grâce au développement des compétences, le budget de 2009 :

- Augmente de 1 milliard de dollars sur deux ans le financement de la formation dans le cadre de l'assurance-emploi.
- Consacre 500 millions de dollars sur deux ans à un fonds de transition et de formation stratégique pour répondre aux besoins particuliers de personnes qui ne sont pas admissibles à la formation dans le cadre de l'assurance-emploi, comme les travailleurs autonomes ou les personnes qui sont absentes depuis longtemps du marché du travail.

Par ailleurs, le budget 2009 prévoit un gel du taux de cotisation d'assurance-emploi à 1,73 \$ par tranche de 100 \$ pour 2009 et 2010, ce qui est leur plus bas niveau depuis 1982.

Impact sur la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours et les coûts :

En prolongeant de 26 semaines, les accords de travail partagé (budget 2010) tout en permettant aux prestataires de l'assurance-emploi de bénéficier d'une aide financière pendant une plus longue période alors qu'ils suivent une formation de longue durée ou qu'ils cherchent un nouvel emploi, les mesures proposées dans le budget de 2009 et 2010 pourraient avoir pour effet de :

- retarder et même éviter les demandes de prestations à l'aide financière de dernier recours après l'épuisement des prestations d'assurance-emploi;
- diminuer la durée des épisodes de présence à l'aide financière de dernier recours;
- diminuer le montant des prestations d'aide financière de dernier recours versées en supplément.

À noter qu'au cours de l'année 2009, il y avait, en moyenne, quelque 1 310 ménages qui recevaient mensuellement à la fois des prestations d'assurance-emploi et d'aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

081

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25s

Titre :

État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et 2009-2010 avec :

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, pour 2009-2010.

À noter :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'aide financière de dernier recours et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

**2009-2010
(dépenses probables)**

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées	1 200,0
B. Biens et services administrés par le MESS	
- Lunettes et lentilles	3 913,5
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	871,1
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 859,2
- Suppléments	8 472,9
(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	
- Transports pour fins médicales	45 367,9
- Autres	773,4
Sous-total B	72 258,0
Sous-total de la partie I	73 458,0

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	4,9
- Enfant à charge fréquentant l'école	6 617,1
- Frais funéraires	1 903,1
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	514,4
- Compenser les effets d'une séparation	30,2
- Aide au logement (en dénuement)	0
- Loyer pour une personne seule hébergée	57,4
Sous-total de la partie II	9 127,1

TOTAL **82 585,1**

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25t

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 avec :

t : nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie depuis. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas. Le délai de référence, qui représente le délai entre la date de dépôt de la demande d'aide et la date de la référence, n'est donc plus un concept significatif.

Au 19 février 2010, on dénombre un total de 123 008 nouvelles participations à une intervention des services publics d'emploi initiées par des participants de l'assistance sociale. Ce volume correspond à 74 926 nouveaux participants.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion.
Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations
Le 8 mars 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé, 10 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25u

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 avec :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et l'économie générée en 2009-2010.

Exposé et statistiques

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* prévoit, à l'article 63, que le prestataire doit exercer ses droits ou se prévaloir des avantages dont il peut bénéficier en vertu d'une autre loi si la réalisation de ces droits et avantages a un effet sur son admissibilité à un programme ou réduit ses prestations.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve à l'article 41 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente d'invalidité de demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

Outre la rente pour invalidité des conjoints survivants, en décembre 2009, 12 188 ménages prestataires ont reçu une rente d'invalidité de la RRQ, dont le montant moyen est établi à plus de 659 \$ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu peut donc être estimée à 96,4 M\$ en 2009-2010.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25v

Titre

État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 avec :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de retraite et économie générée en 2009-2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* prévoit, à l'article 63, que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu, puisqu'on la retrouve à l'article 41 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale*, ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente de retraite à demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

Outre la rente de retraite du conjoint survivant, en décembre 2009, 29 863 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à plus de 154 \$ par mois. On peut donc estimer l'impact généré par cette mesure à 55,3 M\$ en 2009-2010.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

085

de fiche : RP25w

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec :

w) Bilan du budget et des dépenses pour le Programme allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

Le Programme d'allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP26

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

Exposé et statistiques

Du 25 mars 2009 au 28 février 2010, le Service d'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 11 811 demandes de reconnaissance des contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail/Direction de la conformité et de la performance, 1er mars 2010

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 8 mars 2010
Bureau du sous-ministre associé, 10 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP27

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2008-2009 et 2009-2010.

Exposé et statistiques

Du 25 mars 2009 au 28 février 2010, le Service d'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 11 811 demandes de reconnaissance des contraintes sévères à l'emploi. En raison du chevauchement sur deux années, 11 838 demandes ont été traitées en évaluation pour la reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) et 6532 demandes ont été refusées. Cela représente une proportion de refus de 55,2 % comparativement à une proportion de 49,1% l'année précédente. Ces données ne tiennent pas compte de l'instance de révision ni du Tribunal administratif du Québec.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail/Direction de la conformité et de la performance, le 1er mars 2010

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 8 mars 2010
Bureau du sous-ministre associé, 10 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée initialement et pour laquelle la personne a gagné en appel (en révision ou au Tribunal administratif du Québec) pour 2009-2010.

Exposé et statistiques

2009-2010 (11 mois d'opération au moment de produire la fiche)

- Du 25 mars 2009 au 19 février 2010, 1 540 demandes ont été traitées en révision et 875 ont été acceptées, soit 56,8 %.
- Pour la même période, 123 requêtes pour contraintes sévères à l'emploi ont été traitées par le TAQ. De ce nombre, 34 ont été accueillies, soit 43,6 % des 78 décisions sur le fond. Les autres se sont réglées hors tribunal, en conciliation ou ont fait l'objet de désistement.

Pour plus de détails sur l'évolution des demandes pour cette clientèle, consulter la fiche 21b.

SOURCE : DRRA - 5 mars 2010
COLLABORATION : Tribunal administratif du Québec
VALIDATION : DGAGRC, BSMA, le 15 mars 2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 29

Titre

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2008-2009 et 2009-2010 :

- a) Personne vivant seule
- b) Couple
- c) Famille monoparentale
- d) Famille biparentale
- e) Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme
- f) Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme

Exposé et statistiques

Le ministère du Revenu du Québec répondra à cette question.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2010
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique BSMA –
28 février 2010

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP30 de fiche : RQAP

Titre

Copie des études, notes, rapports, états de situation, analyses, concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que divers scénarios visant à combler son déficit.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 13 avril 2010
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 13 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

091

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP31 de fiche : RQAP

Titre

Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 13 avril 2010
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 13 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

092

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 32

<p>Titre</p> <p>État des négociations ainsi que tous les documents, notes, rapports états de situation concernant la somme réclamée de 347 M\$ par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'entente sur les congés parentaux.</p>
--

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Question non pertinente à l'étude des crédits</p>

SOURCE : DGAGRC, DACI, le 12 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION: DGAGRC, BSMA, le 12 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

093

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP33 de fiche : RQAP

Titre

Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2009-2010 en fonction des données disponibles.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 13 avril 2010
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 13 avril 2010

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP48

Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ces documents sont confidentiels.

SOURCE: Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 28 février 2010

VALIDATION: Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

ÉTUDE DE CRÉDITS 2010-2011

095

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP49

Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives

Exposé et statistiques

Ces documents sont confidentiels.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

096

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 50

Titre

Rapport sur les indicateurs du CEPE

La référence à l'Avis du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) est la suivante :

Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE), *Prendre la mesure de la pauvreté, Proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec*, Avis au ministre, 2009, 75 p.

Cet Avis présente une série de 19 recommandations sur les indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion à privilégier en vue de mesurer les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté au Québec. Le CEPE a innové notamment en recommandant d'utiliser la mesure du panier de consommation (MPC) comme mesure de référence afin de suivre les situations de pauvreté sous l'angle de la couverture des besoins de base (recommandation # 2).

Le document se trouve à cette adresse sur le site web du CEPE :

http://www.cepe.gouv.qc.ca/publications/pdf/Avis_CEPE.pdf

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique –
21 avril 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 21 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 097

de fiche : RP51

Stratégie nationale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

a. AXE 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté

- ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;
- assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;
- offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;
- réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;
- appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;
- une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;
- favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;
- augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;
- mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;
- établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;
- augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;
- accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;
- adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;
- adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;
- favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;
- améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;
- miser sur la contribution des organismes communautaires;
- poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés;
- poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;
- améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu.

b. AXE 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes

- mettre en place un Soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;
- favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;
- offrir des services intègres en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;
- soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de zéro à six ans) et de leur famille;
- expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire;
- implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés;
- soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons;

- soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire;
- assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse;
- intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC;
- adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans;
- encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études;
- offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi;
- mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes;
- se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi;
- soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes âgées à faible revenu.

c. AXE 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société

- investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS);
- convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région;
- soutenir l'émergence de stratégies locales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention;
- amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;
- lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.

d. AXE 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action

- évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;
- assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;
- intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;
- intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

Exposé et statistiques

Le Ministère a rendu compte de la première année de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* en déposant le bilan de l'an 1 devant l'Assemblée nationale en juin 2005. Le bilan de l'an 2 a été rendu public à la fin de l'année 2006, celui de l'an 3 en 2007, celui de l'an 4, le 3 novembre 2008 et celui de l'an 5, le 16 février 2010 (en annexe). Les cinq bilans révèlent que toutes les mesures du plan d'action ont été mises en œuvre. Des interventions en matière de prévention de la pauvreté, d'amélioration de la situation financière, de réussite scolaire, d'accès à des logements abordables et d'insertion sociale et professionnelle ont été offertes afin de lutter contre les causes et les conséquences de la pauvreté. Un sixième et dernier bilan du premier Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sera produit après la fin de l'année 2009-2010.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 28 février 2010

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2010

*Plan d'action gouvernemental
en matière de lutte contre la pauvreté
et l'exclusion sociale
2004-2009*



BILAN DE LA CINQUIÈME ANNÉE

Février 2010

Québec 

*Plan d'action gouvernemental
en matière de lutte contre la pauvreté
et l'exclusion sociale
2004-2009*



BILAN DE LA CINQUIÈME ANNÉE

Février 2010

Québec 

Ce document peut être consulté sur le site Internet du Ministère : www.mess.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec, 2010

ISBN-1 : 978-2-550-57869-7 (imprimé)

ISBN-1 : 978-2-550-57870-3 (pdf)

© Gouvernement du Québec

Le présent document a été préparé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de la Famille et des Aînés, le ministère du Travail, le ministère de la Justice, le ministère des Finances, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, la Société d'habitation du Québec, l'Office des personnes handicapées du Québec, le Secrétariat à la jeunesse, le Secrétariat aux affaires autochtones et le Secrétariat à la condition féminine.

MOT DU MINISTRE



C'est avec fierté que je vous présente le bilan de la cinquième année de mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce plan, intitulé *Concilier liberté et justice sociale : un défi pour l'avenir*, s'inscrit dans une démarche amorcée en 2002 avec l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Depuis, le Québec a progressé dans sa lutte contre la pauvreté et poursuit ses avancées vers l'atteinte de son objectif, soit de figurer d'ici 2013 parmi les nations industrialisées où l'on compte le moins de personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Le Québec fait d'ailleurs figure de pionnier et ses efforts sont cités en exemple ailleurs au Canada.

Les mesures mises de l'avant dans le premier plan ont permis d'améliorer la qualité de vie de milliers de Québécoises et de Québécois en situation de pauvreté, notamment celle des familles dont le revenu disponible a augmenté, et ce, malgré l'inflation, entre 2003 et 2009. Les familles monoparentales ayant un enfant de moins de cinq ans et qui reçoivent l'aide financière de dernier recours, par exemple, ont vu leur revenu réel augmenter de 11,6 % au cours de cette période, alors que celles dont le parent travaille à temps plein au salaire minimum enregistrent une hausse de 13 %. L'augmentation marquée du salaire minimum au cours des dernières années, de 7,30 \$ en 2003 à 9,00 \$ en 2009, a également permis aux ménages à faible revenu de bénéficier d'une situation plus avantageuse. L'amélioration des conditions d'habitation de nombreux ménages fait également partie des réalisations issues du plan d'action.

Puisque l'emploi demeure l'une des voies les plus efficaces pour lutter contre la pauvreté, en ce qui concerne les personnes ayant la capacité d'intégrer le marché du travail, notre gouvernement a aussi mis de l'avant, en mars 2009, le Pacte pour l'emploi *Plus* qui vient s'ajouter au Pacte pour l'emploi dévoilé en mars 2008. Ces stratégies mobilisatrices visent une concertation accrue de l'ensemble des partenaires du marché du travail afin d'atténuer les effets de la récession. Le Pacte pour l'emploi *Plus* a en effet permis à plusieurs milliers de travailleuses et travailleurs de conserver leur emploi, évitant ainsi de se retrouver en situation de pauvreté. Notre gouvernement a donc agi sur plusieurs fronts, autant en amont qu'en aval, pour endiguer la pauvreté sous toutes ses formes.

Le premier plan d'action nous a permis de tracer la voie vers de meilleures conditions de vie pour les personnes en situation de pauvreté. Malgré des gains substantiels, il reste encore du chemin à parcourir, notamment pour accroître la qualité de vie des personnes seules à faible revenu et pour réduire la pauvreté dans certains quartiers et certaines régions du Québec. Nos efforts doivent se poursuivre afin de consolider les acquis des dernières années tout en continuant notre marche vers un Québec comptant de moins en moins de pauvreté. C'est pourquoi ont été menés en 2009 des travaux en vue de préparer un deuxième plan d'action. Ces travaux s'appuient sur une démarche de consultation inclusive et mobilisatrice en partenariat avec tous les groupes concernés, et ce, dans toutes les régions. En ce sens, il convient de réaffirmer l'importance de mobiliser tous les acteurs qui peuvent agir de façon concertée et de mettre en œuvre solidairement des actions visant à lutter durablement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Ce bilan appartient à toutes celles et à tous ceux pour qui la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est une priorité quotidienne. Par leur engagement et par leurs convictions, ils ont démontré que les efforts de l'ensemble de la société, combinés aux mesures et aux investissements du gouvernement, peuvent apporter des résultats tangibles à des problèmes bien réels. Au nom de la population québécoise, je tiens à les remercier sincèrement.

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,

Sam Hamad

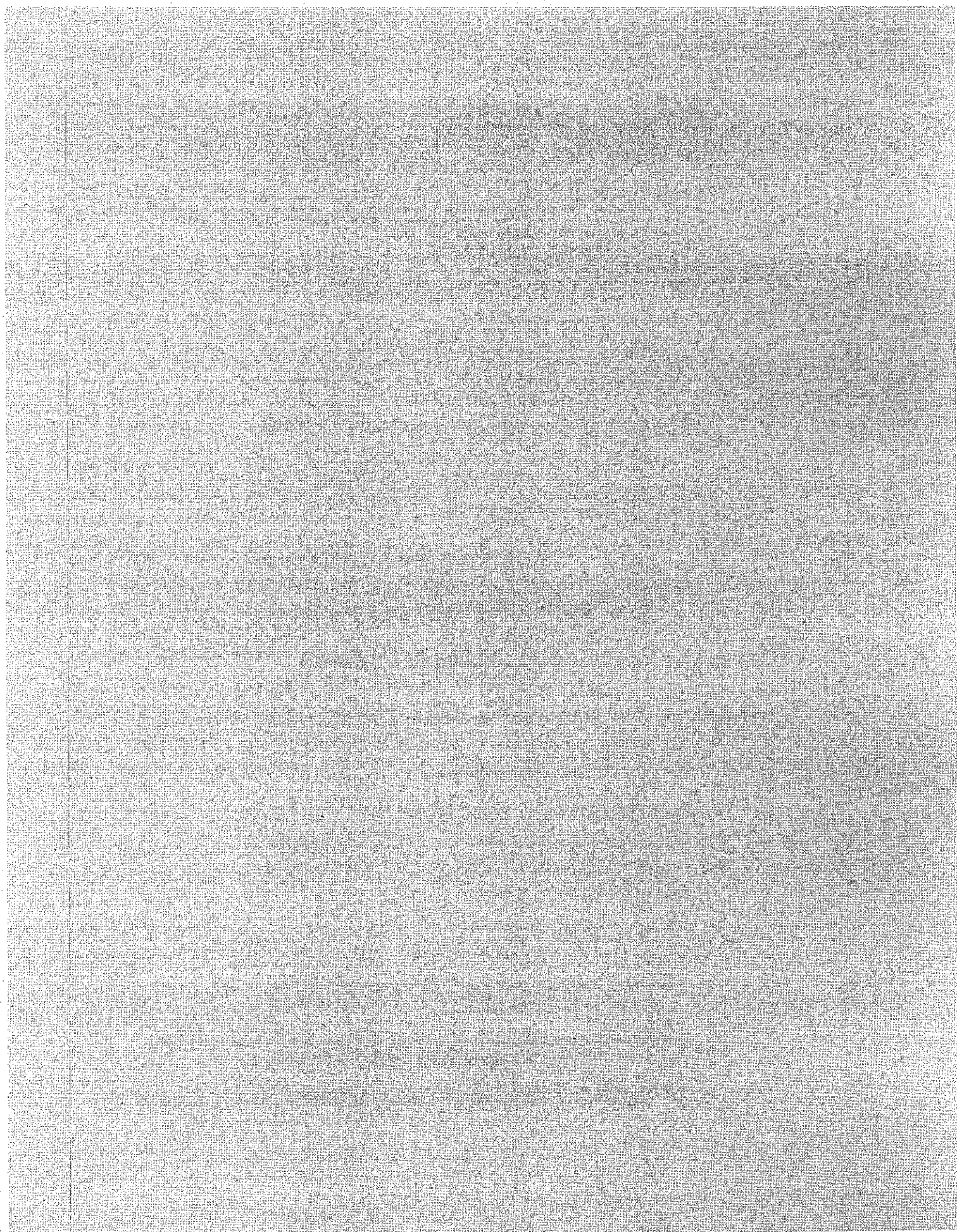
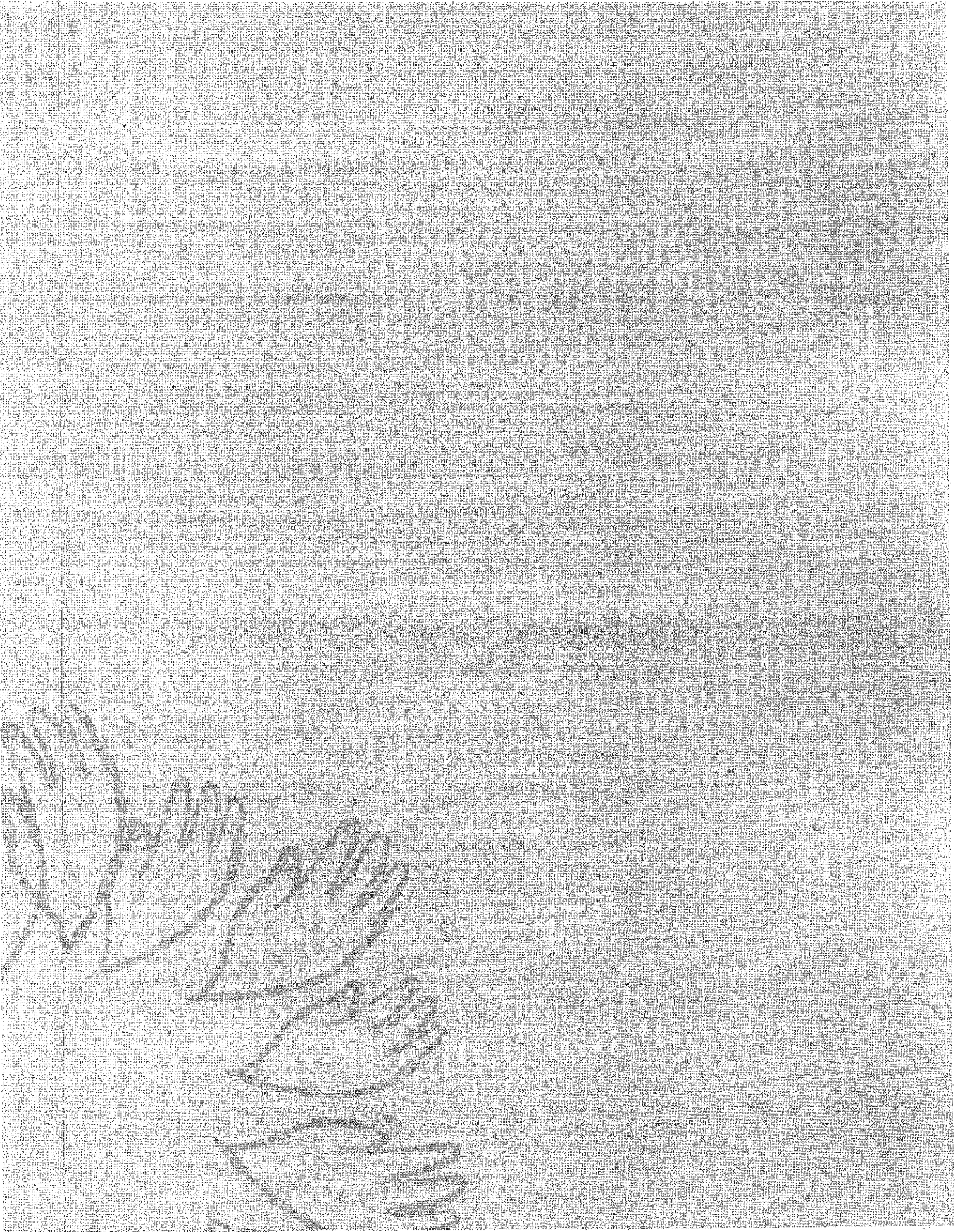


TABLE DES MATIÈRES

MOT DU MINISTRE.....	5
1. INTRODUCTION.....	9
2. LA DÉMARCHÉ DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ.....	9
3. ÉTAT DE SITUATION DES DIFFÉRENTES MESURES.....	11
3.1. Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté ..11	
3.1.1. L'amélioration du revenu des personnes et des familles ..11	
3.1.2. Des mesures à l'intention de groupes à risque de pauvreté persistante14	
3.1.3. L'amélioration des conditions d'habitation18	
3.1.4. L'amélioration des conditions de vie des personnes et des familles21	
3.2. Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes23	
3.2.1. Le soutien aux parents et à la petite enfance.....23	
3.2.2. La réussite et la persévérance scolaires.....25	
3.2.3. Des mesures à l'intention des jeunes de moins de 25 ans28	
3.2.4. Le soutien aux initiatives favorisant la participation sociale des personnes âgées31	
3.3. Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société.....31	
3.4. Assurer la constance et la cohérence de l'action.....33	
3.5. Des actions additionnelles.....34	
4. DES RÉSULTATS PROBANTS ET UN PORTRAIT CHANGEANT.....	37
4.1. Le taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC).....37	
4.2. Le travail et l'emploi40	
4.3. L'amélioration du revenu disponible41	
4.4. La variation du taux d'assistance sociale depuis 2003.....45	
4.5. Comparaison interprovinciale de l'évolution des ménages prestataires d'une aide financière de dernier recours46	
5. VERS UN DEUXIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.....	47
6. CONCLUSION.....	51



1. INTRODUCTION

Le bilan de la cinquième année du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale se traduit, en ce qui a trait aux mesures prévues initialement, par la poursuite des efforts de prévention ou d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Des évaluations des programmes et des services sont en cours afin d'appuyer leur mise en œuvre et de favoriser l'obtention des effets recherchés.

Au cours de l'année 2008-2009, les travaux devant mener à la mise en œuvre du deuxième Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, prévu pour le printemps 2010, se sont poursuivis.

Par ailleurs, il convient de souligner le contexte économique mondial dans lequel s'est inscrite cette cinquième année. Devant cette situation de crise, le gouvernement québécois a mis en place des mesures de soutien de l'économie dont certaines, comme le Pacte pour l'emploi *Plus*, s'inscrivent comme des actions visant à lutter contre la pauvreté, tout en préparant la relance.

Malgré ce ralentissement, l'année 2008 s'est terminée avec une croissance économique de 1 % au Québec (elle était de 2,6 % en 2007). De la même manière, les données pour 2008 indiquent toujours un solde positif en ce qui a trait à la création d'emplois. Toutefois, les résultats affichés par les principales variables du marché du travail pour le premier trimestre de 2009 indiquent une détérioration de la situation.

2. LA DÉMARCHE DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Au début des années 2000, les Québécoises et les Québécois ont affirmé l'importance d'assurer de bonnes conditions de vie à l'ensemble des citoyennes et des citoyens. La lutte contre la pauvreté est alors devenue une priorité collective.

En 2002, le Québec s'est doté d'une loi en ce sens. En effet, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ce qui constituait une première au Canada. Pour mettre en œuvre cette loi, le gouvernement a lancé, en 2004, un premier plan d'action fondé sur quatre axes d'intervention. Les mesures qui composent ces quatre axes sont venues s'ajouter aux actions, services, initiatives et programmes qui existaient déjà pour répondre à la diversité des besoins présents dans notre société.

Le Québec poursuit l'objectif de devenir l'une des sociétés industrialisées comptant le moins de personnes en situation de pauvreté d'ici 2013. Jusqu'à tout récemment, l'initiative québécoise – la voie législative – était la seule en son genre au Canada. L'Ontario a suivi l'exemple du Québec en adoptant une loi similaire en mai 2009. La province de Terre-Neuve-et-Labrador s'était également inscrite dans ce mouvement dès 2005 en adoptant une stratégie de réduction de la pauvreté.

Le plan d'action québécois, *Concilier liberté et justice sociale : un défi pour l'avenir*, vise à améliorer le bien-être des personnes, à prévenir la pauvreté, à favoriser l'engagement de l'ensemble de la société, ainsi qu'à assurer la cohérence et la constance de l'action. Ce premier plan d'action a pris la forme d'un ensemble de mesures relatives à différents domaines où se manifeste la pauvreté et pour lesquelles le gouvernement du Québec avait

initialement prévu d'investir 2,5 milliards de dollars sur cinq ans. Cet investissement et la durée du plan d'action ont été revus : au total, 4,5 milliards de dollars auront été investis sur six ans pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

À l'approche de l'échéance du premier plan d'action, les résultats encourageants obtenus jusqu'à présent ne marquent pas pour autant la fin des efforts collectifs devant mener à une société plus juste et plus inclusive permettant à toutes et à tous de voir leurs droits respectés. Un deuxième plan d'action suivra rapidement pour confirmer l'engagement du gouvernement et permettre à l'ensemble des acteurs intéressés de poursuivre leurs efforts de prévention de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des personnes les plus vulnérables. L'élaboration du deuxième Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est en cours et se fait dans un esprit de collaboration avec les partenaires nationaux, régionaux et locaux. Il sera le fruit des efforts collectifs de l'État et des partenaires engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce deuxième plan visera à consolider les avancées obtenues depuis 2004 et à améliorer l'appui offert aux personnes en situation de pauvreté ou à risque de le devenir.

3. ÉTAT DE SITUATION DES DIFFÉRENTES MESURES

Cette section rappelle, à partir des quatre axes du plan d'action, les réalisations du gouvernement du Québec et de l'ensemble de ses partenaires, en 2007-2008, visant à améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté, à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes, à favoriser l'engagement de l'ensemble de la société et, enfin, à assurer la constance et la cohérence de l'action.

3.1. Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté

3.1.1. L'amélioration du revenu des personnes et des familles

Au cours de l'année 2008-2009, l'accroissement du revenu des personnes et des familles est demeuré un des pivots de l'action gouvernementale. Plusieurs types de mesures ont permis d'agir sur le revenu des ménages à faible revenu au cours de la dernière année. Celles-ci s'adressent notamment à des groupes plus à risque de vivre des situations de pauvreté.

Notons par ailleurs que le croisement des perspectives sur les besoins de main-d'œuvre à moyen terme, d'un côté, et des impératifs de lutte contre la pauvreté, de l'autre, a poussé le Québec à agir vigoureusement sur l'emploi, qui demeure le moyen privilégié par le gouvernement pour améliorer le revenu des ménages. C'est dans ce contexte que plusieurs mesures visant à favoriser l'intégration au marché du travail et le maintien en emploi ont été bonifiées au cours de l'année 2008-2009, notamment dans le cadre du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi *Plus*.

POUR TOUS LES MÉNAGES CONCERNÉS

Des hausses du salaire minimum

Le 1^{er} mai 2009, le salaire minimum a atteint 9,00 \$ l'heure, soit une hausse de 0,50 \$ par rapport au salaire horaire fixé à la même date l'année précédente. Le taux du salaire minimum au Québec figure parmi les plus élevés au Canada (voir le tableau comparatif de la page suivante), ce qui permet aux ménages travaillant à ce taux d'atteindre des conditions de vie plus avantageuses, étant donné le coût de la vie plus bas au Québec.

Le taux actuel du salaire minimum permet aux ménages, de façon générale, d'obtenir un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins de base. En effet, les ménages dont le revenu est le fruit d'un emploi à temps plein rémunéré au taux du salaire minimum et qui travaillent toute l'année affichent généralement des revenus disponibles plus élevés que les seuils de la Mesure du panier de consommation (MPC)¹.

1. La Mesure du panier de consommation (MPC) est recommandée par le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion comme mesure de référence afin de suivre les situations de pauvreté sous l'angle de la couverture des besoins de base. Voir les simulations du revenu disponible figurant aux pages 42 à 46 de l'avis du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). CEPE, *Prendre la mesure de la pauvreté : proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec, 2009*.

**Taux du salaire minimum sur une base horaire au Canada
pour les travailleurs adultes, selon la juridiction,
de mai 1999 à mai 2009²**

	T.-N.-L.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Mai 1999	5,25	5,40	5,50	5,50	6,90	6,85	6,00	6,00	5,65	7,15
Mai 2000	5,50	5,60	5,60	5,75	6,90	6,85	6,00	6,00	5,90	7,15
Mai 2001	5,50	5,80	5,70	5,75	7,00	6,85	6,25	6,00	5,90	7,60
Mai 2002	5,75	6,00	5,80	5,90	7,00	6,85	6,50	6,35	5,90	8,00
Mai 2003	6,00	6,25	6,00	6,00	7,30	6,85	6,75	6,65	5,90	8,00
Mai 2004	6,00	6,50	6,50	6,20	7,45	7,15	7,00	6,65	5,90	8,00
Mai 2005	6,00	6,80	6,50	6,30	7,60	7,45	7,25	6,65	5,90	8,00
Mai 2006	6,50	7,15	7,15	6,50	7,75	7,75	7,60	7,55	7,00	8,00
Mai 2007	7,00	7,50	7,60	7,00	8,00	8,00	8,00	7,95	7,00	8,00
Mai 2008	8,00	7,75	8,10	7,75	8,50	8,75	8,50	8,60	8,40	8,00
Mai 2009	8,50	8,00	8,60	8,00	9,00	9,50	8,75	9,25	8,80	8,00

De novembre 2007 à octobre 2008, le Québec comptait, en moyenne, environ 150 500 femmes et 99 500 hommes rémunérés au taux général du salaire minimum ou moins³. Ensemble, ces travailleuses et travailleurs représentaient 7,5 % des salariés. Moins de la moitié de ces personnes (46,3 %) possédaient une formation postsecondaire et 40 % d'entre elles fréquentaient un établissement scolaire. À peine plus du tiers de ces travailleuses et travailleurs (36,3 %) ont 25 ans et plus. En moyenne, les personnes rémunérées au taux général du salaire minimum ou moins travaillaient 25 heures par semaine, tandis que l'ensemble des travailleuses et travailleurs effectuait une semaine moyenne de 34,5 heures. Il faut toutefois prendre en considération le fait que ces données comprennent un bon nombre de personnes aux études.

Un soutien financier bonifié pour les familles avec enfants

En vigueur depuis janvier 2005, le Crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) permet de bonifier le revenu disponible des familles à faible ou à moyen revenu. Ce crédit, qui est versé à tous les ménages ayant des enfants âgés de moins de 18 ans, est substantiellement plus élevé que les anciennes mesures. Par exemple, en 2009, une famille monoparentale peut recevoir un montant annuel allant jusqu'à 2 924 \$ lorsque le ménage comprend un enfant et jusqu'à 4 007 \$ lorsque le ménage en comprend deux.

En 2008, près de 870 000 familles se sont prévaluées de ce crédit d'impôt, incluant les versements effectués dans le cadre du Supplément pour enfant handicapé. Pour l'année financière 2008-2009, les nouveaux investissements liés au Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ont permis de bonifier le soutien financier offert aux familles à faible revenu⁴ de 221 millions de dollars.

- Source : Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada. Traitement : Institut de la statistique du Québec.
- Ces données incluent les personnes rémunérées au taux du salaire minimum ou au-dessous de celui-ci. Parmi les personnes qui travaillent à un taux moindre, on compte notamment les travailleuses et travailleurs au pourboire, dont la rémunération minimale est fixée à un taux inférieur au salaire minimum.
- Selon la Mesure de faible revenu avant impôt.

Une prime incitative au travail

Depuis janvier 2005, les travailleuses et les travailleurs à faible ou à moyen revenu ont accès à la Prime au travail. Ce crédit d'impôt remboursable vise notamment à favoriser l'intégration au marché du travail et le maintien en emploi des personnes. Pour l'année 2009, la prime peut atteindre jusqu'à 530,18 \$ pour une personne seule, 819,98 \$ pour un couple sans enfants, 2 272,20 \$ pour une famille monoparentale et 2 928,50 \$ pour un couple avec enfants.

Les plus récentes données disponibles révèlent que plus de 514 000 ménages ont bénéficié de la Prime au travail en 2008⁵, pour un montant total de 321,3 millions de dollars.

POUR LES PRESTATAIRES DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

Des prestations entièrement indexées pour toutes et tous

En novembre 2008, la ministre des Finances du Québec a annoncé que, à partir du 1^{er} janvier 2009, et cela chaque année, les prestations des Programmes de solidarité sociale et d'aide sociale seraient totalement indexées selon le taux utilisé pour le régime d'imposition des particuliers⁶. Ainsi, en janvier 2009, l'ensemble des 331 287 ménages prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours a vu ses prestations complètement indexées au taux de 2,36 %. Rappelons que, depuis la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, les prestations du Programme d'aide sociale étaient indexées à la moitié du taux utilisé pour le régime d'imposition des particuliers.

L'indexation de toutes les prestations, le 1^{er} janvier 2009, représenté un investissement de l'ordre de 16 millions de dollars pour la fin de l'année financière 2008-2009 et de 66 millions de dollars pour l'année financière 2009-2010.

Des pensions alimentaires partiellement exemptées

L'exemption partielle pour revenus de pension alimentaire, d'un montant maximal de 100 \$ par mois, a été élargie en 2006 à toutes les familles prestataires d'une aide financière de dernier recours qui ont un enfant à charge âgé de moins de 18 ans. Pour ces familles, c'est un montant pouvant aller jusqu'à un maximum de 1 200 \$ par année qui peut s'ajouter à leur revenu disponible. Cet élargissement de l'exemption correspond à un investissement de 14 millions de dollars pour le gouvernement.

En mars 2009, on dénombrait 11 347 ménages prestataires qui déclaraient un revenu de pension alimentaire. De ce nombre, 10 720 avaient un chef féminin (10 307 femmes seules et 413 en couple) et 627 avaient un chef masculin (443 hommes seuls et 184 en couple).

5. Selon les données compilées au 21 juillet 2009, excluant les ménages ayant reçu la prime au travail adaptée. Les données relatives à cette dernière sont présentées plus loin.

6. Ministère des Finances, *Le point sur la situation économique et financière du Québec*, 4 novembre 2008, p. 85.

Un assouplissement des règles de comptabilisation des actifs

La mise en vigueur, le 1^{er} décembre 2008, d'articles spécifiques du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles a permis d'assouplir les règles de comptabilisation des revenus pour certains prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours afin de favoriser l'autonomie des personnes. Ainsi, les paiements viagers provenant d'un régime enregistré d'épargne-invalidité sont exclus aux fins du calcul de la prestation jusqu'à concurrence de 300 \$ par mois pour un adulte seul ou une famille composée d'un seul adulte et de 340 \$ par mois pour une famille composée de deux adultes. De la même manière, les paiements viagers provenant d'un régime enregistré d'épargne-invalidité effectués au bénéfice d'un enfant à charge sont désormais exclus du calcul.

Un crédit d'impôt pour soutenir le retour au travail des prestataires de longue durée

En vigueur depuis le 1^{er} avril 2008, le supplément à la prime au travail est un crédit d'impôt qui facilite le retour au travail des prestataires de longue durée des programmes d'aide financière de dernier recours. Un montant de 200 \$ peut leur être versé par anticipation chaque mois pour une période maximale de douze mois, afin de compenser certaines dépenses liées au retour au travail et d'agir comme incitatif au travail.

Depuis le 1^{er} avril 2009, la participation au Programme alternative jeunesse est également comptabilisée dans les critères d'accès au supplément à la prime au travail. Ainsi, les personnes qui quittent le Programme en raison des revenus provenant de leur travail peuvent recevoir un soutien additionnel pour une période de douze mois. Issue du Pacte pour l'emploi *Plus*, cette mesure fiscale vise à rendre le travail plus attrayant en augmentant la rémunération initiale de jeunes travailleuses et travailleurs à faible revenu.

Pour l'année financière 2008, plus de 3 000 ménages se sont prévalus de ce crédit d'impôt remboursable, ce qui constitue un investissement de près de 2,6 millions de dollars⁷.

3.1.2. Des mesures à l'intention de groupes à risque de pauvreté persistante

Certaines mesures du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ont pour objectif d'appuyer des groupes ciblés dans leurs démarches vers l'autonomie socioéconomique, notamment les personnes plus éloignées du marché du travail, les personnes immigrantes ainsi que les travailleuses et les travailleurs âgés de 55 ans et plus.

POUR LES PERSONNES PLUS ÉLOIGNÉES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Les programmes d'aide et d'accompagnement social

Des Programmes d'aide et d'accompagnement social (PAAS) ont été mis en œuvre en 2006 et en 2007 afin de permettre aux participantes et aux participants, grâce à une aide et à un accompagnement adaptés à leur réalité, d'entreprendre une démarche personnalisée permettant de lever les obstacles qui nuisent à leur cheminement socioprofessionnel.

Le programme Devenir a été mis en place pour les prestataires d'une aide financière de dernier recours qui éprouvent des difficultés les empêchant d'envisager une intégration au marché du travail à court terme ou d'entreprendre efficacement une démarche dans les services publics d'emploi. Devenir permet aux participantes et aux participants de se préparer à participer à l'une des mesures des services d'emploi à l'intérieur d'un délai de douze mois. Par ailleurs, le programme Interagir s'adresse à une clientèle pour qui l'intégration au marché du travail ne peut être envisagée qu'à plus long terme. Il vise à favoriser le développement et le maintien d'habiletés, d'attitudes ou de comportements favorisant l'insertion et l'implication sociale. Finalement, le programme Réussir, issu d'une collaboration entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), a été mis en œuvre pour répondre aux besoins des personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi afin de leur faciliter l'accès aux études secondaires, professionnelles ou postsecondaires, tout en leur apportant un soutien financier stable mieux adapté à leur réalité et à leur rythme.

Pour l'année financière 2008-2009, les 18,4 millions de dollars investis ont permis 6 430 nouvelles participations aux différents programmes d'aide et d'accompagnement social, soit :

- 2 083 nouvelles participations à Devenir effectuées par 1 951 adultes distincts;
- 4 158 nouvelles participations à Interagir effectuées par 3 783 adultes distincts;
- 189 nouvelles participations à Réussir effectuées par 171 adultes distincts.

L'objectif de 4 000 nouvelles participations par année a donc été dépassé.

Les contrats d'intégration au travail

Les contrats d'intégration au travail, qui visent à favoriser l'embauche et le maintien en emploi des personnes handicapées, permettent aux employeurs, moyennant le respect de certaines conditions, de recevoir une subvention pour compenser le coût des aménagements requis. Le rehaussement du financement de cette mesure dans le cadre du Pacte pour l'emploi a permis de créer 350 nouveaux contrats en 2008-2009, portant le compte à plus de 4 250 personnes participant à cette mesure. Ces contrats correspondent à un investissement de 25,8 millions de dollars.

Le Programme de subvention aux entreprises adaptées

Le Programme de subvention aux entreprises adaptées soutient les entreprises qui offrent des emplois de qualité aux personnes handicapées, tout en respectant leurs capacités. Le Programme finance les salaires et compense les dépenses nécessaires à l'emploi de personnes présentant des incapacités. En 2008-2009, le financement du programme, revu à la hausse avec la mise en place du Pacte pour l'emploi, a amené la création de 195 nouveaux postes de ce genre. Au cours de la dernière année, 55,8 millions de dollars ont été investis dans ce programme.

La prime au travail adaptée

La prime au travail adaptée est un crédit d'impôt remboursable pouvant être versé par anticipation. Elle s'adresse aux personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi et aux personnes handicapées. Elle permet d'appuyer ces personnes qui doivent souvent franchir des obstacles plus importants lorsqu'elles intègrent le marché du travail. Pour l'année financière 2008, on compte 5 944 ménages, dont 3 080 personnes seules, qui se sont prévalus de ce crédit d'impôt, pour un montant total de près de 4,2 millions de dollars.

POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES ET MEMBRES DE MINORITÉS VISIBLES

Une meilleure complémentarité des services publics

Faisant suite à l'Entente interministérielle pour favoriser l'intégration au marché du travail des immigrants et des personnes appartenant aux minorités visibles signée en 2004, une nouvelle entente d'une durée de trois ans a été conclue en septembre 2008. Cette deuxième entente poursuit les objectifs de la première tout en les actualisant sous quatre axes d'intervention, soit :

- le recrutement et la sélection des candidates et des candidats à l'immigration permanente ou temporaire et l'arrimage avec les besoins du marché du travail québécois;
- l'insertion professionnelle des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants et des personnes issues des minorités visibles;
- le soutien et la sensibilisation des employeurs pour favoriser l'insertion professionnelle et le maintien en emploi des nouveaux arrivants et des personnes issues des minorités visibles;
- la régionalisation de l'immigration.

L'Entente vise notamment à assurer une meilleure complémentarité des services entre les différents signataires afin de faciliter le parcours d'insertion professionnelle des personnes immigrantes ou issues d'une minorité visible.

Le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles

S'inscrivant comme mesure issue de l'Entente interministérielle pour favoriser l'intégration au marché du travail des immigrants et des personnes appartenant aux minorités visibles, le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME), mis en place par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles en mai 2005, est une mesure incitative destinée à soutenir les entreprises afin qu'elles embauchent des personnes immigrantes ou issues des minorités visibles pour les postes réguliers qu'elles ont à pourvoir et à créer des conditions qui favoriseront le maintien en emploi de ces personnes une fois la période subventionnée terminée. Le programme fait partie des mesures disponibles dans le coffre à outils d'Emploi-Québec, qui le gère. Le financement de ce programme a été revu à la hausse dans le cadre du Pacte pour l'emploi.

De juin 2005 à la fin de mars 2009, 3 425 personnes ont bénéficié de ce programme pour lequel plus de 7 millions de dollars ont été investis en 2008-2009 seulement. Pour la seule année 2008-2009, 1 008 nouvelles personnes ont participé au Programme. De ce nombre, 390 étaient des femmes et 618 étaient des hommes. Notons que le taux de nouvelles participations des femmes est en croissance depuis le lancement du programme, passant de 31,2 % en 2005-2006 à 38,7 % en 2008-2009.

La simplification de l'accès aux professions et aux métiers réglementés pour les personnes immigrantes

L'accès des immigrantes et immigrants aux professions et aux métiers réglementés présente plusieurs difficultés au Québec, comme en font foi les 4 200 demandes enregistrées par les ordres professionnels du Québec en 2008. Afin d'améliorer cette situation, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), qui est maître d'œuvre dans les actions entourant l'amélioration de la reconnaissance des études et des compétences des personnes immigrantes, prévoit 4 millions de dollars annuellement pour les projets et les activités visant à faciliter l'accès des personnes formées à l'étranger aux professions régies. En 2008-2009, dix nouvelles ententes avec des ordres professionnels ont été ratifiées à cet égard.

Il faut également souligner que le Service d'information sur les professions et les métiers réglementés (SIPMR), offert par le MICC, a reçu et aidé près de 1 900 personnes au cours de la dernière année financière. Dans le même esprit, mentionnons que, pour l'année 2008-2009, plus de 16 000 évaluations comparatives des études effectuées à l'extérieur du Québec ont été délivrées à des personnes ayant pour la plupart l'intention d'utiliser ce document pour trouver un emploi.

POUR LES PERSONNES PLUS ÂGÉES

Des projets propres aux travailleuses et travailleurs âgés

L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) résulte d'une entente conclue entre les gouvernements du Québec et du Canada. Elle vise à favoriser la réinsertion professionnelle de travailleuses et de travailleurs âgés touchés par des licenciements. Devant initialement se terminer en mars 2009, cette entente a récemment été prolongée jusqu'en mars 2012. Elle dote Emploi-Québec d'une enveloppe de près de 59 millions de dollars pour la période couverte.

L'ICTA permet la création de projets à l'intention des travailleurs âgés de 55 à 64 ans⁸ qui ont perdu leur emploi, qui n'ont pas toutes les compétences nécessaires à l'obtention rapide d'un nouvel emploi et qui résident dans une collectivité aux prises avec des difficultés (graves problèmes de chômage, réductions des activités de travail, fermetures d'industries essentielles ou régions éloignées sans services d'emploi)⁹. En 2008-2009, 1 472 participations à des projets liés à l'ICTA ont été recensées.

8. Les participantes et participants admissibles peuvent également être âgés de 50 à 54 ans ou de 65 ans et plus à la condition que leur participation n'entraîne pas l'exclusion de travailleuses et travailleurs âgés de 55 à 64 ans et que la majorité des participantes et participants au projet soient âgés de 55 à 64 ans.

9. Seules les municipalités de plus de 250 000 personnes (Laval, Montréal et Québec) sont exclues des projets d'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés.

Des mesures et des activités d'aide à l'emploi adaptées

Au cours de l'année 2008-2009, la participation aux mesures et aux services d'Emploi-Québec destinés aux personnes âgées de 55 ans et plus a continué de progresser. En effet, entre 2003-2004 et 2008-2009, on observe une hausse de 75,1 % (de 15 786 à 27 635 participants) du nombre de personnes participantes issues de cette catégorie d'âge, ce qui correspond à une hausse de 5 489 personnes par rapport à l'an dernier. Par exemple, il faut noter qu'au cours des années précédentes, un assouplissement a été apporté aux règles de la Mesure de formation de la main-d'œuvre afin d'adapter le rythme de formation, notamment pour tenir compte des besoins des travailleuses et des travailleurs âgés.

Les personnes âgées de 55 à 64 ans continuent d'occuper une place importante sur le marché du travail. Leur taux d'activité, qui était de 49,9 % en 2003, a atteint 54,1 % en 2008¹⁰, soit 48,8 % chez les femmes¹¹ et 59,6 % chez les hommes¹².

3.1.3. L'amélioration des conditions d'habitation

La mise en chantier de nouveaux logements sociaux, communautaires ou abordables

L'accès facilité à un logement adéquat à coût abordable pour les personnes et les familles en situation de pauvreté fait partie des mesures présentées par le gouvernement en 2004. À ce titre, le gouvernement a consenti 1,041 milliard de dollars depuis 2003 pour que soient créés 27 000 logements sociaux, communautaires ou abordables dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec. Au 31 mars 2009, 16 002 nouveaux logements avaient été livrés, 5 041 logements étaient en voie de livraison et 1 186 étaient en analyse et 1 542 étaient en développement.

Soulignons que le programme AccèsLogis Québec comprend notamment deux volets s'adressant à des ménages plus à risque de se retrouver en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, soit les personnes âgées en légère perte d'autonomie et les personnes ayant des besoins particuliers de logement en raison des problèmes qu'elles éprouvent sur le plan social.

L'amélioration de logements privés existants

Les interventions du gouvernement du Québec afin d'améliorer la qualité des logements privés sont réalisées principalement dans le cadre des programmes Rénovation Québec et RénoVillage. Le premier a permis des interventions sur 8 341 logements en 2008-2009 (5 907 en 2007-2008). Il a pour objectif de revitaliser les secteurs résidentiels dégradés des municipalités participantes. Le second offre un soutien financier aux propriétaires-occupants à faible revenu, vivant en milieu rural, afin de corriger des défauts majeurs à leur résidence. En 2008-2009, 2 567 logements de ce type ont été améliorés par ce programme (2 369 en 2007-2008). Par ailleurs, on peut également mentionner le Programme de réparations d'urgence, qui s'adresse aux mêmes personnes que RénoVillage, mais qui vise à éliminer les défauts qui présentent une menace pour la santé des occupants. En 2008-2009, 465 logements ont été améliorés grâce à une subvention de ce programme (401 en 2007-2008). Au total, près de 55 millions de dollars ont été investis dans ces trois programmes en 2008-2009.

10. Institut de la statistique du Québec, *Taux d'activité selon certains groupes d'âge, moyennes annuelles*, Québec, Ontario, Canada, de 1976 à 2008, 17 février 2009.

11. Institut de la statistique du Québec, *Taux d'activité des femmes selon certains groupes d'âge*, 17 février 2009.

12. Institut de la statistique du Québec, *Taux d'activité des hommes selon certains groupes d'âge*, 17 février 2009.

La mise à niveau des logements publics

Dévoilé en 2007, le Plan québécois des infrastructures comprend un volet « logements publics » qui permet d'effectuer des réparations importantes et des rénovations sur plusieurs unités d'habitations à loyer modique (HLM). L'investissement pour 2008 s'élève à 246,4 millions de dollars, en nette hausse par rapport aux 105 millions de dollars accordés en 2007. Un bilan de l'état de ces logements se poursuit pour déterminer les priorités selon l'importance des réparations et des rénovations à effectuer.

Rappelons que, en vertu du Plan québécois des infrastructures qui couvre la période 2008-2013, et des annonces faites dans le cadre du budget du Québec 2008-2009, un montant de 1,4 milliard de dollars, provenant des gouvernements provincial et fédéral ainsi que de certaines municipalités, est prévu pour améliorer et rénover le parc de logements publics d'ici 2013.

L'adaptation de logements pour les personnes handicapées

Afin d'améliorer les conditions de vie des personnes handicapées, le Programme d'adaptation de domicile (PAD) leur apporte une aide permettant d'effectuer les travaux nécessaires à l'adaptation de leur logement. Entre le 1^{er} avril 2008 et le 31 mars 2009, la Société d'habitation du Québec (SHQ) a engagé 15,1 millions de dollars pour l'adaptation ou la mise à niveau de 1 073 logements, 1,5 million de dollars pour la réparation d'équipements spécialisés (afin de répondre à 3 105 demandes) et 1,7 million de dollars pour le remplacement de plateformes élévatrices pour fauteuils roulants.

Au cours de la période 2009-2011, le Programme bénéficiera d'un budget total de 40 millions de dollars.

Notons également que les investissements s'élèvent à plus de 51 millions de dollars depuis 2004 et que des modifications au processus administratif ont permis d'éliminer la liste d'attente du Programme qui existait auparavant à la SHQ. Il reste toutefois à résoudre certaines difficultés qui ralentissent l'adaptation des logements une fois le dossier accepté par la Société d'habitation du Québec.

La lutte contre l'itinérance

L'Initiative des partenariats de lutte contre l'itinérance (IPLI) est un programme d'action communautaire du gouvernement fédéral qui vise la réalisation de projets destinés aux personnes itinérantes ou à risque de le devenir. Au Québec, il est administré par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Au cours de la période 2007-2009, plus de 250 projets ont été réalisés. Ils ont permis de mieux outiller les organismes travaillant en itinérance, de réduire la pression sur les refuges et d'augmenter l'offre de logements avec soutien communautaire. Le programme a également permis d'amorcer une nouvelle approche de concertation et une sensibilisation du réseau de la santé aux diverses facettes de l'itinérance. Cette entente Canada-Québec a été renouvelée pour la période 2009-2011.

Notons également que, toujours dans le cadre de l'Initiative de partenariat de lutte contre l'itinérance, la Société d'habitation du Québec a appuyé la réalisation de logements sociaux destinés à des personnes à risque de devenir sans abri par l'entremise du volet III du programme AccèsLogis Québec.

Par ailleurs, le ministère de la Santé et des Services sociaux a rendu public, en septembre 2008, le cadre de référence *L'itinérance au Québec*. Ce document présente des pistes d'action pour intervenir efficacement afin d'aider les personnes itinérantes et de prévenir le risque d'itinérance chez d'autres personnes. Dans le même sens, la Commission des affaires sociales a tenu des audiences publiques, à l'automne 2008 et en mars 2009, sur le phénomène de l'itinérance au Québec. Au total, 145 mémoires ont été déposés devant la Commission et 105 personnes ou groupes ont été entendus.

Le soutien aux actions communautaires en logement social

Lancé en novembre 2007, le Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social a été élaboré pour appuyer et bonifier l'offre de service de soutien communautaire au logement social à même le milieu de vie et pour améliorer la complémentarité avec les services offerts par le réseau public de la santé et des services sociaux. Les projets issus d'initiatives locales et régionales, mis en œuvre en collaboration avec les agences de la santé et des services sociaux, sont financés à partir d'un budget annuel de 5 millions de dollars en provenance du ministère de la Santé et des Services sociaux, auquel certaines agences ajoutent des montants provenant de leurs budgets respectifs.

Au 31 mars 2009, près de 165 ententes avaient été ratifiées dans 16 régions du Québec, touchant les locataires de 29 901 unités de logement. Un total de 5,6 millions de dollars a été investi par le MSSS et ses agences en 2008-2009 pour mettre sur pied des activités et mener des actions ayant pour but d'améliorer le bien-être des personnes et des familles qui vivent dans un logement social.

Dans un même ordre d'idées, deux autres programmes financés par le gouvernement permettent également de soutenir les initiatives communautaires en habitation.

Le Programme d'aide aux organismes communautaires appuie financièrement les organismes dont le mandat est de contribuer au développement du milieu social et communautaire en matière d'habitation ou à la prise en charge des conditions d'habitation et du milieu de vie par les citoyennes et citoyens. En 2008-2009, on compte 44 organismes communautaires en habitation qui ont pu bénéficier d'un appui financier à leur mission globale à partir d'un budget de 1,4 million de dollars.

Le second, le Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM, permet la réalisation de projets ponctuels d'action communautaire en habitation à loyer modique (HLM). Les projets financés visent à favoriser la participation des résidentes et des résidents dans la prise en charge de leur milieu de vie. Ils visent aussi à créer des milieux de vie familiale, communautaire et sociale stimulants qui favorisent les rapprochements intergénérationnels et interculturels. Les projets financés par l'entremise de ce programme, qui existe depuis 1998, concernent surtout des personnes issues de communautés culturelles, des personnes âgées ainsi que des familles et des personnes seules en situation de pauvreté. En 2008-2009, le Programme a permis de financer 84 projets, pour un total de plus de 465 000 \$.

3.1.4. L'amélioration des conditions de vie des personnes et des familles

L'amélioration de la sécurité alimentaire

Au moyen de certains investissements réalisés dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le gouvernement soutient divers organismes qui assurent la sécurité alimentaire de personnes en situation de pauvreté et favorise ainsi le développement de nouvelles approches et de formations. Le soutien accordé vise notamment à appuyer des projets d'action concertée favorisant l'autonomie ou le dépannage alimentaire dans les différentes régions du Québec. Un montant de 3,2 millions de dollars est réparti entre les agences de la santé et des services sociaux par l'entremise des directions de santé publique qui allouent les budgets. Quatre agences ont investi des montants additionnels cette année. Le financement accordé au cours de la dernière année, qui s'élève à 3,4 millions de dollars, a permis :

- le soutien à la mission globale de l'Association québécoise des banques alimentaires et des Moissons et du Regroupement des cuisines collectives du Québec;
- l'élaboration d'ententes avec ces organismes nationaux pour des projets spécifiques;
- le soutien à des projets d'action concertée visant le développement de la sécurité alimentaire dans les collectivités québécoises.

Dans ce dernier cas, l'approche adoptée favorise l'engagement du milieu dans l'exploration de solutions de rechange à la distribution de denrées alimentaires. Au cours de la dernière année, 80 % des montants versés par les agences de la santé et de services sociaux pour la sécurité alimentaire ont été consacrés à des projets s'inscrivant dans cette approche. Les autres 20 % du budget ont servi au dépannage alimentaire, qui permet de répondre à des besoins ponctuels ou à des urgences.

Mentionnons également que le ministère de la Santé et des Services sociaux a investi un montant de 408 000 \$ pour :

- la création d'une formation en hygiène et en salubrité pour les organismes dont les activités portent sur la sécurité alimentaire;
- le déploiement de cette formation dans toutes les régions du Québec;
- l'évaluation du coût d'un panier de provisions nutritives dans trois régions du Québec.

L'alimentation des enfants pour soutenir leur réussite scolaire

Afin de répondre aux besoins d'aide alimentaire ponctuelle d'enfants issus de milieux défavorisés, quatre ministères¹³ financent le Club des petits déjeuners du Québec depuis 2004. Le Club des petits déjeuners du Québec a pour mission de s'assurer que les enfants du primaire et du secondaire qui fréquentent une école située dans un milieu dont l'indice de défavorisation est élevé aient une alimentation qui favorise leur réussite scolaire et sociale. Plus de 14 800 jeunes répartis dans 225 écoles bénéficient quotidiennement des petits déjeuners offerts par l'organisme. Pour la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, 1,7 million de dollars a été investi dans le soutien du Club des petits déjeuners du Québec.

13. Il s'agit du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

La gratuité des médicaments pour plusieurs personnes en situation de pauvreté

Depuis la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'accès gratuit aux médicaments, offert dans le cadre du régime public d'assurance médicaments, a été élargi deux fois, soit le 1^{er} juillet 2005 et le 1^{er} juillet 2007. Cet accès gratuit est maintenant offert aux personnes âgées de 65 ans et plus qui reçoivent une prestation correspondant à au moins 94 % du montant maximal du Supplément de revenu garanti et aux prestataires du Programme d'aide sociale. Ainsi, ce sont 313 460 personnes de plus qui bénéficient de médicaments gratuits, pour un investissement annuel de 29 millions de dollars.

Le rehaussement des seuils de l'aide juridique

L'aide juridique offre la possibilité aux personnes les plus démunies de recourir gratuitement aux services d'une avocate ou d'un avocat. Les seuils d'admissibilité à cette aide, qui permet à ces personnes de faire valoir leurs droits devant les tribunaux, ont été relevés trois fois depuis l'adoption du plan d'action. La révision de 2006 a donné lieu à la première augmentation des seuils d'admissibilité depuis 1982 pour les personnes seules et depuis 1996 pour les familles. Les seuils d'admissibilité à l'aide juridique connaîtront des augmentations annuelles jusqu'au 1^{er} janvier 2010 inclusivement. Pour 2008-2009, cette amélioration représente un investissement de 7 millions de dollars.

Un appui reconduit au Réseau québécois du crédit communautaire

Le crédit communautaire constitue un important outil de développement social et économique qui se distingue du crédit traditionnel, puisqu'il permet la mise sur pied d'approches et de projets hors normes et innovateurs. Le crédit communautaire favorise la création et le maintien de petites entreprises par un accompagnement personnalisé et par l'attribution de prêts ou de garanties de prêts. Il s'agit donc d'une solution qui répond aux besoins des initiatrices et initiateurs de projets d'entreprises qui, autrement, seraient exclus de toutes les sources de financement. En 2008-2009, les organismes membres du Réseau québécois de crédit communautaire ont bénéficié d'un montant de 2,2 millions de dollars. Devant prendre fin en mars 2009, l'entente de financement passée avec le Réseau a été bonifiée et reconduite jusqu'en mars 2010.

En 2008-2009, les 21 organismes de crédit communautaire ont accompagné 1 879 personnes. De ce nombre, 61 % sont allés de l'avant avec leur projet, soit en préparant, en démarrant ou en consolidant leur entreprise. La majorité des personnes accompagnées au cours de l'année étaient des femmes (56 %). Notons également que les jeunes formaient une part importante de cette clientèle (45 % avaient entre 18 et 35 ans) et qu'une forte proportion de l'ensemble des personnes appuyées étaient à faible revenu.

L'appui gouvernemental aux organismes communautaires

Les organismes communautaires québécois jouent un rôle important dans le maintien et l'amélioration des conditions de vie des citoyennes et des citoyens, notamment celles des personnes exclues socialement et économiquement. Ces organismes constituent des lieux d'engagement, proposent souvent de nouvelles façons de faire et permettent

de sortir des sentiers battus, entre autres choses, en ce qui a trait à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Leurs actions et leurs services sont très diversifiés. Ils s'adressent notamment à des groupes plus vulnérables, tels que les jeunes en difficulté, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes itinérantes, les personnes immigrantes, les personnes ayant une déficience intellectuelle ou des problèmes de santé mentale, etc.

Le gouvernement appuie ces initiatives dans le cadre de la politique *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*. Le soutien financier versé par une vingtaine de ministères et d'organismes gouvernementaux aux organismes communautaires est passé de 587,1 millions de dollars en 2003-2004 à 794,7 millions de dollars en 2008-2009. De cette somme, 495,7 millions de dollars ont servi à appuyer la mission d'organismes.

3.2. Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes

Plusieurs mesures du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale revêtent un caractère préventif et s'adressent à différents groupes ciblés afin de briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle et de donner à toutes les personnes, femmes et hommes, la possibilité d'accéder à de meilleures conditions de vie.

3.2.1. Le soutien aux parents et à la petite enfance

Un régime d'assurance parentale sollicité

Le Régime québécois d'assurance parentale a été mis en œuvre en janvier 2006 à l'intention des nouveaux parents qui prennent congé pour prendre soin de leur enfant. Deux options de versement, caractérisées par des durées et des taux de prestation différents, sont offertes aux parents. Le Régime est notamment offert aux travailleuses et travailleurs autonomes.

Au cours de l'année 2008, 121 580 personnes ont reçu des prestations en vertu du Régime, soit 54 154 pères et 67 426 mères¹⁴. De ce nombre, 2 712 mères et 1 885 pères étaient des travailleurs autonomes, pour un total de 4 597 personnes. Pour 2008, un montant de 1,562 milliard de dollars a été distribué sous forme de prestations pour soutenir les parents du Québec et leurs jeunes enfants pour un départ réussi dans la vie.

Le Régime offre également aux ménages un supplément pour faible revenu. En 2008, le supplément pour faible revenu a été versé à 8 224 personnes pour un montant total de 11,7 millions de dollars.

14. Les personnes qui ont commencé à recevoir leurs prestations en 2007 ne sont pas calculées dans ces données.

Un partenariat pour agir dès le plus jeune âge

Autonomie Jeunes Familles, une corporation dont l'objectif est de réduire de façon préventive la pauvreté des enfants, est le résultat d'un partenariat financier s'élevant à 10 millions de dollars entre la Fondation Lucie et André Chagnon et le gouvernement du Québec. Ce partenariat, qui devait s'achever en 2009, a été prolongé jusqu'en août 2010. Le principal objectif de la corporation est de faire en sorte que les enfants issus de milieux moins favorisés atteignent le même stade de développement que la moyenne québécoise au moment d'entreprendre leur parcours scolaire. Au 31 mars 2009, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale avait engagé, depuis la signature de l'entente en décembre 2004, près de 4,3 millions de dollars dans les projets appuyés par Autonomie Jeunes Familles. Parmi ceux-ci, mentionnons le soutien au Centre Premier Berceau dont le principal objectif est d'intervenir rapidement auprès des jeunes femmes enceintes et des couples provenant de milieux défavorisés. Au 31 décembre 2008, ce projet avait accueilli 319 couples ou familles monoparentales. Près de 250 nourissons ont vu le jour au Centre et l'ont fréquenté.

Des interventions préventives en périnatalité et à la petite enfance

Le ministère de la Santé et des Services sociaux a publié en 2004 un cadre de référence sur les services intégrés en périnatalité et à la petite enfance à l'intention des familles vivant en situation de vulnérabilité. Les services intégrés ciblent deux groupes de personnes :

- les femmes enceintes et les mères âgées de moins de 20 ans, les pères et leurs enfants de 0 à 5 ans ;
- les femmes enceintes et les mères âgées de 20 ans ou plus, les pères et leurs enfants de 0 à 5 ans vivant dans l'extrême pauvreté.

Ils visent à favoriser le développement optimal des enfants de 0 à 5 ans, à prévenir les problèmes d'abus, de négligence et de violence envers les enfants et à soutenir les femmes enceintes et les parents dans l'établissement d'une relation chaleureuse avec leur enfant et dans l'exercice de leur rôle éducatif. Ils sont offerts dans toutes les régions du Québec. Les centres de santé et de services sociaux en sont les principaux acteurs. Les services intégrés se traduisent par un accompagnement des familles s'actualisant principalement par des visites à domicile, un soutien à des interventions éducatives précoces auprès des enfants (réalisées en collaboration avec les services de garde éducatifs) et un soutien aux actions intersectorielles visant à créer des environnements favorables (réalisées principalement en collaboration avec les organismes communautaires).

Pour l'année 2008-2009, une proportion de 69,7 % des femmes ayant accouché dans l'année et rencontrant les critères d'admissibilité des services intégrés en périnatalité et à la petite enfance ont bénéficié de ceux-ci, soit 5 557 femmes nouvellement inscrites sur 7 969 nouvelles mères considérées comme participantes potentielles. Une ventilation de ces résultats selon les deux groupes décrits plus haut indique que 88,7 % des 2 139 femmes concernées par le volet Jeunes parents et 62,8 % des 5 830 femmes concernées par le volet Extrême pauvreté ont participé.

Des services de garde éducatifs accessibles aux enfants les plus démunis

Les services de garde éducatifs du Québec ont notamment comme objectif de favoriser le développement des enfants. Le cas des enfants issus de milieux défavorisés fait l'objet d'une mesure du plan d'action. En effet, en 2002, le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) a conclu une entente-cadre avec le MSSS, l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux et des représentants nationaux des centres de la petite enfance afin de favoriser l'accessibilité réciproque et la continuité des services offerts par les centres de santé et de services sociaux et les centres de la petite enfance sur l'ensemble du territoire québécois. Cette entente permet notamment aux centres de la petite enfance de réserver des places pour les enfants dont le dossier relève du centre de santé et de services sociaux, tout en ayant l'assurance de ne pas être pénalisés financièrement pour une place demeurée vacante. Depuis le 1^{er} avril 2005, le MFA a également autorisé les garderies à conclure des ententes semblables avec les centres de santé et de services sociaux.

En mars 2009, 504 centres de la petite enfance et 25 garderies avaient conclu une entente avec 85 centres de santé et de services sociaux.

3.2.2. La réussite et la persévérance scolaires

Dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ses partenaires investissent dans plusieurs programmes et services destinés à favoriser la réussite scolaire.

La mobilisation des communautés pour accroître la réussite scolaire

Élaboré sous l'égide du MELS, le programme Famille, école et communauté : réussir ensemble a été créé à l'intention des parents d'enfants âgés de 2 à 12 ans afin de soutenir la réussite scolaire en milieu défavorisé. Le programme est un projet pilote d'une durée de cinq ans qui a pour objet de mettre en place des communautés éducatives dans des milieux défavorisés en vue de favoriser la réussite scolaire des élèves du primaire. Ces communautés éducatives misent sur des partenariats entre des parents, des travailleuses et travailleurs sociaux, des enseignantes et enseignants et d'autres acteurs des communautés ciblées afin de donner aux activités éducatives, qu'elles soient d'origine institutionnelle ou non, une place prépondérante dans les milieux défavorisés. L'expérimentation s'est terminée en juin 2009 et les étapes d'évaluation et de transfert des connaissances sont en cours.

Parmi les actions mises de l'avant, notons des cours de francisation à l'intention des parents immigrants et l'adaptation des horaires d'une bibliothèque municipale afin de permettre aux élèves d'une école primaire de la fréquenter. On estime que le programme a bénéficié à près de 5 000 enfants dans 24 écoles et qu'il a mobilisé plus de 300 partenaires.

Près de 700 000 \$ ont été investis dans de telles démarches en 2008-2009. Les résultats préliminaires issus des évaluations du programme indiquent des effets positifs sur le sentiment d'appartenance des élèves à l'école et sur leur estime de soi ainsi qu'une réduction significative de l'absentéisme scolaire et une plus grande participation des parents aux études de leur enfant et à la vie scolaire.

L'éveil à la lecture et à l'écriture

Le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés a pour objet premier de stimuler la mise en place et la poursuite d'activités et de projets durables d'éveil à la lecture et à l'écriture. Ces projets se réalisent dans les milieux défavorisés et s'adressent aux familles qui ont des enfants de cinq ans et moins ainsi qu'aux organismes communautaires et publics offrant des services à l'enfance et aux familles. Des pratiques d'éveil à la lecture et à l'écriture sont ainsi intégrées autant dans les organismes que dans les familles.

On compte 77 projets dans les 17 régions administratives. Plus de 2 400 activités d'éveil à la lecture et à l'écriture sont réalisées par les organismes partenaires avec les parents, leurs enfants âgés de cinq ans et moins et d'autres organismes qui s'occupent des enfants en bas âge. Ces projets comptent plus de 900 partenaires différents. Un montant de 720 000 \$ a été investi en 2008-2009 et, au total, plus de 4,3 millions de dollars l'ont été depuis 2003-2004. Le Programme a fait l'objet d'une évaluation pour la période de 2006 à 2009 et sera révisé afin d'être amélioré.

Des investissements additionnels pour le soutien aux élèves en difficulté

Depuis l'année financière 2004-2005, le soutien aux élèves en difficulté fait l'objet d'une enveloppe budgétaire visant notamment à embaucher des spécialistes pour assurer un dépistage précoce des problèmes et un suivi approprié auprès de ces jeunes. L'objectif initial de ces investissements était d'accroître de 600 le nombre d'enseignantes et d'enseignants orthopédagogues au primaire et de 600 également le nombre d'enseignantes-ressources et d'enseignants-ressources au secondaire. Le maintien ou l'embauche de ressources professionnelles et de soutien faisaient aussi partie de l'objectif.

Pour 2006-2007 et 2007-2008¹⁵, les données fournies par les commissions scolaires indiquent que les montants additionnels investis ont généré l'ajout de 543 postes d'enseignantes et d'enseignants orthopédagogues au primaire et de 518 postes d'enseignantes-ressources et d'enseignants-ressources au secondaire. Le nombre de ressources professionnelles et de soutien est également à la hausse pour ces années. Pour l'année 2008-2009, 156,2 millions de dollars ont été investis pour poursuivre les efforts.

L'aide aux devoirs

Le programme Aide aux devoirs a pour objectifs d'augmenter la motivation des élèves du primaire dans la réalisation de leurs travaux scolaires, d'améliorer la qualité des rapports entre les parents et l'école ainsi que d'intéresser davantage la communauté à la réussite des jeunes. Les activités financées comprennent notamment de l'aide aux devoirs deux fois par semaine pour les élèves en difficulté et des ateliers pour faire connaître aux parents les outils et les méthodologies utilisées en classe afin qu'ils puissent mieux assister leurs enfants.

En 2008-2009, le versement de 19,6 millions de dollars a permis de réaliser 1 907 projets répartis dans 1 886 écoles.

Le développement de saines habitudes de vie

S'adressant aux jeunes du troisième cycle du primaire et du premier cycle du secondaire, le programme Écoles en forme et en santé vise à les amener à adopter de saines habitudes de vie, notamment par la pratique régulière d'activités physiques et par l'acquisition du goût pour une saine alimentation. La création de ligues sportives, l'animation d'ateliers de cirque et bien d'autres activités ont été élaborées dans ce cadre. En 2008-2009, près de 5 millions de dollars ont été accordés aux commissions scolaires pour la réalisation de 2 165 projets présentés par plus de 2 000 écoles.

***Le soutien à la réussite éducative
par la stratégie Agir autrement***

Agir autrement est une stratégie d'intervention qui accorde un soutien particulier aux écoles accueillant des élèves venant des milieux les plus défavorisés. Cette stratégie permet à chacune des écoles ciblées de mettre en place des mesures adaptées aux besoins de ses élèves en vue de favoriser leur réussite éducative.

Destinée initialement à un nombre réduit d'écoles secondaires, la stratégie a été élargie en 2007-2008 pour englober les écoles primaires et ajouter de nouvelles écoles secondaires en milieu défavorisé. Ainsi, en 2008-2009, le bassin d'établissements participants se composait de 253 écoles secondaires et de 571 écoles primaires. En 2008-2009, 43 millions de dollars ont été investis dans la stratégie.

La stratégie d'intervention Agir autrement, qui devait se terminer en 2006-2007, a bénéficié de deux années de prolongation dans une perspective de transition. Le cycle d'évaluation de la mise en œuvre et des effets de la stratégie est en cours.

***L'appui aux milieux scolaires
des secteurs défavorisés de Montréal***

Le Programme de soutien à l'école montréalaise, qui existe depuis une douzaine d'années, accorde une aide supplémentaire aux écoles primaires qui accueillent des élèves provenant des milieux les plus défavorisés de l'île de Montréal. Le Programme appuie des projets visant à soutenir la réussite personnelle et des apprentissages en tenant compte des besoins et en contribuant à la mise en place d'une communauté éducative engagée. Durant l'année scolaire 2008-2009, 12,2 millions de dollars ont été alloués au Programme pour financer les activités de 163 écoles qui rassemblent environ 50 000 élèves.

3.2.3. Des mesures à l'intention des jeunes de moins de 25 ans

Afin de prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale de jeunes âgés de moins de 25 ans à risque de pauvreté, le plan d'action comprend un ensemble de mesures qui les touchent plus particulièrement:

L'Engagement jeunesse pour la complémentarité des services

Plusieurs ministères et organismes qui offrent des services aux jeunes¹⁶ ont signé l'Engagement jeunesse, une entente qui accentue la complémentarité de certains programmes ou mesures afin de faciliter la transition des jeunes vers la vie adulte et d'assurer une meilleure réponse à leurs besoins. Le Secrétariat à la jeunesse assume la responsabilité et la coordination de l'implantation de cette entente qui s'inscrit dans la Stratégie d'action jeunesse.

La Stratégie d'action jeunesse donne un cadre à l'ensemble des actions gouvernementales dirigées vers les jeunes. Elle vise à les outiller afin qu'ils puissent se développer au meilleur de leurs capacités. Les principaux objectifs de la Stratégie sont de favoriser la réussite éducative des jeunes, de bonifier leur expérience et leur formation, d'améliorer leurs conditions de vie, d'encourager leur engagement social et de soutenir ceux qui vivent des difficultés. La Stratégie d'action jeunesse a été reconduite au cours des derniers mois et la deuxième mouture couvrira la période 2009-2014 afin d'enrichir le Québec de sa relève.

L'Engagement jeunesse est mis en œuvre ou en cours d'implantation dans les 17 régions administratives du Québec. Il invite les directions régionales des ministères et des organismes, notamment ceux engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, à travailler de concert avec les acteurs régionaux, dont les conférences régionales des élus, les carrefours jeunesse-emploi, les commissions scolaires, les organismes communautaires et le réseau de la santé.

Afin de mettre en œuvre l'Engagement jeunesse sur le territoire du Québec, 21 agentes et agents de liaison ont été engagés au cours de l'exercice 2008-2009. Des comités régionaux regroupant plusieurs partenaires ministériels et non gouvernementaux ont été mis sur pied dans toutes les régions. Pour l'exercice financier 2008-2009, les montants versés aux régions pour l'Engagement jeunesse totalisent 1,2 million de dollars.

Des actions pour amener les jeunes décrocheuses et décrocheurs vers la diplomation

Le Programme d'aide pour favoriser le retour en formation des 16-24 ans permet d'adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes décrocheuses et décrocheurs âgés de 16 à 24 ans et faiblement scolarisés. Au niveau local, le Programme est sous la responsabilité de la commission scolaire. Il est mis en œuvre par des équipes locales comprenant les commissions scolaires, les centres locaux d'emploi, les centres jeunesse, les centres de santé et de services sociaux, les forums jeunesse, les organismes d'employabilité et les entreprises de la région. Chaque équipe dresse le portrait de la situation des jeunes sans diplôme sur le territoire de la commission scolaire et collabore à la détermination des orientations à prendre et des moyens communs à mettre en œuvre pour amener ces jeunes décrocheurs à obtenir leur diplôme ou à entreprendre une démarche pour s'intégrer de façon durable à la collectivité et au marché du travail. Depuis janvier 2004, un montant de 9,5 millions de dollars a été investi dans le Programme.

16. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Secrétariat à la jeunesse.

Le développement de l'autonomie chez les jeunes à risque des centres jeunesse

Le projet Qualification des jeunes vise, par une intervention intensive, à préparer le passage des jeunes qui fréquentent les centres jeunesse à la vie autonome et à assurer leur qualification. Ce projet s'adresse aux jeunes de 16 ans qui ont vécu une période de placement et qui sont plus particulièrement à risque de vivre des situations d'exclusion sociale et de pauvreté à l'atteinte de leur majorité. Afin de prévenir de telles situations, différentes activités leur sont offertes en rapport avec l'emploi et les habiletés sociales nécessaires à leur autonomie.

Un investissement de 3,8 millions de dollars en 2008-2009 a permis de compléter le déploiement de Qualification des jeunes dans l'ensemble des centres jeunesse. L'objectif de joindre 500 jeunes a été atteint. Un nouvel objectif a été fixé afin d'intégrer 190 jeunes de plus aux activités de Qualification des jeunes entre 2010 et 2014.

Des ressources pour accompagner les 16 et 17 ans en difficulté

Implantée en 2006, IDEO 16-17 est une mesure d'accompagnement personnalisé offerte par les carrefours jeunesse-emploi. L'objectif est d'aider les jeunes de 16 et 17 ans en difficulté à réaliser leur projet de vie et à atteindre l'autonomie sociale et professionnelle. Selon leurs besoins, IDEO 16-17 peut aider les jeunes à poursuivre leurs études secondaires, à trouver un emploi, à acquérir une première expérience de travail ou à s'orienter vers des services spécialisés en rapport avec des problèmes personnels (toxicomanie, santé mentale, logement, etc.). L'objectif est de prévenir l'entrée de ces jeunes à l'aide sociale lorsqu'ils atteignent l'âge de 18 ans afin de leur permettre de continuer à cheminer dans l'atteinte de leur autonomie sociale, professionnelle ou personnelle.

Les données de participation disponibles pour 2008-2009¹⁷ indiquent que 2 221 nouveaux jeunes de 16 et 17 ans avaient participé à la mesure, une forte majorité de ceux-ci s'inscrivant dans l'axe de la persévérance scolaire. Un montant de 3,9 millions de dollars a été réparti dans les différents carrefours jeunesse-emploi en 2008-2009.

Par ailleurs, les données issues d'une évaluation de la mesure en 2008-2009 indiquent que, parmi les 1 170 jeunes ayant terminé leur participation à la mesure en 2007-2008, on en dénombrait 592 qui persévéraient toujours à l'école et 351 qui avaient accédé au marché du travail.

Notons finalement que la mesure IDEO 16-17 sera reconduite pour la période 2009-2014.

Un programme pour prévenir l'entrée à l'aide sociale des moins de 25 ans

Implanté en avril 2007, le Programme alternative jeunesse offre aux jeunes âgés de moins de 25 ans une solution de rechange aux programmes d'aide financière de dernier recours. Le Programme vise à soutenir l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, notamment par des mesures incitatives. L'offre de service est variable et s'adapte, en respectant certains paramètres, à la situation de la personne.

Afin de rendre le Programme plus attrayant et de mieux répondre aux besoins des jeunes, l'allocation jeunesse a été rehaussée et s'établit, depuis le 1^{er} janvier 2009, à 155 \$ par semaine pour une personne seule et à 180 \$ pour une personne responsable d'une famille monoparentale.

17. Données du 2 juin 2009 à partir d'une compilation des données complète à 95 %.

Au 31 mars 2009, l'objectif de 7 500 participations pour l'année 2008-2009 avait été atteint, puisqu'on en comptait 7 852. Au total, le Programme correspond à un investissement de 36,8 millions de dollars pour l'année 2008-2009.

Des ressources pour accompagner les 18 à 24 ans en difficulté

Les carrefours jeunesse-emploi participent également à la mise en œuvre de Jeunes en action, un volet de la mesure Projet de préparation à l'emploi, mis en place en avril 2007 par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Jeunes en action s'adresse aux jeunes de 18 à 24 ans qui éprouvent des difficultés socioprofessionnelles sérieuses faisant obstacle à leur intégration au marché du travail à court ou à moyen terme. Cette mesure d'accompagnement vise à amener les participantes et les participants à développer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle.

Par ailleurs, deux projets pilotes ont été réalisés, l'un avec le Centre d'amitié autochtone de Val d'Or et l'autre avec celui de La Tuque au cours de l'année 2008-2009. Ceux-ci seront reconduits pour l'année 2009-2010. De plus, deux nouveaux projets seront réalisés cette année, l'un avec le Centre d'amitié autochtone de Québec et l'autre avec celui de Chibougamau.

En ce qui a trait aux résultats, l'objectif de 2 939 participations pour l'année 2008-2009 a été atteint, 3 225 jeunes ayant participé à Jeunes en action. Au cours de la dernière année, 14,4 millions de dollars ont été versés aux carrefours jeunesse-emploi, aux organismes partenaires, dont les centres d'amitié autochtone, et aux jeunes participantes et participants à Jeunes en action.

Des stages pour explorer le marché du travail

Implanté en novembre 2007 et offert par le ministère de l'Emploi de la Solidarité sociale, le programme Découvrir ouvre les portes d'entreprises à des jeunes adultes éloignés du marché du travail afin qu'ils effectuent des stages d'observation et d'exploration en milieu de travail, d'un maximum de quatre semaines. Ces stages ont pour objectif de valider les choix professionnels des jeunes et de leur permettre de laisser leur marque chez d'éventuels employeurs. En 2008-2009, 581 jeunes ont effectué un stage dans le cadre de Découvrir.

Le jumelage pour aider les jeunes issus de minorités visibles ou de communautés culturelles

La mesure Québec pluriel s'inscrit dans la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009. Avant la mise en œuvre de la Stratégie, elle existait à titre expérimental dans les régions de Montréal et de la Capitale Nationale. Depuis 2006, Québec pluriel est déployée dans six régions où des besoins existent¹⁸. Il s'agit d'une mesure d'accompagnement centrée sur le mentorat en vue de faciliter le retour aux études ou l'insertion et la réinsertion professionnelle de jeunes âgés de 16 à 24 ans issus de minorités visibles et de jeunes de 16 à 35 ans issus de communautés culturelles. L'originalité de la mesure repose principalement sur la démarche de jumelage qui met en contact les jeunes avec des mentors. Ces derniers peuvent partager avec eux leur expérience du marché du travail, leur passion pour leur profession et leurs connaissances relatives à la société québécoise. Québec pluriel offre donc un accompagnement personnalisé axé sur le mentorat.

Au cours de l'année 2008-2009, un investissement de 543 195 \$ a permis la réalisation de 222 jumelages dans l'ensemble des régions couvertes. Ces jumelages ont donné lieu au retour en emploi ou en classe de 163 jeunes.

18. Montréal, Capitale-Nationale, Estrie (Sherbrooke), Laval, Montérégie (Longueuil), Outaouais (Gatineau).

3.2.4. Le soutien aux initiatives favorisant la participation sociale des personnes âgées

Afin de réduire l'isolement des personnes âgées qui se retrouvent parfois dans des situations d'exclusion sociale, le programme Du cœur à l'action pour les aînés du Québec soutient financièrement des projets ponctuels issus du milieu communautaire. Ces projets prennent différentes formes et ont notamment pour objectifs d'encourager la création de liens intergénérationnels, de soutenir les proches aidants et de contrer l'isolement des personnes âgées. Le programme est doté d'un budget de 1,6 million de dollars. En 2008-2009, on dénombre 80 projets subventionnés, répartis dans toutes les régions du Québec.

3.3. Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société

La mobilisation de l'ensemble des acteurs de la société s'avère essentielle pour atteindre l'objectif fixé par la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'esprit de la Loi va d'ailleurs dans le sens de l'engagement de toutes et de tous dans la prévention de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation d'exclusion socioéconomique.

Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale bénéficie d'un outil qui permet de financer différents projets ancrés dans les territoires locaux et régionaux et qui vont dans le sens d'un plus grand engagement des acteurs issus du milieu. Il s'agit du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), qui est à l'origine de multiples interventions originales et novatrices permettant la mobilisation des personnes et des organisations dans la lutte contre la pauvreté.

Le Fonds québécois d'initiatives sociales

Le Fonds québécois d'initiatives sociales a été institué afin d'agir comme catalyseur et levier favorisant l'émergence de stratégies locales et régionales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En 2008-2009, le Fonds a été le véhicule d'investissements s'élevant à 8,6 millions de dollars pour la réalisation de projets liés au plan d'action.

Le soutien à la lutte contre la pauvreté à Montréal

Toujours par l'intermédiaire du FQIS, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a investi un montant de 5 millions de dollars en 2008-2009 dans une entente s'inscrivant dans le prolongement du Contrat de ville et qui avait pour objet le développement social et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale conclue avec la Ville de Montréal pour la période de 2003 à 2007. En mars 2009, le MEES et la Ville de Montréal ont signé le renouvellement de l'entente de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de Montréal. Un investissement du Ministère s'élevant à 24 millions de dollars est prévu sur trois ans pour cette entente, soit 7 millions de dollars en 2009-2010, 8 millions de dollars en 2010-2011 et 9 millions de dollars en 2011-2012.

La démarche mise sur pied par la Ville de Montréal pour lutter contre la pauvreté et mener des actions visant à améliorer les conditions de vie des résidentes et résidents de certains quartiers en difficulté repose, en partie, sur la revitalisation urbaine intégrée, une démarche qui s'apparente à l'approche territoriale intégrée.

Au cours de la dernière année, 242 projets ont été réalisés et plus de 400 partenaires se sont mobilisés pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. À titre d'exemples, des projets ont été réalisés concernant des problématiques socio-urbaines (la prostitution et l'itinérance), l'insertion sociale des jeunes, le soutien à la famille et à la petite enfance, la prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des 18-30 ans.

La mobilisation des acteurs locaux dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

En sollicitant la mise en place de démarches suivant le modèle de l'approche territoriale intégrée, le gouvernement, par l'entremise du MESS et de son agence Emploi-Québec, cherche à créer des mobilisations régionales et locales afin de mettre en place et de soutenir des initiatives de lutte contre la pauvreté enracinées dans chacun des milieux et portées par les acteurs locaux, mettant ainsi à profit leurs connaissances des enjeux propres à leurs territoires. Ainsi, l'approche territoriale intégrée, appliquée à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, se base sur une vision globale et partagée de la situation socioéconomique caractérisant une région ou une localité. Par conséquent, l'intervention territoriale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale se déploie de manière adaptée aux territoires ruraux ou urbains en préconisant une perspective issue du milieu. Des démarches exploratoires avaient été entreprises entre 2004 et 2007.

Depuis, d'autres démarches sur le modèle de l'approche territoriale intégrée, tenant compte des enseignements tirés de ces premières expériences, ont été mises en place par la signature d'ententes. En 2008-2009, le Fonds québécois d'initiatives sociales bénéficiait d'un budget de 832 672 \$¹⁹ pour appuyer la mise en œuvre de stratégies locales à l'intention des personnes démunies et exclues socialement. Au 31 mars 2009, on dénombre 62 territoires de centres locaux d'emploi où l'on trouve une forte concentration de pauvreté qui sont dotés d'une entente avec le Ministère visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, soit 9 de plus que l'année précédente. Les sommes investies dans le cadre de démarches d'approche territoriale intégrée visent à créer un effet de levier souhaitable pour le démarrage de projets pensés par les acteurs des communautés.

Par ailleurs, il faut souligner les démarches menées par la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, en collaboration avec le MESS, pour mettre en place des projets s'inscrivant dans une démarche d'approche territoriale intégrée auprès des communautés autochtones du Québec²⁰. Les premières étapes ont permis le financement d'une recherche-action, un premier investissement de 74 000 \$ par le Ministère. La dernière étape de la recherche-action a permis l'embauche d'un professionnel afin de coordonner la mise en place d'une table multisectorielle pour chacune des nations autochtones et la création de la Fondation autochtone Nouveaux Sentiers qui permettra le financement de projets. Le Bureau de développement social de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador est le leader des étapes subséquentes visant l'établissement d'un plan d'action pour chaque nation, voire pour chacune des communautés.

19. La région de Montréal est exclue étant donné les investissements annuels effectués par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans le cadre des ententes.

20. Ces projets ne couvrent pas les communautés inuites du Nunavik.

3.4. Assurer la constance et la cohérence de l'action

Différents moyens ont été mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale afin d'assurer la constance et la cohérence des actions entreprises.

Des ministères et organismes qui travaillent en collaboration

Regroupant des représentantes et des représentants de plusieurs ministères et organismes²¹ concernés par le plan d'action, le Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est un lieu de concertation et de coordination de l'action visant à lutter contre la pauvreté. Cette collaboration essentielle permet d'ailleurs la réalisation des travaux d'élaboration du prochain plan d'action.

L'évaluation des effets des projets de loi et de règlement sur le revenu

L'évaluation des effets sur le revenu des personnes en situation de pauvreté des différents projets de loi et de règlement présentés par les ministères et organismes constitue un élément majeur permettant d'assurer la cohérence de l'action gouvernementale visant à lutter contre la pauvreté. À ce titre, les projets législatifs ou réglementaires sont analysés en termes d'effets directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus, sont en situation de pauvreté. Le cas échéant, il en est fait état lors de la présentation de ces propositions au gouvernement.

Les travaux du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été mis sur pied dans le cadre de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il remplit la fonction d'organisme conseil du ministre responsable de la lutte contre la pauvreté. Le Comité consultatif joue également un rôle de vigie quant aux effets des politiques gouvernementales sur les situations de pauvreté et d'exclusion sociale.

Afin de remplir son mandat, le Comité consultatif produit des avis, nourris notamment par des consultations ciblées, qui visent à donner un éclairage sur différentes problématiques relatives à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Depuis sa création, le Comité consultatif a produit quatre avis présentés plus loin.

Le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion

En 2008-2009, le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, qui est un lieu d'observation, de recherche et d'échange en matière de pauvreté et d'exclusion sociale, s'est penché sur la formulation d'une proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion sociale qui permettra au Québec de mesurer les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ses recommandations sont formulées dans un rapport intitulé *Prendre la mesure de la pauvreté*. Les indicateurs proposés par le Centre favorisent la prise de décisions éclairée.

21. Les membres du Comité interministériel sont : le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de la Famille et des Aînés, le ministère du Travail, la Société d'habitation du Québec, le Secrétariat à la jeunesse, l'Office des personnes handicapées du Québec et le Secrétariat aux affaires autochtones.

3.5. Des actions additionnelles

Le Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi Plus

Se déployant sur trois ans, le Pacte pour l'emploi est une stratégie qui poursuit l'objectif de doter le Québec d'une main-d'œuvre mieux formée et performante, dans le contexte des défis que posent la concurrence internationale, le développement durable et le déclin imminent de la population active. Le Pacte vient également réaffirmer le rôle fondamental qu'accorde le gouvernement à l'emploi comme vecteur de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Par le Pacte pour l'emploi, le MESS, avec l'appui de partenaires des milieux syndical, patronal, éducatif et communautaire, a élargi l'accès à ses services et mesures pour répondre aux besoins des personnes et des entreprises, résoudre des problèmes de rareté et de qualification de la main-d'œuvre et, enfin, offrir un soutien amélioré à toutes les personnes disponibles pour travailler qui font des démarches en vue d'intégrer de façon durable le marché du travail.

Le Pacte mise sur l'intervention de l'ensemble des forces de la société québécoise afin d'accroître la productivité par la formation, ainsi que par la reconnaissance et le développement des compétences. Il constitue un moyen pour amener vers l'emploi des personnes qui connaissent des difficultés d'intégration au marché du travail. Sur trois ans (de 2008-2009 à 2010-2011), le Pacte représente près de 1 milliard de dollars en investissements publics et privés qui s'ajoutent aux investissements déjà en place pour favoriser l'emploi.

Le Pacte vise notamment à :

- réduire de 50 000 le nombre de prestataires de l'assistance sociale d'ici 2011;
- augmenter de plus de 52 000 le nombre de personnes aidées par les services publics d'emploi dans leur démarche d'insertion professionnelle ou de formation;
- joindre plus de 250 000 travailleuses et travailleurs en entreprise pour le rehaussement de leur qualification professionnelle ou la reconnaissance de leurs compétences;
- offrir à 4 800 entreprises additionnelles les services d'Emploi-Québec afin de répondre à leurs besoins de formation et de reconnaissance des acquis et des compétences de leur main-d'œuvre.

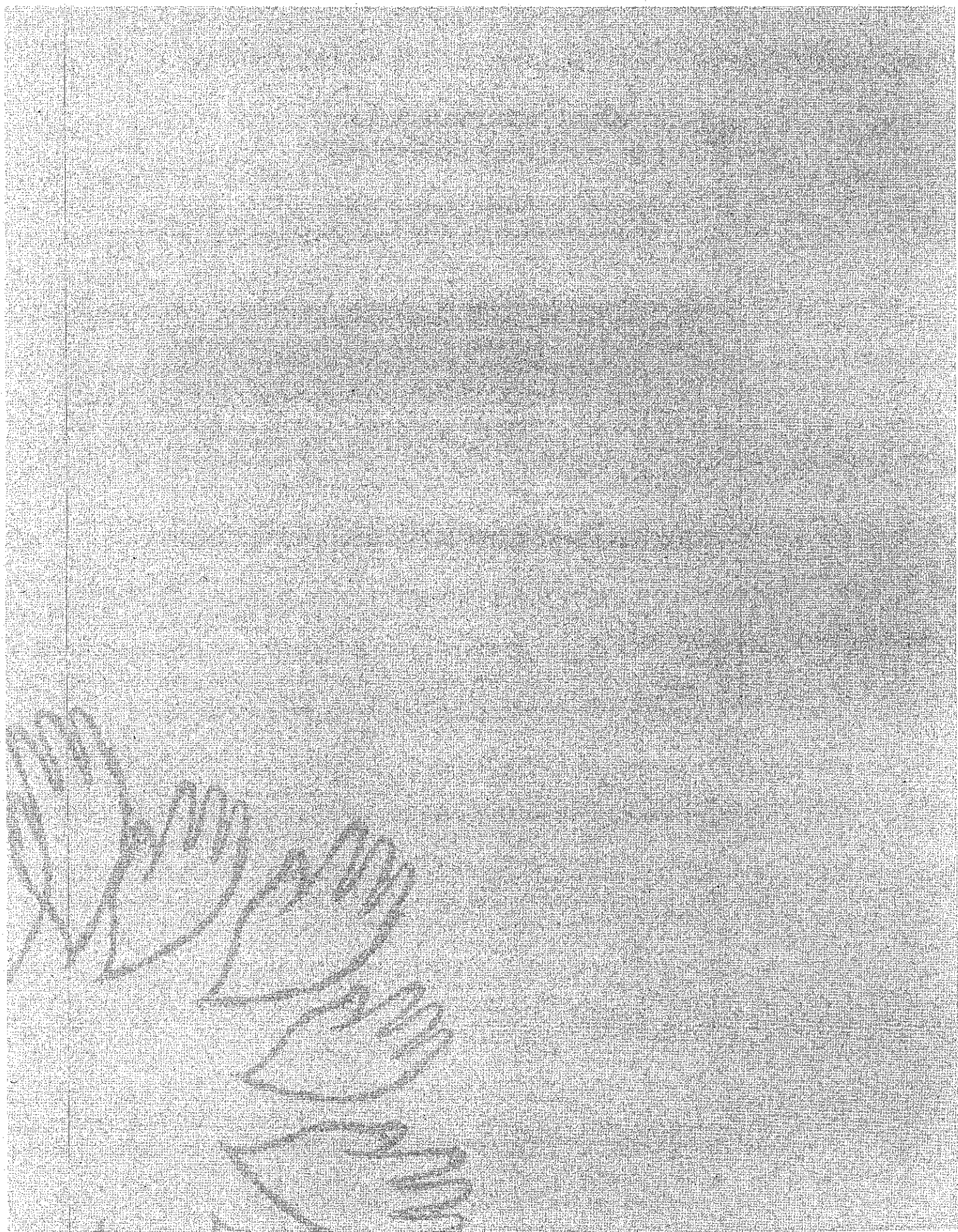
Les données disponibles sur l'atteinte de ces objectifs indiquent que :

- en mars 2009²², on dénombre 484 566 prestataires de l'assistance sociale, ce qui représente une baisse de 6 508 prestataires par rapport au nombre de prestataires de l'assistance sociale durant l'année de référence 2007-2008 (du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008);
- en 2008-2009, on dénombre 43 286 personnes aidées dans le cadre d'une mesure d'insertion professionnelle ou de formation offerte par Emploi-Québec. Il s'agit d'une augmentation de 9 283 personnes comparativement au nombre de personnes servies dans le cadre de ces mêmes mesures durant l'année de référence 2007-2008 (du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008);

22. Différence entre la moyenne du nombre de prestataires de l'assistance sociale d'avril 2008 à mars 2009 et la moyenne du nombre de prestataires de l'assistance sociale d'avril 2007 à mars 2008.

- en 2008-2009, on dénombre 5 296 entreprises soutenues par Emploi-Québec dans leurs besoins de formation (mesure de formation volet entreprise). Cela représente une hausse de 1 240 entreprises par rapport au nombre d'entreprises soutenues par Emploi-Québec durant l'année de référence 2007-2008 (du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008);
- en 2008-2009, Emploi-Québec a joint 114 123 travailleuses et travailleurs en entreprise pour le rehaussement de leur qualification professionnelle ou la reconnaissance de leurs compétences. Cela représente une augmentation de 2 745 travailleuses et travailleurs joints comparativement au nombre de travailleurs joints durant l'année de référence 2007-2008 (du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008).

Les contrechocs de la crise financière américaine et la récession mondiale appellent des actions publiques afin de limiter les effets négatifs sur l'emploi au Québec et de préparer la relance économique. Le Pacte pour l'emploi *Plus* est la réponse gouvernementale à cette situation. Dévoilé en mars 2009, il constitue un deuxième volet du Pacte pour l'emploi et vise à mieux soutenir les personnes qui perdent ou perdront leur emploi. Un des moyens préconisés est d'agir de manière préventive auprès des entreprises susceptibles de connaître des difficultés, notamment par la mesure Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique. Ce volet ponctuel vient ajouter 518 millions de dollars au Pacte pour l'emploi pour les années 2009-2010 et 2010-2011, un investissement provenant de sources publiques et privées.



4. DES RÉSULTATS PROBANTS ET UN PORTRAIT CHANGEANT

4.1. Le taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC)²³

Taux de faible revenu d'après la Mesure du panier de consommation (MPC),
pour toutes les personnes, Canada et provinces, 2000-2007²⁴

MPC	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Canada	14,6	13,5	13,6	13,2	13,1	12,4	11,9	10,1
Terre-Neuve-et-Labrador	24,7	21,0	22,2	18,5	19,5	16,9	15,4	12,3
Île-du-Prince-Édouard	17,4	17,5	14,6	13,8	13,0	12,9	12,2	10,3
Nouvelle-Écosse	18,6	18,3	17,3	17,5	15,4	14,8	13,2	13,3
Nouveau-Brunswick	16,2	15,3	16,6	16,5	15,7	16,6	15,9	13,3
Québec	12,7	12,1	10,9	9,9	8,9	9,7	9,8	8,5
Ontario	12,5	11,6	12,4	12,3	13,1	12,4	12,3	10,3
Manitoba	13,3	12,1	13,4	12,2	11,8	13,0	10,8	8,7
Saskatchewan	15,8	13,9	13,0	13,4	14,3	13,7	13,5	11,3
Alberta	13,0	12,3	10,8	12,5	12,6	10,0	7,8	7,4
Colombie-Britannique	22,6	20,2	21,6	20,3	19,7	16,9	16,3	13,4

Pour les années 2000 à 2007 (dernière année disponible), on constate une baisse généralisée du taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC) dans toutes les provinces. Au Québec, la mise en œuvre des mesures à portée économique du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale participerait, avec un climat économique favorable, à faire diminuer ce taux qui s'établissait à 8,5 % en 2007. Ainsi, n'eût été du plan d'action, qui a contribué à hausser le revenu disponible des personnes à faible revenu, le taux de faible revenu au Québec selon la MPC aurait été plus élevé de 2,0 points de pourcentage en 2005 et de 1,6 points de pourcentage en 2006. Ces écarts correspondent à environ 147 000 personnes de plus qui se seraient retrouvées sous les seuils de faible revenu selon la MPC en 2005 et à environ 119 000 de plus en 2006, si elles n'avaient pas bénéficié des mesures du plan d'action. En 2007, le Québec se situait toujours parmi le groupe de tête des provinces ayant le plus bas taux de faible revenu selon la MPC.

23. Taux de faible revenu : proportion de la population vivant dans des ménages dont le revenu total disponible est inférieur au seuil de la Mesure du panier de consommation.

24. Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada, *Le faible revenu au Canada de 2000 à 2007, selon la mesure du panier de consommation*, SP 909-07-09F, 2009, 83 p. Compilation de la Direction des politiques de sécurité du revenu, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Par ailleurs, le taux de faible revenu varie beaucoup en fonction du type d'unité familiale. En effet :

- le taux de faible revenu des enfants et des jeunes (personnes de moins de 18 ans) a fortement diminué, passant de 15,8 % à 7,3 % entre 2000 et 2007. Pour cette dernière année, le Québec affiche le plus bas taux de faible revenu des moins de 18 ans au Canada, devant l'Alberta qui se situe à 9 %;
- le taux de faible revenu des familles monoparentales a également diminué de façon significative au cours de la même période : il est passé de 37,9 % à 19,7 % entre 2000 et 2007. La baisse fut également importante chez les familles monoparentales qui ont un chef féminin (de 41,6 % à 21,7 % pour la même période), mais ce taux demeure beaucoup plus élevé que pour les familles monoparentales qui ont un chef masculin (14,1 % en 2007). Notons toutefois que le taux de faible revenu des familles monoparentales avec un chef féminin est plus bas au Québec que dans les autres provinces;
- les personnes âgées, tous types de ménages confondus, affichent un taux de faible revenu des plus bas (1,8 % en 2007). Dans le même sens, les personnes âgées vivant seules affichent également un taux de faible revenu très bas au Québec en 2007 (2,7 %). Le Québec se situe dans le peloton de tête en cette matière au Canada;
- les taux de faible revenu des personnes seules demeure toujours les plus élevés en 2007 (hommes seuls non âgés 28,3 % et femmes seules non âgées 31,4 %), en comparaison notamment avec celui des familles d'au moins deux personnes (6 % en 2007).

On constate donc que les politiques publiques qui ont eu le plus d'effets sur la réduction des taux de faible revenu ont davantage soutenu les familles avec enfants au cours des dernières années. Les personnes seules ont moins profité des mesures mises en place depuis 2004. Par ailleurs, la situation des familles monoparentales avec un chef féminin s'est améliorée depuis le début de la décennie, bien que leur taux de faible revenu demeure très élevé.

Taux de faible revenu d'après la Mesure du panier de consommation (MPC), pour les personnes et l'ensemble des unités familiales, selon le type d'unité familiale, l'âge et le sexe, Québec, 2000-2007²⁵

MPC	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Toutes les personnes	12,7	12,1	10,9	9,9	8,9	9,7	9,8	8,5
Moins de 18 ans	15,8	14,5	11,4	9,6	8,3	8,6	9,4	7,3
De 18 à 64 ans	13,7	13,1	12,2	11,4	10,4	11,6	11,6	10,2
65 ans et plus	1,9	2,6	3,3	2	1,6	1,7	1,5	1,8
Hommes	11,6	11,2	10,1	9,6	9	9,6	9,9	8,4
Moins de 18 ans	15,2	13,9	12,2	10,3	9,1	8,7	9,3	8,4
De 18 à 64 ans	12	11,6	10,4	10,8	10,1	11,2	11,4	9,6
65 ans et plus	2,0	2,6	3,4	1,1	1,7	1,5	2,2	1,8
Femmes	13,7	13	11,7	10,1	8,7	9,8	9,8	8,5
Moins de 18 ans	16,3	15,1	10,6	8,8	7,4	8,4	9,6	6,2
De 18 à 64 ans	15,4	14,5	13,9	12,1	10,7	12	11,8	10,8
65 ans et plus	1,7	2,5	3,2	2,6	1,6	1,8	1,0	1,8
Toutes les familles	15,8	15,4	13,9	13	12,4	13,6	13,2	12,3
Familles économiques d'au moins deux personnes	10,1	9,1	9	7,7	6,3	6,8	7	6
Familles âgées	1,9	1,6	4,5	1,7	2,2	2,5	1,6	1,7
Couples mariés âgés	1,0	1,4	1,7	1,0	1,6	1,4	1,0	1,2
Autres familles âgées	5,0	2,1	12,4	3,6	4,2	6,3	3,9	3,5
Familles non âgées	11,5	10,4	9,8	8,6	7	7,5	7,9	6,7
Couples mariés	8,7	9	9	8,3	6,3	7,3	7	6,8
Familles biparentales avec enfants	8,5	8,8	6	5	4,4	4,6	5,7	3,2
Couples mariés avec autres personnes apparentées	3,9	3,6	3,5	2,3	4,7	4,1	0,5	1,6
Familles monoparentales	37,9	30,8	32,1	26,6	22,7	21,6	21,6	19,7
avec un chef masculin	22	11,9	15	11,3	8,7	9,4	8,3	14,1
avec un chef féminin	41,6	35,3	37	30,5	27	25,4	25,9	21,7
Autres familles non âgées	10,9	8	10,2	12,1	5,8	8,5	13,2	10,8
Toutes les personnes seules non âgées	33,6	33,3	29	28,8	29,7	32,6	30,5	29,7
Hommes seuls non âgés	28,7	28,7	24,4	26,8	28,9	31,5	30,2	28,3
Femmes seules non âgées	39,7	39,2	34,6	31,4	30,7	34,1	30,8	31,4
Toutes les personnes seules âgées	2,9	6,0	3,3	2,9	2,3	2,4	2,6	2,7
Hommes seuls âgés	4,3	8,1	4,2	2,3	3,8	2,4	6,6	2,6
Femmes seules âgées	2,4	5,2	3,0	3,0	1,7	2,4	1,0	2,7

25. Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada, *Le faible revenu au Canada de 2000 à 2007 selon la Mesure du panier de consommation (SP 909-07-09F)*, 2009.

Unité familiale : personne seule et famille économique de deux personnes ou plus au sens de Statistique Canada.

4.2. Le travail et l'emploi

Bien que la cinquième année de mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'inscrive dans un contexte de ralentissement économique, le marché du travail est demeuré relativement accessible. Malgré une modeste croissance, l'emploi a atteint un nouveau sommet, avec une moyenne de 3 881 700 emplois pour l'ensemble de l'année 2008.

Le taux de chômage²⁶ est demeuré stable à 7,2 % pour 2008. On constate toutefois une augmentation de ce taux chez les hommes (de 7,9 % à 8,2 %) alors que celui des femmes poursuit son recul (de 6,4 % à 6,2 %). Quant au taux d'emploi des 15-64 ans, il a connu peu de variations entre 2007 et 2008, passant de 74,3 % à 74,2 % chez les hommes, et de 68,8 % à 69,1 % chez les femmes.

Pour 2008, le marché du travail a surtout profité aux femmes, qui ont obtenu près des trois quarts des nouveaux emplois au cours de l'année (22 400 des 30 000 nouveaux emplois). Notons par ailleurs que la majorité des 30 000 postes qui se sont ajoutés au cours de 2008 étaient des emplois à temps plein (70,7 %). Mentionnons également que 5 800 des nouveaux emplois créés en 2008 sont allés à des personnes immigrantes (19,3 % des nouveaux emplois).

Toutefois, la situation décrite ci-dessus est actuellement compromise. En effet, les chiffres disponibles pour les trois premiers trimestres de 2009 indiquent une remontée du taux de chômage due à la crise économique qui sévit actuellement. Les efforts du gouvernement, notamment la mise en place du Pacte pour l'emploi *Plus* et d'autres mesures présentées dans le budget 2009-2010, visent le maintien des acquis des dernières années en matière d'emploi et de lutte contre la pauvreté.

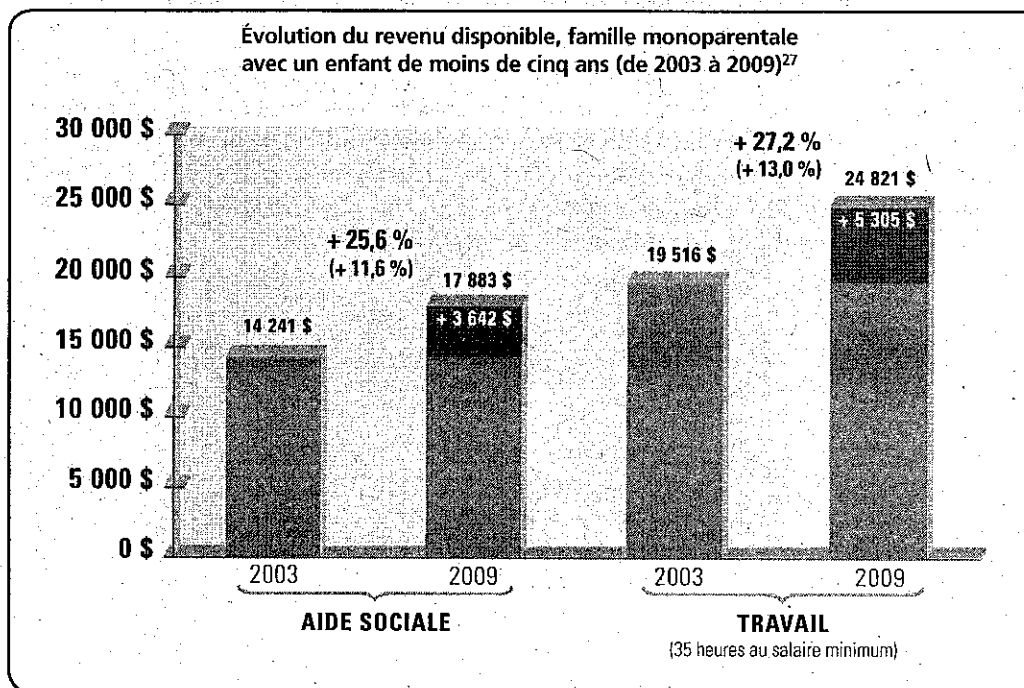
4.3. L'amélioration du revenu disponible

Les mesures à portée économique mises en place dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ont fait progresser le revenu disponible de plusieurs types d'unités familiales québécoises, entre 2003 et 2009. En ce sens, les simulations suivantes sont en phase avec les données concernant les variations des taux de faible revenu selon la MPC présentées précédemment.

Les familles monoparentales (graphique 1)

Les familles monoparentales prestataires du Programme d'aide sociale qui ont un enfant de moins de cinq ans ont vu leur revenu réel augmenter de 11,6 % entre 2003 et 2009, soit une variation de 25,6 % en dollars courants.

Quant aux familles monoparentales qui ont un enfant de moins de cinq ans et dont l'adulte travaille à temps plein au salaire minimum, elles ont vu leur revenu réel disponible s'accroître de 13 %, ce qui correspond à une variation de 27,2 % en dollars courants.



27. Selon une simulation basée sur une semaine de travail de 35 heures au salaire minimum en vigueur à compter du 1^{er} mai 2009, soit 9,00 \$ l'heure.

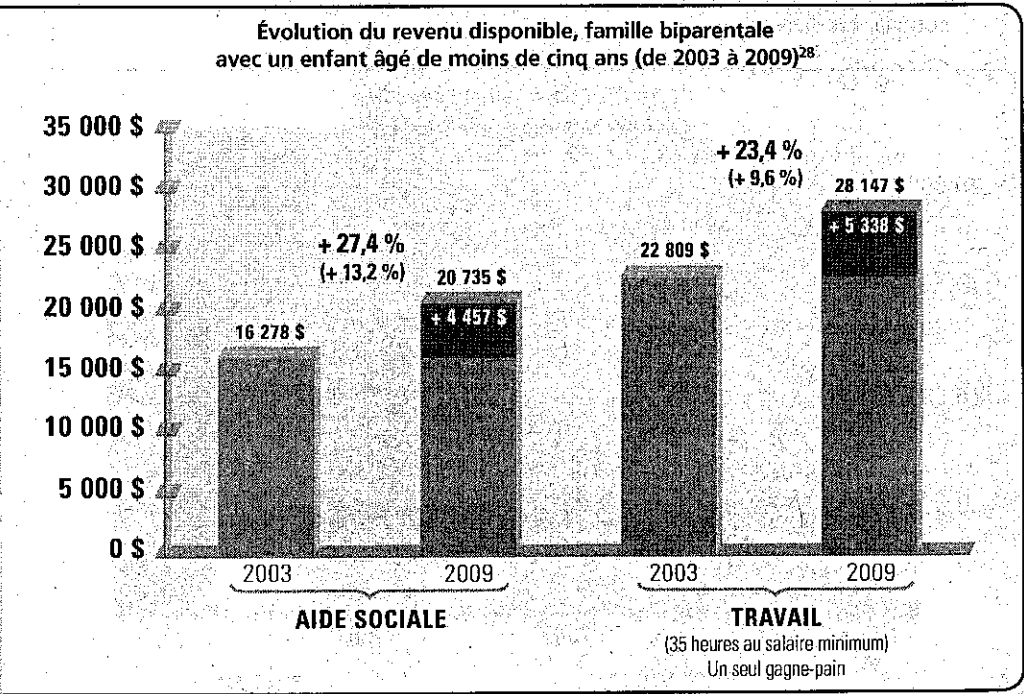
Paramètres d'avril 2003 et de juillet 2009.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction des politiques sociales. Les pourcentages entre parenthèses désignent la variation du revenu disponible tenant compte de l'augmentation du coût de la vie au cours de la période.

Les familles biparentales (graphique 2)

Le plan d'action a également eu un effet positif notable sur le revenu disponible des couples avec enfants. À titre d'exemple, entre 2003 et 2009, le revenu disponible des couples avec un enfant à charge âgé de moins de cinq ans s'est accru de 23,4 % lorsqu'un des deux parents travaille à temps plein au salaire minimum. Il s'agit d'une croissance du revenu de 9,6 % si l'on tient compte de l'inflation au cours de cette période.

Pour les couples prestataires du Programme d'aide sociale, cette augmentation a été de 27,4 %, soit de 13,2 % en tenant compte de la hausse du coût de la vie.



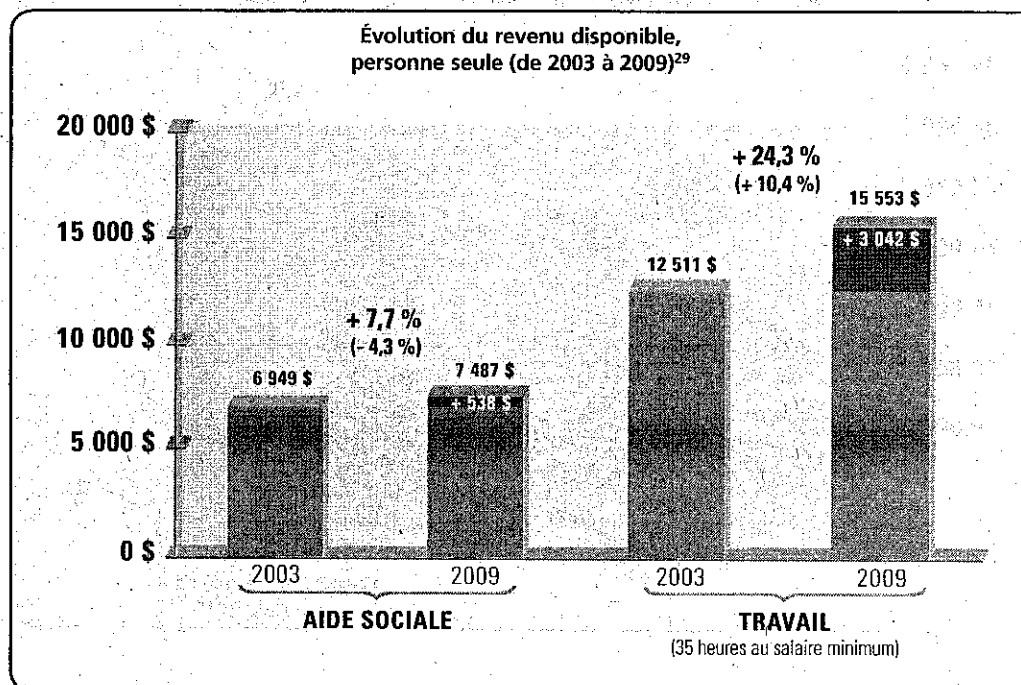
28. Selon une simulation basée sur une semaine de travail de 35 heures au salaire minimum en vigueur à compter du 1^{er} mai 2009, soit 9,00 \$ l'heure.
Paramètres d'avril 2003 et de juillet 2009.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction des politiques sociales. Les pourcentages entre parenthèses désignent la variation du revenu disponible tenant compte de l'augmentation du coût de la vie au cours de la période.

Les personnes seules (graphique 3)

Si les mesures de soutien du revenu ont été favorables aux familles, les personnes seules n'ont pas pu constater des résultats aussi positifs. En effet, entre 2003 et 2009, les personnes seules prestataires du Programme d'aide sociale ont vu leur revenu réel diminuer de 4,3 %.

Pour leur part, les personnes seules qui travaillent ont vu leur revenu réel augmenter de 10,4 % entre 2003 et 2009. Les solutions aux problèmes des personnes seules plus démunies ne sont pas simples et ne sont pas uniquement de nature économique, puisqu'elles présentent souvent des problèmes de santé divers qui affectent leur condition sociale.



29. Selon une simulation basée sur une semaine de travail de 35 heures au salaire minimum en vigueur à compter du 1^{er} mai 2009, soit 9,00 \$ l'heure.

Paramètres d'avril 2003 et de juillet 2009.

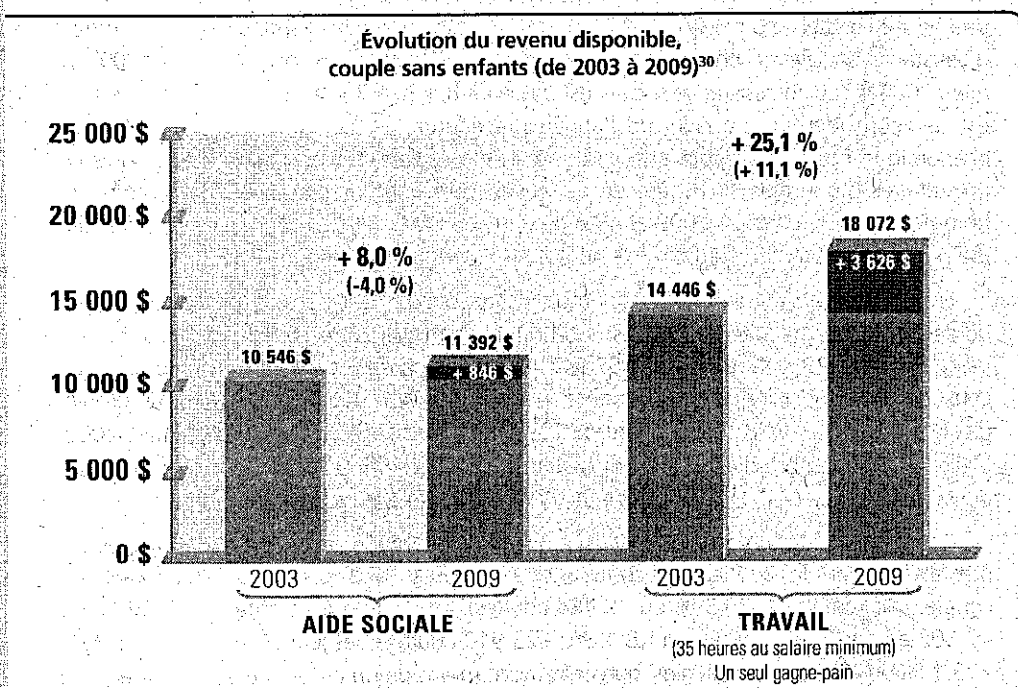
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction des politiques sociales.

Les pourcentages entre parenthèses désignent la variation du revenu disponible tenant compte de l'augmentation du coût de la vie au cours de la période.

Les couples sans enfants (graphique 4)

Les couples sans enfants qui travaillent au salaire minimum ont vu leur revenu disponible s'améliorer de 25,1 %, soit de 11,1 % en dollars constants de 2003.

La situation est toutefois moins favorable aux couples sans enfants prestataires du Programme d'aide sociale. Leur revenu a augmenté de seulement 8 % depuis 2003, ce qui équivaut à une baisse de 4 % lorsqu'on tient compte de l'inflation.



Ainsi, les orientations du premier plan d'action, davantage axé sur les familles, ont permis des gains substantiels pour certains types de ménages, principalement ceux avec des enfants.

30. Selon une simulation basée sur une semaine de travail de 35 heures au salaire minimum en vigueur à compter du 1^{er} mai 2009, soit 9,00 \$ l'heure.

Paramètres d'avril 2003 et de juillet 2009.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction des politiques sociales. Les pourcentages entre parenthèses désignent la variation du revenu disponible tenant compte de l'augmentation du coût de la vie au cours de la période.

4.4. La variation du taux d'assistance sociale depuis 2003

La portée des efforts de lutte contre la pauvreté se mesure également par d'autres indicateurs. Le taux d'assistance sociale, c'est-à-dire la proportion de personnes recevant une aide financière provenant des programmes d'assistance sociale³¹ par rapport à l'ensemble de la population du Québec âgée de moins de 65 ans, figure parmi ceux-ci. Ce taux a connu une baisse constante entre 2003 et 2008, ce qui indique que la clientèle des programmes d'assistance sociale est en diminution. On observe effectivement qu'entre mars 2003 et mars 2008 le taux d'assistance sociale est passé de 8,4 % à 7,4 %. En mars 2009, ce taux est demeuré identique à celui de l'année précédente, en cohérence avec la situation économique moins favorable à la sortie de l'aide sociale. Notons, par ailleurs, que les prestataires d'une aide financière de dernier recours sont en plus forte proportion des hommes (51,8 % en mars 2009 et 49,8 % en mars 2003) et des personnes vivant seules (68,4 % en mars 2009, comparativement à 64 % en mars 2003).

Entre mars 2003 et mars 2009, le nombre de personnes prestataires d'une aide financière de dernier recours (adultes et enfants) a connu une diminution de 10,6 % (leur nombre est passé de 544 229 à 486 282, soit 57 947 personnes en moins). Dans le même sens, on constate que le nombre d'enfants dont les parents reçoivent une aide financière de dernier recours a diminué de 18,2 %, passant de 139 869 en mars 2003 à 114 436 en mars 2009. Également, le nombre d'adultes ayant bénéficié d'une aide financière de dernier recours a diminué de 8,0 % (- 32 514 adultes ou de 404 360 à 371 846 adultes).

Cette baisse du nombre d'adultes a été plus marquée pour certains groupes de prestataires, dont les adultes sans contraintes à l'emploi (- 15,2 % ou - 25 670 adultes), les couples sans enfants (- 23,3 % ou - 9 484 adultes), les couples avec enfants (- 15,2 % ou - 7 502 adultes), les femmes (- 11,8 % ou - 23 910 adultes), les jeunes (moins de 25 ans : - 23,1 % ou - 9 998 jeunes), ainsi que ceux ayant moins de un an de présence consécutive à l'aide financière de dernier recours (- 20,6 % ou - 17 696 adultes). Conséquemment, le profil des prestataires des différents programmes d'aide financière de dernier recours s'est transformé depuis 2003. À cet égard, on constate des durées plus élevées de présence aux programmes d'aide financière de dernier recours (durées cumulées d'au moins dix ans : 54,6 % en mars 2009 comparativement à 50 % en mars 2003).

31. Les programmes d'assistance sociale regroupent les programmes d'aide sociale, de solidarité sociale et le Programme alternative jeunesse.

4.5. Comparaison interprovinciale de l'évolution des ménages prestataires d'une aide financière de dernier recours

La crise financière mondiale qui sévit actuellement engendre des difficultés pour plusieurs ménages canadiens qui se retrouvent dans l'obligation de recourir à l'aide financière de dernier recours.

Évolution des prestataires d'une aide financière de dernier recours au Québec, en Ontario et en Alberta entre les mois d'avril 2008, de mars 2009 et d'août 2009

	QUÉBEC		ONTARIO		ALBERTA	
Mois	Total	var. (%)	Total	var. (%)	Total	var. (%)
Avril 2008	487 903	-	711 159	-	90 211	-
Mars 2009	486 282	- 0,3 %	757 022	6,4 %	101 214	12,2 %
Août 2009	486 158	- 0,4 %	798 105	12,2 %	107 405	19,1 %

1. Les variations sont établies par rapport au mois d'avril 2008.

Source :

Québec - Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations, *Rapport statistique mensuel sur la clientèle des programmes d'assistance sociale*, septembre 2009.

Ontario - Direction de la recherche et de l'analyse en matière de politiques, *Rapport statistique mensuel sur la clientèle à l'aide sociale*, août 2009.

Alberta - Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada, *Rapport sur le nombre de prestataires par provinces et territoires*, septembre 2009.

Bien que l'Alberta n'inclut pas le programme Assured Income for severely handicapped (Revenu assuré aux personnes sévèrement handicapées) pour établir son taux d'assistance sociale, pour les besoins de comparaison, nous avons néanmoins ajouté les prestataires de ce programme.

Dans ce contexte, une comparaison entre l'évolution du nombre de prestataires d'une aide financière de dernier recours en Ontario, au Québec et en Alberta entre les mois d'avril 2008 et mars 2009 semble indiquer que le filet de sécurité sociale québécois a contribué à amoindrir les effets de la récession au Québec. En effet, au cours de cette période, on observe que la variation du nombre de prestataires est significativement moins importante au Québec que dans les deux autres provinces. Les données du mois d'août 2009 confirment l'effet bénéfique des politiques québécoises de lutte contre la pauvreté, dont le Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi *Plus*, qui ont permis à plus de personnes de rester au travail.

5. VERS UN DEUXIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

L'élaboration du deuxième Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est en cours.

Les travaux du Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Institué dans le cadre du premier plan d'action, le Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est composé de représentantes et de représentants des ministères et des organismes dont la contribution à la problématique de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est primordiale. Il est à la fois un lieu de partage d'information sur les mesures entreprises ou envisagées et un catalyseur de l'action gouvernementale concertée en faveur des personnes en situation de pauvreté qui assure l'établissement des liens requis pour la mise en œuvre du plan d'action et la cohérence de la démarche. Il permet également d'assurer un monitoring des processus et des interventions.

Dans le cadre de l'élaboration du prochain plan d'action, le comité interministériel a comme mandat principal d'analyser, de proposer et d'élaborer des mesures, nouvelles ou bonifiées. Ces mesures seront inspirées ou tiendront compte d'un ensemble de consultations, d'avis et de documents issus de sources diverses.

Les avis du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a associé le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à l'élaboration du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Pour ce faire, le ministre a chargé le Comité consultatif d'émettre deux avis au cours de l'année 2009.

Le premier avis porte sur une stratégie pour prévenir la pauvreté persistante de groupes à risque, notamment les immigrantes et immigrants récents, les personnes handicapées et les personnes itinérantes³². Cet avis a été rendu public le 2 avril 2009. Les consultations qui ont permis d'alimenter cet avis font notamment ressortir l'existence de problèmes. En effet, certains groupes de la population vivent ou risquent davantage de vivre une situation de pauvreté persistante qui appelle des interventions soutenues de la part du gouvernement et de ses partenaires. Selon le Comité consultatif, les moyens mis en place pour soutenir les personnes plus vulnérables pourraient être améliorés pour atteindre et aider efficacement les personnes appartenant à ces groupes. Dans son avis, le Comité consultatif propose des moyens pour adapter les services publics généraux à leurs besoins, pour améliorer certaines mesures particulières déjà en place, ainsi que la mise en œuvre d'autres mesures pour améliorer leur situation.

32 Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, *La prévention de la pauvreté persistante*, 2009.

Le deuxième avis comporte des recommandations qui portent sur une stratégie destinée à soutenir les efforts des milieux en situation de pauvreté afin de favoriser la prise en charge de l'action locale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, y compris en ce qui a trait aux problématiques de transport en région éloignée³³. Cet avis a été rendu public le 11 juin 2009. Selon le Comité consultatif, l'approche territoriale constitue une démarche très mobilisatrice de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, car au lieu de renvoyer à la correction de problèmes individuels, elle situe cette lutte dans une perspective de développement local ou régional qui prend en considération les particularités des communautés. Elle mise également sur les ressources des milieux et sur une meilleure emprise des collectivités sur leur développement social et économique. Par ailleurs, le Comité consultatif recommande de délaisser l'approche en silos, qui caractérise une partie des services gouvernementaux, au profit d'un modèle axé sur une plus grande concertation interministérielle.

Ces avis s'ajoutent à un avis dont la production était inscrite dans la Loi et portant sur les cibles d'amélioration du revenu des personnes et des familles³⁴ et à celui publié en 2008 sur les effets des hausses tarifaires³⁵. Ces deux avis contiennent des recommandations qui se rejoignent en ce qui a trait à l'amélioration du revenu des personnes en situation de pauvreté, notamment relativement à la pleine indexation des prestations des programmes d'aide financière de dernier recours.

Les enjeux et les recommandations présentés dans les quatre avis rendus publics par le Comité consultatif seront pris en considération dans l'élaboration du prochain plan d'action.

Les Rendez-vous de la solidarité

Le premier Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été prolongé d'une année pour permettre au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et à la ministre déléguée aux Services sociaux de consulter les acteurs de tous les horizons et de toutes les régions en préparation du deuxième plan d'action. Annoncée le 3 novembre 2008, cette consultation a débuté en juin 2009 et se poursuit au cours de l'automne 2009.

Les résultats de cette démarche, intitulée les Rendez-vous de la solidarité, viendront alimenter et orienter les travaux d'élaboration des mesures du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

33. Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, *Le soutien à l'action locale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, 2009.

34. Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, *Les cibles d'amélioration du revenu des personnes et des familles, les meilleurs moyens de les atteindre ainsi que le soutien financier minimal*, 2009.

35. Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, *Les répercussions des hausses tarifaires sur les conditions de vie des personnes à faible revenu*, 2008.

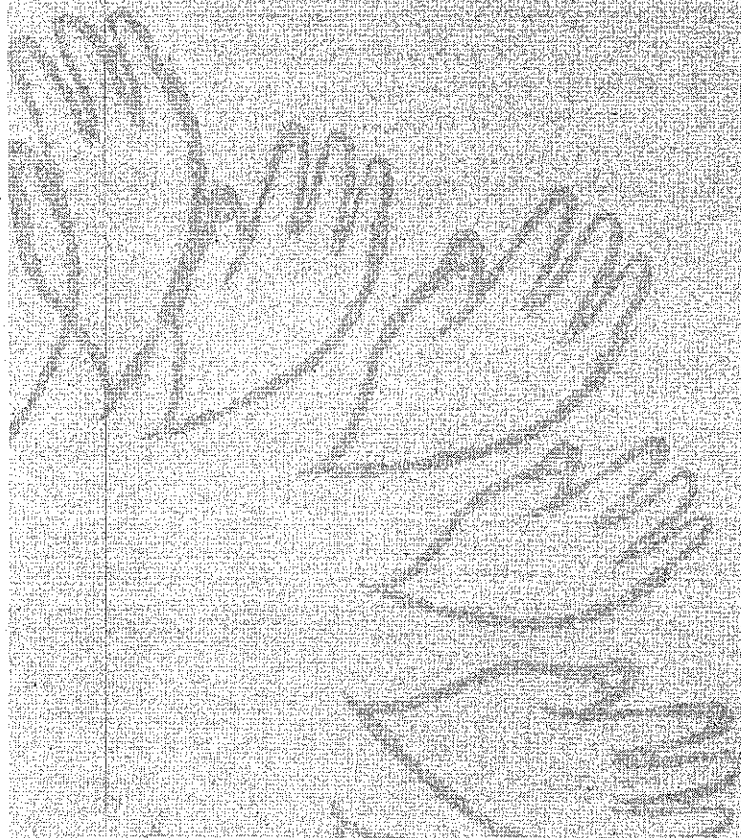
Les travaux du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion

Le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion est à l'origine de plusieurs travaux permettant notamment de prendre des décisions éclairées en ce qui a trait à l'élaboration du prochain plan d'action.

En février 2008, le Centre a fait paraître *Le faible revenu au Québec : un état de situation*. Les personnes seules et les prestataires d'une aide financière de dernier recours y font l'objet d'un portrait détaillé. Le Centre prévoit publier annuellement cet état de situation sur le faible revenu au Québec.

Le Centre a également produit l'avis intitulé *Prendre la mesure de la pauvreté, proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec*, qui répond à l'une des exigences de la Loi. Ce document, qui est endossé par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, a été rendu public en mai 2009. Le Centre y fait la recommandation de privilégier la Mesure du panier de consommation, en complémentarité avec d'autres mesures existantes, comme mesure de référence afin de suivre les progrès réalisés au Québec sous l'angle de la couverture des besoins de base. La Mesure du panier de consommation est donc reconnue comme un outil de suivi au Québec.

Le Centre a aussi lancé une action concertée de recherche au cours de la période 2007-2009. Elle résulte d'un partenariat avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, la Société d'habitation du Québec, la Fondation Lucie et André Chagnon et le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture. Un montant de 1,27 million de dollars a permis de financer sept projets de recherche, un projet de synthèse des connaissances et trois bourses doctorales de recherche. Les rapports issus de l'action concertée de recherche seront aussi pris en considération dans l'élaboration des mesures du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.



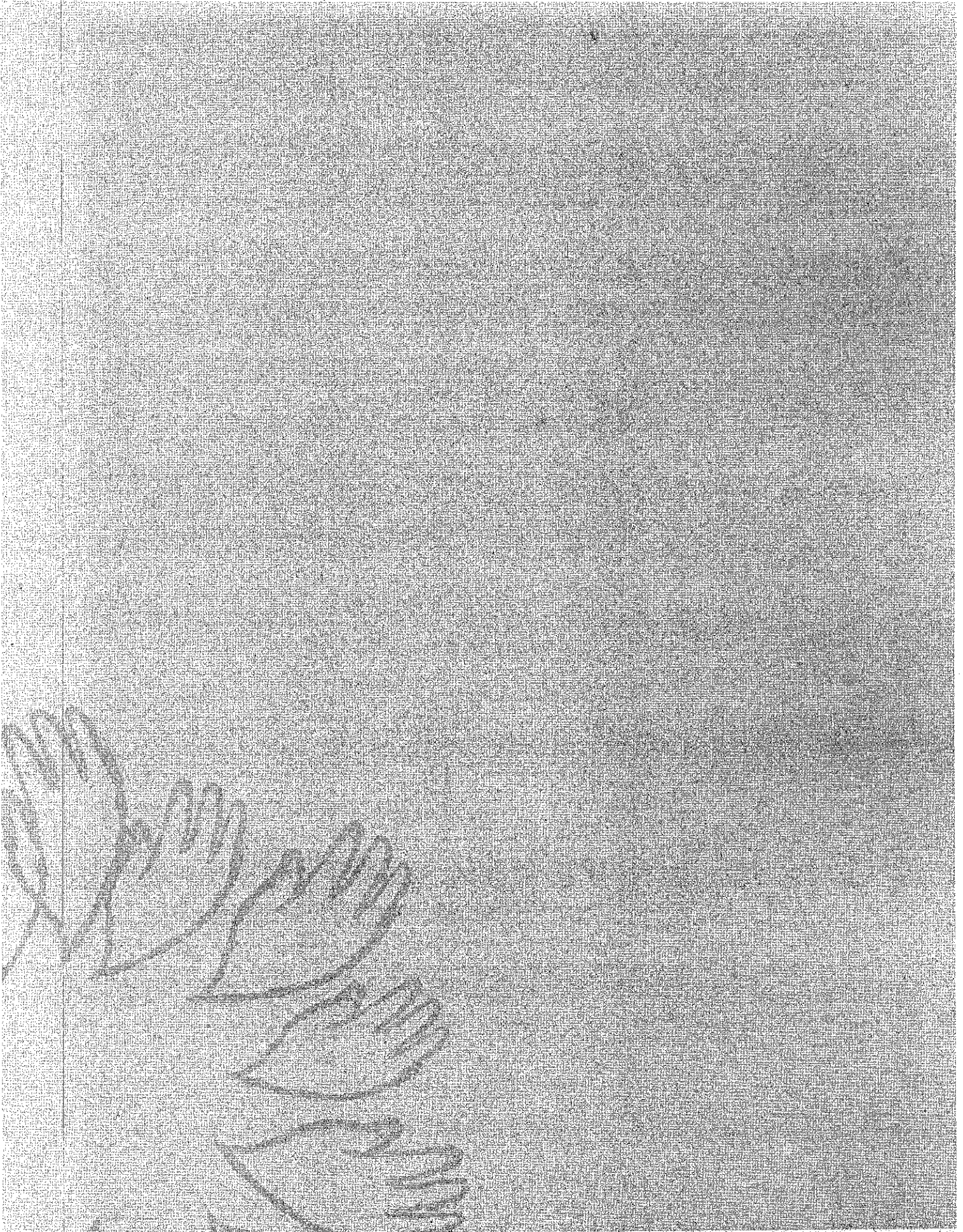
6. CONCLUSION

En 2002, le gouvernement du Québec s'est lancé dans une démarche de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui est venue transformer le visage de l'action publique en faveur des personnes en situation de pauvreté ou à risque de le devenir, notamment en favorisant le travail en commun de différents acteurs gouvernementaux. Cette nouvelle manière de planifier et de mettre en œuvre l'action en faveur de ces personnes permet d'augmenter la cohérence entre les orientations des différentes instances gouvernementales qui sont appelées à intervenir. Notons au passage que la participation de ministères et d'organismes est en croissance depuis l'adoption du premier plan d'action. Cette tendance va dans le sens du désir des citoyennes et citoyens de faire tomber les murs entre les différentes instances gouvernementales.

Par ailleurs, il faut reconnaître que le gouvernement n'est pas le seul acteur en cette matière et qu'un ensemble de partenaires provenant des milieux communautaires, privés, municipaux, syndicaux et bien d'autres sont à pied d'œuvre quotidiennement pour aider les plus démunis et les exclus de la société. C'est d'ailleurs en partie grâce à ces acteurs et à ses citoyennes et citoyens que le Québec a renouvelé en 2002 son approche visant à aider les plus démunis. Leur travail est essentiel et reconnu.

Les résultats portant sur la cinquième année de mise en œuvre de la démarche gouvernementale du Québec en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale indiquent que nous sommes sur la bonne voie : les effets combinés des mesures de soutien du revenu des ménages à faible revenu et d'une économie qui, encore en 2008, se portait bien, se reflètent notamment dans la diminution du taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC). À ce titre, le Québec figure toujours dans le groupe de tête des provinces canadiennes. À cela, il faut ajouter les effets positifs des mesures aux résultats moins facilement quantifiables qui permettent notamment à certaines personnes de faire leur place comme citoyennes ou citoyens dans la société. Il faut également souligner l'efficacité du filet social québécois qui joue un rôle important pour limiter les effets de la récession dans notre province. Les mesures de lutte contre la pauvreté, dont le Pacte pour l'emploi *Plus*, ont contribué à réduire les effets de cette crise et à maintenir les conditions de vie des citoyennes et citoyens plus vulnérables.

Le bilan de cette cinquième année vient préciser nos forces et nos faiblesses. Il nous permet de regarder l'avenir avec confiance et de continuer à bâtir de meilleures politiques de solidarité et d'inclusion sociale avec la collaboration et la participation de tous les acteurs de la société québécoise.



100 %
Imprimé sur du papier contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation
certifié Clorox environnemental. Produite sans chlore ainsi que PVC et fluoré à partir d'énergie propre.



100% Recyclé

Emploi
et Solidarité sociale
Québec



F-772-5 (2010-02)